



Banque Royale du Canada Deuxième trimestre de 2011

Rapport aux actionnaires

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le deuxième trimestre de 2011

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes complémentaires dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

TORONTO, le 27 mai 2011 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 1 506 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2011, soit un résultat en hausse de 177 millions, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, et un bénéfice de 3 345 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2011, en hausse de 519 millions, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent. Ces solides résultats découlent de la forte croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances.

« Le bénéfice de plus de 1,5 milliard de dollars dégagé au deuxième trimestre et le bénéfice de plus de 3,3 milliards dégagé au premier semestre de l'exercice reflètent la diversité de notre modèle d'entreprise et la solidité de nos activités. Les secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances ont en effet affiché une forte croissance des revenus et du bénéfice. Ce matin, nous avons annoncé une hausse de 0,04 \$, ou 8 %, de notre dividende trimestriel, a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. Nous avons renforcé notre position de chef de file dans nos principaux secteurs d'activité, et nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie à long terme et investissons dans nos secteurs d'activité afin de favoriser notre croissance future. »

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

- Bénéfice net de 1 506 millions de dollars (en hausse de 13 % par rapport à 1 329 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,00 \$ (en hausse de 0,12 \$ par rapport à 0,88 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,7 % (en hausse par rapport à 15,8 %)
- Ratio du capital de première catégorie de 13,6 %
- Annonce d'une augmentation de 0,04 \$, ou 8 %, de notre dividende trimestriel

Premier semestre de 2011 par rapport au premier semestre de 2010

- Bénéfice net de 3 345 millions de dollars (en hausse de 18 % par rapport à 2 826 millions)
- Bénéfice dilué par action de 2,24 \$ (en hausse de 0,36 \$ par rapport à 1,88 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,5 % (en hausse par rapport à 16,7 %)

Le bénéfice a reculé de 333 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au bénéfice record enregistré au premier trimestre, résultat qui tient à la baisse des revenus du secteur Marchés des Capitaux découlant de la réduction des volumes de transactions des clients par rapport aux volumes très élevés enregistrés au trimestre précédent, ainsi qu'aux facteurs saisonniers, ayant influé sur nos activités, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

- Bénéfice net de 1 506 millions de dollars (en baisse de 18 % par rapport à 1 839 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,00 \$ (en baisse de 0,24 \$ par rapport à 1,24 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,7 % (en baisse par rapport à 20,3 %)

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	11	Gestion de patrimoine	30	Information financière supplémentaire
2	Rapport de gestion	12	Assurances	30	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	14	Services bancaires internationaux	31	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Vue d'ensemble	15	Marchés des Capitaux	31	Opérations entre apparentés
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	16	Services de soutien généraux	32	États financiers consolidés intermédiaires (non audité)
3	Faits saillants financiers et autres	17	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	36	Notes complémentaires (non audité)
4	Faits saillants financiers et autres	18	Résultats par secteur géographique	74	Renseignements à l'intention des actionnaires
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	19	Situation financière		
4	Rendement financier	19	Bilans consolidés		
8	Résultats des secteurs d'exploitation	20	Arrangements hors bilan		
8	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	21	Gestion du risque		
9	Mesures hors PCGR	21	Risque de crédit		
10	Services bancaires canadiens	23	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		24	Risque de marché		
		27	Gestion des liquidités et du financement		
		28	Gestion du capital		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2011 ou à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 31 janvier 2011. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes complémentaires pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 (états financiers consolidés intermédiaires non audités), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2010 aux actionnaires (rapport annuel 2010). Ce rapport de gestion est daté du 26 mai 2011. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2010, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2011, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que notre vision, nos objectifs stratégiques et nos objectifs en matière de rendement financier, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché et opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2010 et de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre

de 2011; la conjoncture économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales, les modifications et les nouvelles interprétations des lignes directrices concernant le capital à risque, des directives en matière de présentation d'information et des lignes directrices des autorités de réglementation concernant les liquidités, ainsi que la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* et les règlements aux termes de cette loi qui seront édictés; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2010 et de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2011.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 79 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de près de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 56 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	7 132 \$	7 389 \$	6 967 \$	14 521 \$	14 301 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	344	334	504	678	997
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 021	629	1 096	1 650	2 226
Frais autres que d'intérêt	3 835	3 946	3 572	7 781	7 198
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 932	2 480	1 795	4 412	3 880
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 329 \$	3 345 \$	2 826 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	851 \$	882 \$	736 \$	1 733 \$	1 513 \$
Gestion de patrimoine	220	221	90	441	309
Assurances	146	145	107	291	225
Services bancaires internationaux	(23)	24	(27)	1	(84)
Marchés des Capitaux	407	613	502	1 020	1 073
Services de soutien généraux	(95)	(46)	(79)	(141)	(210)
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 329 \$	3 345 \$	2 826 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,01 \$	1,25 \$	0,89 \$	2,26 \$	1,90 \$
– dilué	1,00 \$	1,24 \$	0,88 \$	2,24 \$	1,88 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,7 %	20,3 %	15,8 %	18,5 %	16,7 %
Rendement du capital de risque (1), (2)	24,9 %	30,2 %	26,7 %	27,6 %	28,7 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,47 %	0,45 %	0,68 %	0,46 %	0,68 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,31 %	1,54 %	1,72 %	1,31 %	1,72 %
Ratios de capital et coefficient					
Ratio du capital de première catégorie	13,6 %	13,2 %	13,4 %	13,6 %	13,4 %
Ratio du capital total	15,7 %	15,3 %	14,4 %	15,7 %	14,4 %
Coefficient actif-capital	16,2 X	16,3 X	16,0 X	16,2 X	16,0 X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (2)	10,3 %	9,9 %	9,7 %	10,3 %	9,7 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	728 917 \$	721 110 \$	655 136 \$	728 917 \$	655 136 \$
Valeurs mobilières	209 007	216 526	188 236	209 007	188 236
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	295 469	293 940	283 069	295 469	283 069
Actifs liés aux dérivés	82 620	73 654	78 066	82 620	78 066
Dépôts	441 377	437 120	397 840	441 377	397 840
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	35 400	34 600	32 850	35 000	32 650
Moyenne du capital de risque (1)	23 800	23 250	19 450	23 550	18 950
Actif pondéré en fonction des risques	253 235	256 009	249 269	253 235	249 269
Biens sous gestion	311 200	308 100	253 800	311 200	253 800
Biens administrés – RBC	712 300	711 200	653 900	712 300	653 900
– RBC Dexia IS (3)	2 892 700	2 881 200	2 481 900	2 892 700	2 481 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 426 504	1 424 094	1 420 375	1 425 279	1 419 242
– moyenne (diluée)	1 438 048	1 435 291	1 434 232	1 436 606	1 433 189
– à la fin	1 428 830	1 425 901	1 423 424	1 428 830	1 423 424
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,00 \$	1,00 \$
Rendement de l'action (4)	3,5 %	3,7 %	3,5 %	3,6 %	3,5 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	59,60 \$	53,68 \$	61,59 \$	59,60 \$	61,59 \$
Capitalisation boursière (TSX)	85 158	76 542	87 669	85 158	87 669
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	73 076	73 371	70 812	73 076	70 812
Nombre de succursales	1 759	1 766	1 754	1 759	1 754
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	5 061	5 047	5 043	5 061	5 043
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (5)	1,039 \$	0,992 \$	0,973 \$	1,015 \$	0,958 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	1,057 \$	0,999 \$	0,984 \$	1,057 \$	0,984 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, au rendement du capital de risque, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne du capital de risque. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux rubriques Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation et Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.
- (3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.
- (4) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (5) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 26 mai 2011

Canada

L'économie canadienne a affiché un taux de croissance d'environ 3,7 % au premier trimestre civil de 2011, qui reflète essentiellement la hausse des dépenses des entreprises et le rétablissement des stocks. Le taux de chômage est demeuré à la baisse et s'est établi à 7,7 % en mars, situation qui reflète les gains au chapitre de l'emploi et l'amélioration continue de la conjoncture économique. La dette à la consommation a augmenté légèrement en raison des importantes activités dans le secteur de l'habitation, les acheteurs ayant accéléré l'achat d'habitations avant l'entrée en vigueur en mars 2011 des nouvelles règles concernant les prêts hypothécaires. Nous sommes d'avis qu'aucune hausse des taux d'intérêt n'aura lieu avant la dernière partie de l'année, situation qui reflète les faibles pressions inflationnistes, et pour qu'une telle hausse soit observée, l'économie mondiale devra afficher une solide croissance.

États-Unis

La croissance de l'économie américaine a ralenti au premier trimestre civil de 2011, le taux de croissance s'étant élevé à environ 1,8 %, taux qui reflète la réduction des dépenses de consommation tenant aux prix à la hausse des marchandises, par rapport aux niveaux de dépenses élevés enregistrés au trimestre précédent. Nous nous attendons à une croissance plus élevée d'ici la fin de l'année, en raison de la hausse des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises tenant à l'amélioration prévue des marchés du travail. Cependant, en raison de la plus faible croissance enregistrée au premier trimestre civil, nous avons révisé le taux de croissance prévu en 2011, le ramenant à 3,0 % par rapport à notre estimation initiale de 3,4 %. Le taux d'inflation sous-jacent a augmenté légèrement; toutefois, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale réduise les mesures de relance, et nous sommes d'avis qu'aucune hausse du taux des fonds fédéraux n'aura lieu d'ici la fin de 2011.

Europe

L'économie dans la zone euro s'est améliorée au premier trimestre civil de 2011, le taux de croissance s'étant élevé à environ 3,4 %. L'Allemagne et la France ont affiché les taux de croissance les plus élevés, lesquels ont été neutralisés en partie par la plus faible croissance de l'économie en Italie et en Espagne. Il subsiste des appréhensions concernant la crise de l'endettement qui touche des

États souverains en Europe, en raison des craintes récentes liées au refinancement de la dette de la Grèce. De plus, en raison de préoccupations inflationnistes, la Banque centrale européenne a haussé son taux directeur de 25 points de base en avril, le portant à 1,25 %, et nous prévoyons maintenant une hausse de ce taux de 25 points de base par trimestre d'ici la fin de 2011.

Marchés financiers

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice, les conditions sur les marchés financiers mondiaux reflétaient les conditions favorables dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation en février; cependant, ces conditions sont devenues difficiles dans la dernière partie du trimestre, car les appréhensions à l'égard de l'agitation politique au Moyen-Orient, le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé le Japon, la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe et les préoccupations inflationnistes dans les marchés émergents ont contribué au sentiment d'incertitude de la part des clients et à la baisse des volumes de transactions. Les volumes d'activités de montage et de services-conseils ont diminué en raison de la baisse des volumes d'émissions par rapport aux volumes très élevés enregistrés au trimestre précédent, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus. Au cours du trimestre considéré, le resserrement des écarts de taux et la stabilisation de la qualité des actifs se sont maintenus, ce qui a donné lieu à une appréciation générale du capital.

Contexte réglementaire

Nous continuons de prendre des mesures par suite des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne les nouvelles exigences en matière de liquidités posées par les normes mondiales concernant la réforme liée aux liquidités et au capital élaborées par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (accord de Bâle III), la réforme concernant les dérivés hors cote, les nouvelles mesures de protection des consommateurs et les réformes du secteur financier telles que la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*. Nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion sur nos activités, le cas échéant, soit réduite au minimum.

Pour une analyse plus détaillée de notre cadre et de nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque, Aperçu d'autres risques et Gestion du capital de notre rapport annuel 2010.

Rendement financier**Vue d'ensemble**

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 506 millions de dollars au deuxième trimestre terminé le 30 avril 2011, en hausse de 177 millions, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,00 \$, en hausse de 0,12 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 16,7 %, en hausse de 90 points de base par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,6 %, en hausse de 20 points de base par rapport à l'exercice précédent.

La hausse du bénéfice net par rapport à l'exercice précédent reflète la solide croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, laquelle tient à l'accroissement des volumes et à l'appréciation du capital découlant de l'amélioration des conditions du marché et de la confiance accrue des investisseurs. Le secteur Assurances a continué d'afficher de bons résultats. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète l'amélioration de la qualité du crédit, a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, principalement en ce qui a trait à nos activités de négociation de titres à revenu fixe.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est élevé à 851 millions de dollars, en hausse de 115 millions, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète la forte croissance des

volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite.

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'est établi à 220 millions de dollars, soit une hausse de 130 millions par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains ajustements comptables et fiscaux pour lesquels une analyse est présentée à la rubrique Mesures hors PCGR, le bénéfice net a progressé de 34 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions. Les résultats excluant ces ajustements constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée de ces ajustements, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Le bénéfice net du secteur Assurances s'est élevé à 146 millions de dollars, en hausse de 39 millions, ou 36 %, résultat qui tient aux gains nets sur placements enregistrés dans la plupart de nos secteurs d'activité et à la diminution des coûts nets liés aux sinistres.

La perte nette du secteur Services bancaires internationaux s'est chiffrée à 23 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 27 millions à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflétant l'amélioration de la qualité du crédit et les résultats à la hausse de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos services bancaires. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des ajustements liés à la comptabilisation de l'impôt et d'un gain lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente.

Le bénéfice net du secteur Marchés des Capitaux s'est élevé à 407 millions de dollars, en baisse de 95 millions, ou 19 %, ce qui reflète essentiellement la diminution des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe surtout imputable à la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un gain de 182 millions (84 millions après impôts et écritures de compensation) lié à des actifs couverts par MBIA Inc. (MBIA). La diminution des résultats tirés des activités de négociation découle également des conditions de négociation difficiles dans la dernière partie du trimestre, contrebalancées en partie par la forte croissance des activités de montage, de fusion et d'acquisition et de syndication de prêts. La baisse est aussi imputable à la hausse des coûts ce trimestre.

La perte nette de 95 millions de dollars du secteur Services de soutien généraux tient compte de pertes liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, d'un ajustement défavorable visant les impôts, ainsi que de certains montants liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le bénéfice net a reculé de 333 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète principalement les résultats à la baisse tirés des activités de négociation et les résultats moindres tirés des services de banque d'investissement du secteur Marchés des Capitaux, les volumes ayant diminué par rapport aux volumes très élevés enregistrés au trimestre précédent. Le bénéfice a également été touché de façon défavorable par des facteurs saisonniers, qui concernent principalement nos services bancaires et qui tiennent au fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent. Les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par la comptabilisation d'un gain de 102 millions de dollars (49 millions après impôts et écritures de compensation) lié au règlement intervenu avec MBIA.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Nous avons déclaré un bénéfice net de 3 345 millions de dollars, en hausse de 519 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est établi à 2,24 \$, en hausse de 0,36 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 18,5 %, comparativement à 16,7 % à l'exercice précédent.

Le bénéfice a été touché de façon favorable par la forte croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances. Le secteur Services bancaires internationaux a affiché des résultats à la hausse, et le secteur Marchés des Capitaux a enregistré une forte croissance des services de banque d'investissement, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture économique et la confiance accrue des investisseurs. La hausse est aussi attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans tous les secteurs d'exploitation, qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, en raison de la faiblesse du contexte lié aux activités de négociation.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant présente l'incidence estimative du change sur les principaux postes des états des résultats :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Incidence sur le bénéfice :			
<i>augmentation (diminution)</i>			
Total des revenus	(90)\$	(140)\$	(305)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	10	15
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	10	15	25
Frais autres que d'intérêt	55	85	175
Bénéfice net	(15)	(20)	(55)
Incidence sur le bénéfice par action :			
De base	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,04)\$
Dilué	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,04)\$

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Dollar américain	1,039	0,992	0,973	1,015	0,958
Livre sterling	0,636	0,631	0,638	0,634	0,609
Euro	0,729	0,743	0,722	0,736	0,687
Dollar de Trinité-et-Tobago (2)	6,632	6,316	6,170	6,470	6,081

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

(2) Le dollar de Trinité-et-Tobago fluctue de manière sensiblement identique au dollar américain.

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les fluctuations des taux de change influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Principaux événements de 2011 (résultats semestriels)

BlueBay Asset Management plc (BlueBay) : Le 17 décembre 2010, le secteur Gestion de patrimoine a finalisé l'acquisition de BlueBay, opération qui a donné lieu à une augmentation d'environ 39,1 milliards de dollars de ses biens sous gestion. Nos résultats du deuxième trimestre tiennent compte des résultats de BlueBay pour un trimestre complet, lesquels sont présentés avec un décalage de un mois.

Règlement intervenu avec MBIA : Le 31 décembre 2010, un règlement est intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de la police d'assurance souscrite directement auprès de cet assureur spécialisé. Les deux parties ont également convenu de mettre fin à leurs poursuites judiciaires respectives. Cela a donné lieu à la comptabilisation, au premier trimestre de 2011, d'un gain de 102 millions de dollars (49 millions après impôts et écritures de compensation) découlant principalement de la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA.

Liberty Life Insurance Company (Liberty Life) : Le 29 avril 2011, nous avons procédé au dessaisissement de Liberty Life, et au deuxième trimestre de 2011, nous avons réduit de 9 millions de dollars (avant et après impôts) la perte au titre de la vente comptabilisée auparavant. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter aux notes 7 et 17 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010 (1)	30 avril 2011	30 avril 2010 (1)
Intérêts créditeurs	4 854 \$	4 988 \$	4 536 \$	9 842 \$	9 202 \$
Intérêts débiteurs	2 142	2 215	1 837	4 357	3 756
Revenu net d'intérêt	2 712 \$	2 773 \$	2 699 \$	5 485 \$	5 446 \$
Services de placement (2)	1 346 \$	1 294 \$	1 123 \$	2 640 \$	2 298 \$
Activités d'assurance (2)	1 304	924	1 325	2 228	2 708
Activités de négociation	296	733	614	1 029	1 273
Services bancaires (2)	829	878	766	1 707	1 565
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	352	495	250	847	561
Autres (2)	293	292	190	585	450
Revenus autres que d'intérêt	4 420 \$	4 616 \$	4 268 \$	9 036 \$	8 855 \$
Total des revenus	7 132 \$	7 389 \$	6 967 \$	14 521 \$	14 301 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	313 \$	269 \$	344 \$	582 \$	734 \$
Revenus autres que d'intérêt	296	733	614	1 029	1 273
Total	609 \$	1 002 \$	958 \$	1 611 \$	2 007 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Taux d'intérêt et crédit	438 \$	704 \$	710 \$	1 142 \$	1 522 \$
Titres de participation	94	197	107	291	249
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	77	101	141	178	236
Total	609 \$	1 002 \$	958 \$	1 611 \$	2 007 \$

- (1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient précédemment présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.
- (2) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2010 pour une définition de ces catégories.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total des revenus a augmenté de 165 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien, qui a entraîné une diminution des revenus d'environ 140 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 13 millions de dollars, en raison principalement de la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont progressé de 223 millions de dollars, ou 20 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, des ventes nettes et de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise. La hausse est aussi attribuable à l'accroissement des volumes de transactions et à l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont diminué de 21 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis, par suite de la vente prévue de Liberty Life, laquelle a été conclue à la fin du trimestre. Ce facteur a été en grande partie neutralisé par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que par la croissance des volumes.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 318 millions de dollars, ou 52 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et des revenus autres que d'intérêt, a atteint 609 millions de dollars, un résultat en baisse de 349 millions, ou 36 %, qui tient principalement à la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe puisqu'un gain lié à des actifs couverts par MBIA avait été comptabilisé à l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe ont également subi l'incidence défavorable des conditions de négociation difficiles, dans la dernière partie du trimestre, ainsi que d'une baisse des volumes des clients et d'un resserrement des écarts acheteur-vendeur, surtout en Europe.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrues de 63 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de

l'accroissement des revenus tirés des opérations de change et de la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 102 millions de dollars, ou 41 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont progressé de 103 millions de dollars, ou 54 %, résultat qui tient essentiellement à la comptabilisation de gains sur certains titres disponibles à la vente, des pertes ayant été comptabilisées à cet égard à l'exercice précédent.

Pour plus de détails sur l'incidence des taux de change sur nos revenus, se reporter à la rubrique Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le total des revenus a diminué de 257 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la réduction des revenus tirés des activités de négociation et de la diminution des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils tenant à la réduction des volumes d'activités de montage par rapport aux volumes élevés enregistrés au trimestre précédent. La diminution est aussi imputable au raffermissement du dollar canadien et à l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent, qui touchent particulièrement nos services bancaires. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse des revenus tirés des activités d'assurance, laquelle a été compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que par l'augmentation des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 220 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que des revenus à la hausse tirés des services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités d'assurance, laquelle a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, par la baisse des revenus tirés des activités de négociation et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de 344 millions de dollars, a diminué de 160 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une réduction de 130 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, laquelle reflète essentiellement la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de gros aux États-Unis et dans les Antilles, y compris les prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada. La dotation à la provision générale a diminué de 3 millions de dollars ce trimestre, comparativement à la comptabilisation d'un montant de 27 millions à l'exercice précédent, qui concernait principalement nos portefeuilles de prêts commerciaux et de détail aux États-Unis.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011
Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a augmenté de 5 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la comptabilisation de recouvrements moins élevés dans le secteur Marchés des Capitaux ce trimestre, facteur neutralisé en partie par la baisse des provisions liées à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis. La dotation à la provision générale a diminué de 3 millions de dollars, une réduction de 8 millions ayant été comptabilisée au trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui s'établit à 678 millions de dollars, a diminué de 319 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la baisse de 281 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, laquelle reflète en grande partie la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de gros aux États-Unis, dans les Antilles et au Canada, y compris les prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada. La dotation à la provision générale a diminué de 11 millions de dollars au cours de la période, comparativement à une augmentation de 27 millions à l'exercice précédent, qui concernait principalement nos portefeuilles de prêts commerciaux et de détail aux États-Unis.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 75 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, et ont augmenté de 392 millions, ou 62 %, par rapport au trimestre précédent. Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 576 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Salaires	1 048 \$	1 067 \$	976 \$	2 115 \$	1 976 \$
Rémunération variable	882	1 052	875	1 934	1 866
Avantages sociaux et conservation du personnel	371	377	308	748	620
Rémunération à base d'actions	46	87	39	133	113
Ressources humaines	2 347 \$	2 583 \$	2 198 \$	4 930 \$	4 575 \$
Autres charges	1 488	1 363	1 374	2 851	2 623
Frais autres que d'intérêt	3 835 \$	3 946 \$	3 572 \$	7 781 \$	7 198 \$

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 263 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif et l'augmentation de la charge de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011
Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 111 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la réduction de la rémunération variable, laquelle reflète en grande partie les résultats à la baisse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux. La diminution tient également à la baisse de la rémunération à base d'actions, à l'incidence du raffermissement du dollar canadien et à l'incidence de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 583 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif, l'augmentation de la rémunération variable tenant essentiellement à la hausse des revenus basés sur les commissions du secteur Gestion de patrimoine et l'augmentation de la charge de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Bénéfice avant impôts	1 932 \$	2 480 \$	1 795 \$	4 412 \$	3 880 \$
Impôts sur les bénéfices	399	612	443	1 011	1 008
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (1)	20,6 %	24,7 %	24,7 %	22,9 %	26,0 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
La charge d'impôts a diminué de 44 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la hausse des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 20,6 %, soit une baisse de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent qui tient en grande partie à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes, ainsi qu'à la plus importante proportion des bénéfices de l'exercice considéré provenant de sources présentant des avantages fiscaux.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011
La charge d'impôts a reculé de 213 millions de dollars, ou 35 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient à la diminution des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 20,6 %, en baisse de 4,1 %, en raison principalement de la diminution, ce trimestre, des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés, ainsi que de la plus grande proportion ce trimestre des bénéfices provenant de sources présentant des avantages fiscaux.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

La charge d'impôts est demeurée essentiellement inchangée par rapport à l'exercice précédent, malgré la hausse des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 22,9 %, en baisse de 3,1 %,

résultat qui tient principalement à une réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes et à des ajustements visant les impôts.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2010, à l'exception de ce qui est expliqué ci-après. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

Nous décrivons ci-après les principaux changements apportés à nos secteurs d'exploitation au cours du premier semestre de 2011. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants ont été révisés et cette révision n'a eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Premier trimestre de 2011

Nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient précédemment présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature.

Nous avons effectué des changements organisationnels dans le secteur Gestion de patrimoine, afin de mieux assurer la concordance de notre structure d'exploitation et de nos objectifs et d'accélérer la mise en œuvre de notre stratégie aux fins de notre croissance à l'échelle mondiale.

Nous avons réaligné le secteur Marchés des Capitaux afin de mieux refléter la façon dont nous gérons nos secteurs (1).

- Le secteur d'activité Marchés Mondiaux se compose des services de négociation de titres à revenu fixe, des opérations de change, des activités de vente et de négociation de titres de participation, de la trésorerie, des activités de financement et des activités liées au marché des marchandises, des opérations de négociation pour compte propre et de la tranche résiduelle du portefeuille de titres garantis par des créances de sociétés.
- Le secteur d'activité Services à la grande entreprise et banque d'investissement se compose des activités de montage de prêts et de titres de participation, des services-conseils, des activités de syndication de prêts, des prêts aux grandes entreprises, des opérations de titrisation auprès de clients, du groupe Crédits mondiaux, des services de recherche visant les valeurs mobilières, des placements privés ainsi que des services bancaires commerciaux et des opérations par correspondants bancaires.
- Le secteur d'activité Autres se compose d'activités existantes et comprend nos contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis, les titres à enchères aux États-Unis et certains autres portefeuilles existants. Certains de ces produits sont également présentés comme des éléments liés au marché et au crédit, comme il est décrit dans notre rapport annuel 2010.

Comme en fait état notre rapport annuel 2010, afin de nous assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent les charges liées à la conduite de leurs affaires, nous imputons les coûts engagés ou les services offerts par les groupes Exploitation et technologie et Fonctions qui ont été engagés ou fournis directement au nom de chaque secteur d'exploitation. Nous avons revu les coûts engagés par les groupes Exploitation et technologie et Fonctions qui sont attribués au secteur Services bancaires internationaux, et nous les avons ajustés de manière à tenir compte des montants qui ne reflètent ni les avantages reçus ni les services fournis au nom de ce secteur. Cet ajustement s'est traduit, pour le trimestre, par une légère réduction des coûts attribués à ce secteur, et il a été appliqué sur une base prospective.

Nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique de façon prospective de manière à refléter une attribution proportionnelle aux secteurs d'exploitation de capital non attribué précédemment. La méthode d'attribution révisée assure une plus grande concordance de nos processus d'attribution du capital et des nouvelles exigences accrues de l'accord de Bâle III visant le capital.

(1) En ce qui concerne les activités de montage de prêts et de titres de participation, les revenus sont attribués aux Marchés Mondiaux et aux Services à la grande entreprise et banque d'investissement, en fonction de l'apport de chaque groupe et conformément à l'entente conclue.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le							31 janvier	30 avril
	30 avril 2011							2011	2010
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	833 \$	211 \$	143 \$	(35)\$	390 \$	(100)\$	1 442 \$	1 774 \$	1 264 \$
Moyenne du capital de risque (2)	8 100 \$	1 350 \$	1 750 \$	3 500 \$	8 200 \$	900 \$	23 800 \$	23 250 \$	19 450 \$
Ajouter : Sous-attribution de capital	—	—	—	—	—	550	550	900	3 450
Écart d'acquisition et capital incorporé	2 050	3 900	150	3 350	950	650	11 050	10 450	9 950
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	10 150 \$	5 250 \$	1 900 \$	6 850 \$	9 150 \$	2 100 \$	35 400 \$	34 600 \$	32 850 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,6 %	16,5 %	30,8 %	(2,1)%	17,5 %	n.s.	16,7 %	20,3 %	15,8 %
Rendement du capital de risque	42,2 %	62,9 %	33,3 %	(4,2)%	19,6 %	n.s.	24,9 %	30,2 %	26,7 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le semestre terminé le							30 avril
	30 avril 2011							2010
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 697 \$	424 \$	285 \$	(24)\$	986 \$	(152)\$	3 216 \$	2 697 \$
Moyenne du capital de risque (2)	7 800 \$	1 250 \$	1 700 \$	3 500 \$	8 250 \$	1 050 \$	23 550 \$	18 950 \$
Ajouter : Sous-attribution de capital	—	—	—	—	—	700	700	3 600
Écart d'acquisition et capital incorporé	2 050	3 550	150	3 500	1 000	500	10 750	10 100
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	9 850 \$	4 800 \$	1 850 \$	7 000 \$	9 250 \$	2 250 \$	35 000 \$	32 650 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,7 %	17,9 %	31,2 %	(0,7)%	21,5 %	n.s.	18,5 %	16,7 %
Rendement du capital de risque	43,7 %	67,2 %	33,9 %	(1,4)%	24,0 %	n.s.	27,6 %	28,7 %

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la rubrique Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.
n.s. : non significatif

Mesures hors PCGR

Résultats excluant les ajustements concernant le secteur Gestion de patrimoine

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont été touchés par certains ajustements comptables et ajustements visant les impôts illustrés dans le tableau ci-dessous. Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de ces éléments constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des activités, qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction en ce qui

concerne notre performance. Cette mesure devrait également accroître la comparabilité de la performance financière du secteur Gestion de patrimoine pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2011, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 31 janvier 2011. Ces mesures ne sont pas établies selon les PCGR, elles n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre terminé le									
	30 avril 2011				31 janvier 2011			30 avril 2010		
	Ajustements				Ajustements			Ajustements		
	Données présentées	Passif au titre de la rémunération reportée (1)	Ajustement lié à la comptabilisation de l'impôt	Données ajustées	Données présentées	Passif au titre de la rémunération reportée	Données ajustées	Données présentées	Écart de conversion sur certains titres disponibles à la vente	Données ajustées
Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices	294 \$	(31)\$	— \$	263 \$	311 \$	(15)\$	296 \$	147 \$	68 \$	215 \$
Impôts sur les bénéfices	74	(9)	13	78	90	(4)	86	57	7	64
Bénéfice net (perte nette)	220 \$	(22)\$	(13)\$	185 \$	221 \$	(11)\$	210 \$	90 \$	61 \$	151 \$

- (1) Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 27 millions de dollars et les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 4 millions.

En date du et pour le semestre terminé le

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2011				30 avril 2010			
	Ajustements				Ajustements			
	Données présentées	Passif au titre de la rémunération reportée	Ajustement lié à la comptabilisation de l'impôt	Données ajustées	Données présentées	Écart de conversion sur certains titres disponibles à la vente	Ajustement fiscal favorable	Données ajustées
Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices	605 \$	(46)\$	– \$	559 \$	405 \$	29 \$	– \$	434 \$
Impôts sur les bénéfices	164	(13)	13	164	96	2	30	128
Bénéfice net (perte nette)	441 \$	(33)\$	(13)\$	395 \$	309 \$	27 \$	(30)\$	306 \$

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Revenu net d'intérêt	1 928 \$	1 976 \$	1 810 \$	3 904 \$	3 689 \$
Revenus autres que d'intérêt	814	802	781	1 616	1 540
Total des revenus	2 742 \$	2 778 \$	2 591 \$	5 520 \$	5 229 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	247 \$	257 \$	302 \$	504 \$	620 \$
Frais autres que d'intérêt	1 313	1 297	1 234	2 610	2 439
Bénéfice net avant impôts	1 182 \$	1 224 \$	1 055 \$	2 406 \$	2 170 \$
Bénéfice net	851 \$	882 \$	736 \$	1 733 \$	1 513 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 519 \$	1 542 \$	1 402 \$	3 061 \$	2 838 \$
Services financiers à l'entreprise	659	677	622	1 336	1 259
Solutions cartes et paiements	564	559	567	1 123	1 132
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,6 %	35,8 %	34,6 %	34,7 %	37,0 %
Rendement du capital de risque	42,2 %	45,4 %	45,0 %	43,7 %	49,1 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,78 %	2,78 %	2,76 %	2,78 %	2,78 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,36 %	0,36 %	0,47 %	0,36 %	0,47 %
Levier d'exploitation	(0,6)%	(2,3)%	3,9 %	(1,5)%	4,2 %
Moyenne du total des actifs productifs (2)	284 000	282 500	268 800	283 200	267 500
Moyenne des prêts et acceptations (2)	283 800	280 600	266 400	282 200	264 800
Moyenne des dépôts	202 400	201 200	187 700	201 800	187 600
Biens administrés	161 200 \$	154 600 \$	141 200 \$	161 200 \$	141 200 \$

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total.

(2) Le total de la moyenne des actifs productifs et la moyenne des prêts et des acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, laquelle s'est établie à 40 milliards de dollars et à 3 milliards, respectivement (40 milliards et 2 milliards au 31 janvier 2011; 37 milliards et 3 milliards au 30 avril 2010).

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 115 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite.

Le total des revenus s'est accru de 151 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la division Particuliers clients ont progressé de 117 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété, des dépôts des particuliers et des prêts aux particuliers. L'augmentation tient également aux écarts plus élevés liés aux dépôts et à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la rupture de contrats hypothécaires et par la diminution des écarts liés aux prêts.

Les revenus tirés des Services financiers à l'entreprise ont augmenté de 37 millions de dollars, ou 6 %, en raison de la croissance des volumes liés aux prêts aux entreprises et aux dépôts des entreprises, ainsi que de l'amélioration des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont reculé de 3 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète principalement la diminution des écarts découlant des prix promotionnels ainsi que l'incidence des nouveaux règlements visant les cartes de crédit, facteurs neutralisés en grande partie par l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit et par l'augmentation des soldes des prêts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 2 points de base, en raison essentiellement de l'augmentation des écarts liés aux dépôts, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts liés aux taux préférentiels et aux acceptations bancaires ainsi que par la diminution des écarts liés aux prêts sur cartes de crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 55 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises non garantis, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture économique. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 79 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse de la charge de retraite et des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif et la hausse des frais d'occupation. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de l'entrée en vigueur de la taxe de vente harmonisée (TVH) en Ontario et en Colombie-Britannique en juillet 2010. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des coûts de marketing, liée à notre commandite des Jeux olympiques à l'exercice précédent, ainsi que par la diminution des pertes hors exploitation.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le bénéfice net a reculé de 31 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent. Le recul a été neutralisé en partie par un gain de 29 millions de dollars à la vente des actions restantes de Visa (21 millions après impôts) par le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 220 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite.

Le total des revenus a augmenté de 291 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète en grande partie la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 116 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 171 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse de la charge de retraite, de l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités et de l'incidence de la mise en œuvre de la TVH, facteurs neutralisés en partie par la baisse des pertes diverses.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	89 \$	91 \$	72 \$	180 \$	150 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	702	659	579	1 361	1 153
Revenus tirés des transactions et autres revenus	420	435	324	855	736
Total des revenus	1 211 \$	1 185 \$	975 \$	2 396 \$	2 039 \$
Frais autres que d'intérêt	917	874	828	1 791	1 634
Bénéfice net avant impôts	294 \$	311 \$	147 \$	605 \$	405 \$
Bénéfice net	220 \$	221 \$	90 \$	441 \$	309 \$
Revenus par division (1)					
Gestion de patrimoine – Canada	444 \$	433 \$	368 \$	877 \$	735 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (2)	507	519	425	1 026	940
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US) (2)	527	515	419	1 042	906
Gestion mondiale d'actifs (3)	260	233	182	493	364
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,5 %	19,5 %	9,6 %	17,9 %	16,0 %
Rendement du capital de risque	62,9 %	72,1 %	36,2 %	67,2 %	56,6 %
Marge avant impôts (4)	24,3 %	26,2 %	15,1 %	25,3 %	19,9 %
Nombre de conseillers (5)	4 233	4 237	4 435	4 233	4 435
Biens administrés – Total	537 900	543 000	500 600	537 900	500 600
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International	322 900	333 300	307 000	322 900	307 000
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	341 200	332 800	302 300	341 200	302 300
Biens sous gestion	308 300	305 200	251 000	308 300	251 000

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains			
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)			
Total des revenus	(20)\$	(30)\$	(55)\$
Frais autres que d'intérêt	15	25	45
Bénéfice net	(5)	(5)	(10)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	5 %	7 %	6 %

- Les montants présentés pour chaque secteur d'activité ont été retraités de manière à refléter les changements organisationnels ayant pris effet le 1^{er} novembre 2010. L'incidence de ces changements sur les chiffres correspondants de l'exercice précédent est négligeable.
- Comprend les services de gestion de patrimoine aux États-Unis, les services fiduciaires et les services de gestion de patrimoine mondiaux basés au Royaume-Uni, ainsi que les services de gestion de patrimoine sur les marchés émergents.
- Comprend les résultats de BlueBay, présentés avec un décalage de un mois.
- La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts, divisé par le total des revenus.
- Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 130 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. En excluant les ajustements comptables et fiscaux, le bénéfice net a progressé de 34 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions.

Le total des revenus a progressé de 236 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 76 millions de dollars, ou 21 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes, et de l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 82 millions de dollars, ou 19 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont progressé de 108 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient essentiellement à la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte de 61 millions de

dollars US liée à la conversion de certains titres disponibles à la vente, laquelle découle d'ajustements comptables. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 78 millions de dollars, ou 43 %, en grande partie en raison de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 89 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, laquelle reflète principalement la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus basés sur les commissions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement comptable de 27 millions de dollars lié au passif au titre de la rémunération reportée et par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le bénéfice net est demeuré relativement inchangé. En excluant les ajustements comptables et fiscaux, le bénéfice net a diminué de 25 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent, des commissions de performance touchées par BlueBay au dernier trimestre et de la diminution des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 132 millions de dollars, ou 43 %. En excluant les ajustements comptables et les ajustements visant les impôts, le bénéfice s'est accru de 89 millions de dollars, ou 29 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le total des revenus a progressé de 357 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, des ventes nettes et de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 157 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus basés sur les commissions, ainsi que de l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, laquelle reflète essentiellement la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par des ajustements comptables liés au passif au titre de la rémunération reportée.

Les résultats excluant les ajustements comptables et fiscaux dans chaque période constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Assurances

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	942 \$	1 032 \$	1 033 \$	1 974 \$	2 100 \$
Revenu de placement (1)	298	(170)	225	128	473
Honoraires	57	67	69	124	136
Autres (2)	9	–	–	9	–
Total des revenus	1 306 \$	929 \$	1 327 \$	2 235 \$	2 709 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	860 \$	452 \$	933 \$	1 312 \$	1 896 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	161	177	163	338	330
Frais autres que d'intérêt	137	149	136	286	265
Bénéfice net avant impôts	148 \$	151 \$	95 \$	299 \$	218 \$
Bénéfice net	146 \$	145 \$	107 \$	291 \$	225 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	648 \$	388 \$	556 \$	1 036 \$	1 179 \$
Assurances – États-Unis	222	103	400	325	764
Assurances – États-Unis (en millions de dollars US)	232	101	390	333	733
Assurances et autres activités – International	436	438	371	874	766
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,8 %	31,6 %	27,2 %	31,2 %	31,0 %
Rendement du capital de risque	33,3 %	34,5 %	30,5 %	33,9 %	35,2 %
Primes et dépôts (3)	1 233 \$	1 316 \$	1 318 \$	2 549 \$	2 700 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	118	(367)	30	(249)	108

	Pour le		Pour le
	trimestre terminé le		semestre
	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010	trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling			
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)			
Total des revenus	(15)\$	(25)\$	(35)\$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	10	15	25
Frais autres que d'intérêt	–	–	–
Bénéfice net	(5)	(5)	(5)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	5 %	7 %	6 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	0 %	4 %

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Concerne une réduction de la perte liée à Liberty Life. L'opération a été conclue le 29 avril 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

(3) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 39 millions de dollars, ou 36 %, en raison des gains nets sur placements liés à la plupart de nos secteurs d'activité et de la diminution des coûts nets liés aux sinistres.

Le total des revenus a diminué de 21 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 92 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des volumes liés à nos produits d'assurances habitation et automobile.

Les revenus tirés du secteur Assurances – États-Unis ont diminué de 178 millions de dollars, ou 45 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont reculé de 158 millions de dollars, ou 41 %, en raison principalement de la baisse des ventes de rentes découlant de la vente prévue de Liberty Life, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International ont augmenté de 65 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui reflète principalement la croissance des volumes de nos produits de réassurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 75 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de la baisse des coûts découlant de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis et de la diminution des coûts nets liés aux sinistres. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de l'accroissement des volumes du secteur Assurances et autres activités – International et des volumes d'assurances habitation et automobile du secteur Assurances – Canada, ainsi que par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés. La hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités a été neutralisée par la diminution des charges d'exploitation reflétant l'incidence de la vente prévue de Liberty Life.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le bénéfice net est demeuré relativement inchangé. Les gains nets sur placements liés à la plupart de nos secteurs d'activité ont été en grande partie neutralisés par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité et des activités de réassurance.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 66 millions de dollars, ou 29 %, en raison principalement de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance automobile.

Le total des revenus a reculé de 474 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes des secteurs Assurances et autres activités – International et Assurances – Canada.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 576 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la baisse des coûts découlant de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis. La diminution tient aussi à la baisse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance automobile. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes des secteurs Assurances et autres activités – International et Assurances – Canada.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 21 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Services bancaires internationaux

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	331 \$	354 \$	351 \$	685 \$	671 \$
Revenus autres que d'intérêt	229	258	252	487	480
Total des revenus	560 \$	612 \$	603 \$	1 172 \$	1 151 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	118 \$	131 \$	185 \$	249 \$	360 \$
Frais autres que d'intérêt	507	489	510	996	1 020
(Perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(65)\$	(8)\$	(92)\$	(73)\$	(229)\$
(Perte nette) bénéfice net	(23)\$	24 \$	(27)\$	1 \$	(84)\$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	371 \$	437 \$	447 \$	808 \$	836 \$
RBC Dexia IS (1)	189	175	156	364	315
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(2,1)%	0,6 %	(2,5)%	(0,7)%	(3,4)%
Rendement du capital de risque	(4,2)%	1,2 %	(5,4)%	(1,4)%	(7,7)%
Dotations aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,88 %	1,90 %	2,58 %	1,89 %	2,42 %
Moyenne des prêts et des acceptations	25 800 \$	27 400 \$	29 300 \$	26 600 \$	30 000 \$
Moyenne des dépôts	44 100	43 100	44 300	43 600	45 700
Biens administrés – RBC (2)	7 100	7 500	7 300	7 100	7 300
– RBC Dexia IS (3)	2 892 700	2 881 200	2 481 900	2 892 700	2 481 900
Biens sous gestion – RBC (2)	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le
	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010	
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago				
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)				
Total des revenus	(15)\$	(25)\$	(65)\$	
Dotations à la provision pour pertes sur créances	5	10	15	
Frais autres que d'intérêt	15	25	55	
Bénéfice net	–	5	5	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	5 %	7 %	6 %	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2)%	1 %	7 %	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	5 %	7 %	6 %	

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT Financial Group (RBTT) et de RBC Dexia IS.

(2) Représente respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT, présenté avec un décalage de un mois.

(3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

La perte nette s'est élevée à 23 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 27 millions à l'exercice précédent. Ce résultat est en grande partie attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de l'amélioration de la qualité du crédit et des résultats à la hausse de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés à nos services bancaires. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des ajustements liés à la comptabilisation de l'impôt et d'un gain lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente.

Le total des revenus a diminué de 43 millions de dollars, ou 7 %. Les revenus tirés des Services bancaires ont reculé de 76 millions de dollars, ou 17 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires ont subi une baisse de 49 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la réduction des soldes des prêts aux États-Unis et dans les Antilles, de la compression des écarts, principalement en ce qui concerne les services bancaires dans les Antilles, et d'une perte à la cession d'un contrat de location avec endettement.

Les revenus de RBC Dexia IS ont augmenté de 33 millions de dollars, ou 21 %, résultat qui reflète principalement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et de l'accroissement des activités. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des volumes de transactions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 67 millions de dollars, ou 36 %, en raison essentiellement de la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et aux États-Unis. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement inchangés, résultat qui tient à l'incidence du raffermissement du dollar canadien, facteur neutralisé en grande partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS et par l'accroissement des dépenses aux fins des initiatives et des investissements dans les infrastructures concernant les services bancaires dans les Antilles.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

La perte nette s'est élevée à 23 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 24 millions au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la compression des écarts liés aux services bancaires dans les Antilles et la perte à la cession d'un contrat de location avec endettement. De plus, les résultats du dernier trimestre tenaient compte de la reprise d'une tranche des provisions liées à un litige concernant les services bancaires dans les Antilles.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 1 million de dollars, par rapport à une perte nette de 84 millions à l'exercice précédent. L'amélioration tient principalement à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires, et à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes liées à nos titres disponibles à la vente.

Le total des revenus a augmenté de 21 millions de dollars, ou 2 %. L'augmentation reflète principalement la hausse de la moyenne des

actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et de la croissance des activités, ainsi que l'accroissement des volumes de transactions de RBC Dexia IS. L'augmentation est aussi attribuable à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes nettes liées à nos titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par la baisse des soldes des prêts aux États-Unis et dans les Antilles, ainsi que par la compression des écarts liés aux services bancaires dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 111 millions de dollars, ou 31 %, en raison essentiellement de la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et aux États-Unis, laquelle reflète la stabilisation de la qualité des actifs.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 24 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient surtout à l'incidence du raffermissement du dollar canadien, facteur neutralisé en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt (1)	656 \$	623 \$	660 \$	1 279 \$	1 389 \$
Revenus autres que d'intérêt	860	1 405	940	2 265	2 051
Total des revenus (1)	1 516 \$	2 028 \$	1 600 \$	3 544 \$	3 440 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)\$	(27)\$	21 \$	(32)\$	51 \$
Frais autres que d'intérêt	936	1 126	862	2 062	1 813
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	585 \$	929 \$	717 \$	1 514 \$	1 576 \$
Bénéfice net	407 \$	613 \$	502 \$	1 020 \$	1 073 \$
Revenus par division (2)					
Marchés mondiaux	924 \$	1 321 \$	1 217 \$	2 245 \$	2 501 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	571	710	423	1 281	984
Autres	21	(3)	(40)	18	(45)
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,5 %	25,3 %	25,8 %	21,5 %	26,1 %
Rendement du capital de risque	19,6 %	28,3 %	29,6 %	24,0 %	29,8 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	(0,06)%	(0,37)%	0,29 %	(0,22)%	0,34 %
Moyenne des titres du compte de négociation	146 600 \$	138 600 \$	126 300 \$	142 500 \$	129 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations	27 800	29 000	29 000	28 400	30 200
Moyenne des dépôts	110 300	113 000	89 900	111 700	89 900

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros			
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)			
Total des revenus	(40)\$	(60)\$	(135)\$
Frais autres que d'intérêt	25	35	70
Bénéfice net	(10)	(15)	(35)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	5 %	7 %	6 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	1 %	0 %	4 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2)%	1 %	7 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 s'élève à 146 millions de dollars (144 millions au 31 janvier 2011; 127 millions au 30 avril 2010). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(2) Le secteur Marchés des Capitaux a été réaligné au premier trimestre de 2011. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a diminué de 95 millions de dollars, ou 19 %, ce qui reflète essentiellement la diminution des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe surtout imputable à la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un gain de 182 millions (84 millions après impôts et écritures de compensation) lié à des actifs couverts par MBIA. La diminution des résultats tirés des activités de négociation découle également des conditions de négociation difficiles dans la dernière partie du trimestre, contrebalancées en partie par la forte croissance des activités de montage, de fusion et d'acquisition et

de syndication de prêts. La baisse est aussi imputable à la hausse des coûts ce trimestre.

Le total des revenus s'est établi à 1 516 millions de dollars, en baisse de 84 millions, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux ont reculé de 293 millions de dollars, ou 24 %, résultat qui reflète la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe puisqu'un gain lié à des actifs couverts par MBIA avait été comptabilisé à l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe ont également subi l'incidence négative des conditions de négociation difficiles, dans la dernière partie du trimestre,

ainsi que d'une baisse des volumes des clients et d'un resserrement des écarts acheteur-vendeur, surtout en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités de montage de prêts et des activités quotidiennes d'investissement en actions.

Les revenus tirés du secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement se sont accrus de 148 millions de dollars, ou 35 %, résultat qui reflète l'accroissement des activités de montage de titres de participation et des activités de syndication de prêts aux États-Unis, ainsi que l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition au Canada. Le résultat à la hausse tient aussi à la diminution des pertes au titre des swaps sur défaillance qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les autres revenus ont augmenté de 61 millions de dollars, en raison principalement des gains découlant des titres à enchères liés aux prêts aux étudiants aux États-Unis, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées à l'exercice précédent, ainsi que de la réduction des pertes liées à certains portefeuilles existants.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 5 millions de dollars, une dotation à la provision pour pertes sur créances de 21 millions ayant été comptabilisée à l'exercice précédent. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 74 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui concerne principalement les coûts engagés à l'appui des investissements dans les infrastructures s'inscrivant dans le cadre des initiatives visant la croissance et le contrôle, ainsi que les coûts découlant des exigences réglementaires plus rigoureuses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable reflétant les résultats à la baisse tirés des activités de négociation.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le bénéfice net a diminué de 206 millions de dollars, ou 34 %, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation et des volumes de montage, résultats qui tiennent au ralentissement des activités par rapport aux niveaux élevés d'activités enregistrés au trimestre précédent. La baisse des résultats tirés des activités de négociation, qui touche principalement nos activités de négociation de titres à revenu fixe, reflète la comptabilisation, au trimestre précédent, d'un gain de 102 millions de dollars (49 millions après impôts et écritures de compensation) lié au règlement intervenu avec MBIA, ainsi que les conditions de négociation difficiles dans tous

nos secteurs géographiques ce trimestre. La diminution est aussi imputable à la réduction, ce trimestre, des activités de montage de prêts au Canada et aux États-Unis et des activités de syndication de prêts aux États-Unis.

Pour plus de détails sur le gain lié à MBIA comptabilisé au premier trimestre de 2011, se reporter à la section Principaux événements de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 1 020 millions de dollars, en baisse de 53 millions, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. La baisse des résultats tirés des activités de négociation, par rapport aux résultats élevés enregistrés à l'exercice précédent, et l'accroissement des coûts ont été neutralisés en partie par les volumes élevés d'activités de montage et par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 104 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la forte croissance des activités de montage, principalement au Canada et aux États-Unis, ainsi que des activités de fusion et d'acquisition à l'extérieur du Canada. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, et à la comptabilisation de gains liés à certains portefeuilles existants, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne les activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe.

Au cours de la période, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 32 millions de dollars, tandis qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 51 millions a été comptabilisée à la période précédente.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 249 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui concerne principalement les coûts engagés à l'appui des investissements dans les infrastructures s'inscrivant dans le cadre des initiatives visant la croissance et le contrôle, ainsi que les coûts découlant des exigences réglementaires plus rigoureuses. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de la tranche restante de la provision au titre du litige lié à Enron, qui a occasionné une baisse des frais autres que d'intérêt pour cette période.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(292)\$	(271)\$	(194)\$	(563)\$	(453)\$
Revenus autres que d'intérêt	89	128	65	217	186
Total des revenus (1)	(203)\$	(143)\$	(129)\$	(346)\$	(267)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	(16)\$	(27)\$	(4)\$	(43)\$	(34)\$
Frais autres que d'intérêt	25	11	2	36	27
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(212)\$	(127)\$	(127)\$	(339)\$	(260)\$
Perte nette	(95)\$	(46)\$	(79)\$	(141)\$	(210)\$
Titrisations					
Total des créances titrisées vendues et en cours (3)	33 142 \$	31 928 \$	30 651 \$	33 142 \$	30 651 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	2 750	2 199	492	4 949	1 510

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la dotation à la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées au Canada et vendues au cours de la période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non audités. Ce montant ne tient pas compte des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge d'impôts comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la majoration des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 s'est établi à 146 millions de dollars, par rapport à 144 millions au trimestre précédent et à 127 millions à l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, le montant s'est élevé à 290 millions de dollars, par rapport à 248 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2011

La perte nette, qui s'est établie à 95 millions de dollars, tient compte des pertes liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, d'un ajustement défavorable visant les impôts et de certains montants liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Premier trimestre de 2011

La perte nette, qui s'est élevée à 46 millions de dollars, tient compte d'un ajustement défavorable visant les impôts et de certains montants liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2010

La perte nette, qui s'est établie à 79 millions de dollars, tient compte d'ajustements défavorables visant les impôts et d'une dotation à la provision générale pour pertes sur créances de 27 millions (18 millions après impôts).

Deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

La perte nette, qui s'est chiffrée à 141 millions de dollars, reflète principalement des ajustements fiscaux et comptables défavorables, ainsi que certains montants liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

La perte nette, qui s'est élevée à 210 millions de dollars, tient compte d'ajustements défavorables visant les impôts, qui ont été neutralisés en partie par les ajustements favorables visant les impôts des autres secteurs d'exploitation. La perte nette tient aussi compte d'ajustements comptables cumulatifs défavorables de 51 millions de dollars (36 millions après impôts) liés aux activités de titrisation.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et

les conditions du marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011		2010				2009	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	2 712 \$	2 773 \$	2 783 \$	2 748 \$	2 699 \$	2 747 \$	2 876 \$	2 904 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 420	4 616	4 419	4 079	4 268	4 587	4 583	4 919
Total des revenus	7 132 \$	7 389 \$	7 202 \$	6 827 \$	6 967 \$	7 334 \$	7 459 \$	7 823 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	344	334	432	432	504	493	883	770
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 021	629	1 423	1 459	1 096	1 130	1 322	1 253
Frais autres que d'intérêt	3 835	3 946	3 818	3 377	3 572	3 626	3 606	3 755
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 932 \$	2 480 \$	1 529 \$	1 559 \$	1 795 \$	2 085 \$	1 648 \$	2 045 \$
Impôts sur les bénéfices	399	612	381	257	443	565	389	449
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	27	29	27	26	23	23	22	35
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 121 \$	1 276 \$	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$	1 561 \$
Bénéfice par action – de base	1,01 \$	1,25 \$	0,74 \$	0,85 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,83 \$	1,06 \$
– dilué	1,00 \$	1,24 \$	0,74 \$	0,84 \$	0,88 \$	1,00 \$	0,82 \$	1,05 \$
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires canadiens	851 \$	882 \$	765 \$	766 \$	736 \$	777 \$	717 \$	669 \$
Gestion de patrimoine	220	221	175	185	90	219	161	168
Assurances	146	145	27	153	107	118	104	167
Services bancaires internationaux	(23)	24	(157)	(76)	(27)	(57)	(125)	(95)
Marchés des Capitaux	407	613	373	201	502	571	561	562
Services de soutien généraux	(95)	(46)	(62)	47	(79)	(131)	(181)	90
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 121 \$	1 276 \$	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$	1 561 \$
Taux d'imposition effectif	20,6 %	24,7 %	24,9 %	16,5 %	24,7 %	27,1 %	23,6 %	22,0 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	1,039 \$	0,992 \$	0,963 \$	0,957 \$	0,973 \$	0,945 \$	0,924 \$	0,900 \$

Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Au quatrième trimestre de 2010, nous avons comptabilisé une perte de 116 millions de dollars liée à la vente annoncée de Liberty Life, qui a entraîné une hausse du taux d'imposition effectif de 1,7 %. La perte à la vente a été réduite de 9 millions de dollars (avant et après impôts) au deuxième trimestre de 2011.
- Les pertes liées au contexte du marché ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement au deuxième semestre de 2009.
- Nous avons comptabilisé des dotations considérables à la provision générale au cours des deux derniers trimestres de 2009.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

Analyse des tendances

Nous continuons de noter des signes de reprise économique et une amélioration des marchés à l'échelle mondiale, par comparaison aux conditions du marché difficiles qui ont influé sur notre bénéfice, particulièrement au cours du deuxième semestre de 2009. Bien que les conditions du marché aient continué de s'améliorer, les conditions dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation ont été difficiles au deuxième trimestre de 2011.

Bien que le bénéfice net ait généralement affiché une tendance à la baisse depuis le troisième trimestre de 2009, en raison de la conjoncture et des conditions du marché difficiles, il a connu une solide hausse au premier trimestre de 2011, et il est demeuré solide, quoique plus faible, au deuxième trimestre.

Les revenus ont fluctué au cours de la période. Des résultats à la hausse ont été enregistrés du troisième trimestre de 2010 au premier trimestre de 2011, cela parce que les résultats tirés des activités de négociation se sont améliorés après avoir été touchés par le resserrement des écarts de taux et la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe au deuxième semestre de 2010. Les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe au deuxième trimestre de 2011 ont subi l'incidence défavorable des conditions de négociation difficiles, dans la dernière partie du trimestre, ainsi que d'une baisse des volumes des clients et d'un resserrement des écarts acheteur-vendeur, surtout en Europe. De plus, au cours de la période, nous avons affiché une solide croissance des volumes liés à nos services bancaires canadiens, des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance du secteur

Assurances, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et une croissance des revenus tirés des services de gestion de patrimoine et de banque d'investissement. La compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine a eu une incidence défavorable sur les revenus pendant la majeure partie de la période, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de façon importante au cours de la période, par rapport aux niveaux élevés comptabilisés au deuxième semestre 2009, résultat qui tient à la stabilisation continue de la qualité des actifs. Les niveaux élevés enregistrés au deuxième semestre de 2009 tenaient à la détérioration du crédit découlant principalement d'une conjoncture économique difficile.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles découlant de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de la hausse des coûts tenant à la croissance des volumes, des ajustements de la provision actuarielle et des résultats techniques. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont été touchés de façon importante au premier trimestre de 2011 par la réduction de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Les résultats au premier semestre de 2011 ont également été touchés par la baisse des coûts découlant de la réduction des ventes de rentes liées à nos activités d'assurance aux États-Unis, en raison de la vente prévue de Liberty Life, qui a été conclue le 29 avril 2011.

Les frais autres que d'intérêt ont fluctué au cours de la période et ils ont affiché une tendance à la hausse au cours des trois derniers trimestres. Ce résultat tient principalement à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, à l'augmentation de la charge de retraite concernant principalement le secteur Services bancaires canadiens et à l'accroissement de la rémunération variable découlant du rendement élevé enregistré dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et les ajustements visant les impôts. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période et la perte liée à Liberty Life ont également influé sur notre taux d'imposition effectif.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le									Pour le semestre terminé le					
	30 avril 2011			31 janvier 2011			30 avril 2010			30 avril 2011			30 avril 2010		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 541 \$	1 401 \$	1 190 \$	4 486 \$	1 573 \$	1 330 \$	4 203 \$	1 573 \$	1 191 \$	9 027 \$	2 974 \$	2 520 \$	8 568 \$	3 388 \$	2 345 \$
Bénéfice net (perte nette)	1 253 \$	72 \$	181 \$	1 266 \$	176 \$	397 \$	993 \$	36 \$	300 \$	2 519 \$	248 \$	578 \$	1 952 \$	306 \$	568 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net au Canada s'est élevé à 1 253 millions de dollars, en hausse de 260 millions, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient en grande partie à la forte croissance des volumes liés à nos services bancaires canadiens et à nos services de gestion de patrimoine, à la forte augmentation des activités de montage et de fusion et d'acquisition, ainsi qu'à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement de la charge de retraite, par l'incidence de l'entrée en vigueur de la TVH et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 72 millions de dollars, en hausse de 36 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse

des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est élevé à 181 millions de dollars, en baisse de 119 millions, ou 40 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement imputable à la diminution des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, laquelle découle en grande partie de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un gain lié à des actifs couverts par MBIA et des conditions de négociation difficiles dans la dernière partie du trimestre, ainsi qu'à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte découlant d'un ajustement comptable liée à la conversion de certains titres disponibles à la vente dans le secteur Gestion de patrimoine, ce qui a entraîné une baisse du bénéfice de l'exercice précédent, ainsi que par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le bénéfice net au Canada a diminué de 13 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins que le trimestre précédent, ainsi qu'à la baisse des résultats tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux découlant des conditions de négociation difficiles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain à la vente des actions restantes de Visa dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le bénéfice net aux États-Unis a subi une baisse de 104 millions de dollars, ou 59 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, découlant des conditions de négociation difficiles. La baisse est aussi imputable à la réduction des activités de montage de prêts et des activités de syndication de prêts ce trimestre.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est établi à 181 millions de dollars, en baisse de 216 millions par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, en grande partie en raison de la comptabilisation, au trimestre précédent, d'un gain lié au règlement avec MBIA et des conditions de négociation difficiles. La baisse s'explique aussi par la compression des écarts liés aux services bancaires dans les Antilles et la reprise d'une tranche des provisions liées à un litige concernant les services bancaires dans les Antilles, qui ont eu une incidence favorable sur ce trimestre.

Situation financière**Bilans consolidés (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 949 \$	8 203 \$	8 757 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 223	11 342	8 888
Valeurs mobilières	209 007	216 526	188 236
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	79 830	79 258	52 804
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)			
Prêts de détail	223 567	221 761	211 839
Prêts de gros	71 902	72 179	71 230
Autres actifs – Dérivés	82 620	73 654	78 066
– Autres	39 819	38 187	35 316
Total de l'actif	728 917 \$	721 110 \$	655 136 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	441 377 \$	437 120 \$	397 840 \$
Autres passifs – Dérivés	85 763	77 358	77 859
– Autres	150 733	155 541	131 919
Débetures subordonnées	7 603	8 041	5 813
Titres de fiducie de capital	742	735	1 398
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 264	2 250	2 243
Total du passif	688 482 \$	681 045 \$	617 072 \$
Total des capitaux propres	40 435	40 065	38 064
Total du passif et des capitaux propres	728 917 \$	721 110 \$	655 136 \$

(1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total de l'actif a augmenté de 74 milliards de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 49 %, résultat qui reflète en grande partie les plus nombreuses exigences liées aux biens donnés en garantie, lesquelles découlent principalement de l'augmentation des obligations relatives aux dérivés imputable au risque lié à l'évaluation à la valeur de marché.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 567 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à l'exercice précédent pour les raisons mentionnées dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 248 millions de dollars, en baisse de 58 millions, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient essentiellement à la diminution des résultats tirés des activités de négociation, laquelle concerne principalement les titres à revenu fixe, ainsi qu'à l'incidence du raffermissement du dollar canadien. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de la tranche restante de la provision au titre du litige lié à Enron qui a occasionné une hausse du bénéfice net pour cette période. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la forte augmentation des activités de montage et de fusion et d'acquisition, et la hausse des gains liés aux activités de syndication de prêts, comparativement aux pertes sur certains portefeuilles existants.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 10 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la baisse des résultats tirés des activités de négociation et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 21 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui est principalement attribuable à la division responsable des activités de négociation liées aux obligations de gouvernements européens créée au deuxième semestre de 2010, à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements à l'appui des activités et à l'accroissement des volumes d'activités de négociation dans certains secteurs.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et de titres empruntés ont progressé de 27 milliards de dollars, ou 51 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de certaines activités sur le marché et à de nouvelles activités, y compris les activités de négociation liées aux obligations de gouvernements européens.

Les prêts ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de détail découlant essentiellement de l'accroissement des volumes liés à nos activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et à la croissance de nos prêts de gros.

Les actifs dérivés se sont accrus de 5 milliards de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la hausse de la juste valeur des contrats de change découlant de la dépréciation du dollar américain par rapport aux autres principales devises, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des positions auprès d'une contrepartie centrale.

Les autres actifs ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 13 %, résultat qui tient principalement à l'écart d'acquisition lié à l'acquisition de BlueBay.

Le total du passif s'est accru de 71 milliards de dollars, ou 12 %.

Les dépôts ont augmenté de 44 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement la hausse des dépôts à terme fixe tenant à l'augmentation de nos besoins de financement interne et à l'accroissement de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés.

Les passifs dérivés ont progressé de 8 milliards de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de la hausse de la juste valeur des contrats de change et des swaps de taux d'intérêt. L'augmentation a été neutralisée en partie par les accords de compensation concernant les swaps de taux d'intérêt et les passifs conclus avec une contrepartie centrale.

Les autres passifs se sont accrus de 19 milliards de dollars, ou 14 %, en raison principalement de l'accroissement des engagements afférents à des titres vendus à découvert et de l'augmentation des conventions de revente qui tient en partie à la hausse des volumes découlant de nos activités liées aux obligations de gouvernements européens et de l'accroissement des activités sur le marché.

Les débiteures subordonnées ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 31 %, en raison principalement de l'émission nette de titres de créance de rang inférieur.

Les capitaux propres ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion de devises, qui a entraîné une réduction du total de l'actif et du total du passif d'environ 8 milliards de dollars, en raison du raffermisssement du dollar canadien, par rapport à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le total de l'actif a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des actifs dérivés découlant en grande partie de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change, laquelle résulte de la dépréciation du dollar américain par rapport aux autres principales devises. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des dépôts productifs

d'intérêts à des banques dont il est fait mention ci-dessus et de l'accroissement des soldes de prêts attribuable à la croissance des prêts de détail liés à nos activités de financement aux fins d'accession à la propriété ainsi que des prêts de gros. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de nos valeurs mobilières imputable en grande partie à la vente et à l'arrivée à échéance de nos titres de créance de gouvernements, par la diminution des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles au Canada et par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien, qui a entraîné une réduction de 4 milliards de dollars de l'actif.

Le total du passif s'est accru de 7 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui découle essentiellement de la hausse des passifs dérivés et des dépôts pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation du total du passif a été neutralisée en grande partie par la baisse des autres passifs au titre des conventions de rachat et des sinistres et obligations liés aux indemnités d'assurance attribuable à la vente de Liberty Life, ainsi que par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 34 à 38 de notre rapport annuel 2010.

Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres de créance de gros non garantis.

Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Deuxième trimestre de 2011 (résultats trimestriels)

Au cours du trimestre, nous avons titrisé 3,2 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux États-Unis. Une tranche de 1,4 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 1,8 milliard (valeur nominale) a été conservée.

Deuxième trimestre de 2011 (résultats semestriels)

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2011, nous avons titrisé 8,9 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 4,5 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 4,4 milliards (valeur nominale) a été conservée.

Nous avons également titrisé 1,3 milliard de dollars de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2011.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans. Se reporter aux notes 1 et 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) et sur celles que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements sur les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan).

	Au					
	30 avril 2011		31 janvier 2011		30 avril 2010	
	Total de l'actif	Risque maximal	Total de l'actif	Risque maximal	Total de l'actif	Risque maximal
(en millions de dollars canadiens)	(1)	(1), (2)	(1)	(1), (2)	(1)	(1), (2)
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables importants (3) :						
Conduits multicédants (4)	21 007 \$	21 294 \$	21 816 \$	22 111 \$	21 389 \$	21 671 \$
EDDV de financement structuré	4 233	2 035	4 501	2 169	5 406	2 443
EDDV de création de produits de crédit	249	18	483	19	643	222
Fonds de placement	108	34	154	41	66	27
Autres	198	52	211	41	398	118
	25 795 \$	23 433 \$	27 165 \$	24 381 \$	27 902 \$	24 481 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) À l'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS), certaines EDDV seront consolidées ou déconsolidées au 1^{er} novembre 2011.
- (4) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

Le risque de perte maximal a diminué depuis l'exercice précédent, en raison de la baisse de la demande des clients concernant principalement les conduits multicédants gérés par RBC, laquelle tient à la diminution des activités économiques à l'échelle mondiale.

Une tranche d'environ 93 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 92 % à l'exercice précédent et au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 97 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne (le même résultat qu'au trimestre précédent), par rapport à 95 % à l'exercice précédent.

Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une cote attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Dans le cas des EDDV de financement structuré, 83 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 96 % à l'exercice précédent et à 83 % au trimestre précédent. La baisse de qualité du portefeuille d'EDDV de financement structuré par rapport à l'exercice précédent est principalement liée à deux fiducies de prêts aux étudiants dont la cote a été abaissée en raison de préoccupations concernant le rendement des actifs et la gouvernance des fiducies.

Environ 77 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent des États-Unis, comparativement à 77 % à l'exercice précédent et à 78 % au trimestre précédent. Environ 13 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent du Canada, comparativement à 16 % à l'exercice précédent et à 13 % au trimestre précédent. La diminution des actifs provenant du Canada depuis l'exercice précédent reflète principalement l'amortissement des transactions en cours.

Les actifs dans les EDDV non consolidées au 30 avril 2011 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs, et les conduits multicédants aux États-Unis comprennent uniquement 1,7 milliard de dollars de titres adossés à des actifs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 21,4 milliards de dollars, soit un résultat en baisse de 385 millions, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 822 millions, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est élevé à 1,4 milliard de dollars, en baisse de 165 millions par rapport à l'exercice précédent et de 91 millions par rapport au trimestre précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,1 milliards de dollars, en baisse de 53 millions par rapport à l'exercice précédent et de 79 millions par rapport au trimestre précédent. La diminution des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournis aux conduits multicédants par rapport à l'exercice et au trimestre précédents reflète le raffermissement du dollar canadien.

Le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 14,4 milliards de dollars, en hausse de 1,0 milliard, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, et en baisse de 585 millions, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. Une tranche de 70 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu la cote la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA. La tranche restante du papier commercial a obtenu la deuxième cote en importance attribuée par ces agences de notation, comparativement à 66 % à l'exercice précédent et à 67 % au trimestre précédent. L'augmentation du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète principalement le plus grand recours au papier commercial par les clients, facteur neutralisé en partie par l'amortissement des transactions en cours. La diminution par rapport au trimestre précédent tient essentiellement au raffermissement du dollar canadien. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. La juste valeur de nos placements s'élève à 18 millions de dollars, en hausse de 12 millions par rapport à l'exercice précédent et en baisse de 17 millions par rapport au trimestre précédent. La variation des placements par rapport à l'exercice et au trimestre précédents reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 68,0 milliards de dollars, comparativement à 77,2 milliards à l'exercice précédent et à 70,2 milliards au trimestre précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement au nombre moins élevé de dérivés de crédit et au raffermissement du dollar canadien. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur (1)

	Au							31 janvier 2011	30 avril 2010	
	30 avril 2011			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (1)			Risque total (1)
	Risques liés aux prêts et autres risques			Mise en pension de titres						
	Prêts et acceptations									
	En cours	Engagements inutilisés	Autres		Dérivés hors cote (2)	Risque total (1)				
(en millions de dollars canadiens)										
Prêts hypothécaires résidentiels	130 331 \$	16 \$	26 \$	– \$	– \$	130 373 \$	128 404 \$	125 669 \$		
Prêts aux particuliers	82 084	71 228	61	–	–	153 373	151 120	133 007		
Créances sur cartes de crédit	10 017	29 656	–	–	–	39 673	44 385	41 148		
Prêts aux petites entreprises (3)	2 570	3 920	42	–	–	6 532	6 499	5 780		
Prêts de détail	225 002 \$	104 820 \$	129 \$	– \$	– \$	329 951 \$	330 408 \$	305 604 \$		
Prêts aux entreprises (3)										
Exploitations agricoles	4 927 \$	526 \$	28 \$	– \$	7 \$	5 488 \$	5 717 \$	5 536 \$		
Industrie automobile	3 445	2 096	152	–	436	6 129	6 042	5 683		
Biens de consommation	5 755	2 448	548	–	262	9 013	8 882	8 835		
Énergie	5 523	10 525	2 378	–	2 185	20 611	20 234	18 318		
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	2 694	6 467	7 087	78 428	6 961	101 637	110 746	90 902		
Industrie forestière	824	337	89	–	6	1 256	1 290	1 321		
Produits industriels	4 040	2 273	366	–	167	6 846	6 638	6 558		
Mines et métaux	606	1 601	700	–	140	3 047	2 951	2 997		
Secteur immobilier et secteurs connexes	17 991	2 840	1 164	–	211	22 206	22 884	23 710		
Technologie et médias	2 670	3 013	327	119	567	6 696	6 509	6 156		
Transport et environnement	4 380	1 800	596	–	393	7 169	6 868	7 404		
Autres	20 591	4 984	5 098	16 100	4 068	50 841	49 550	45 620		
États souverains (3), (4)	5 037	3 409	26 051	7 435	9 505	51 437	50 628	41 697		
Banques (3)	1 883	505	51 055	81 769	29 107	164 319	149 375	118 871		
Prêts de gros	80 366 \$	42 824 \$	95 639 \$	183 851 \$	54 015 \$	456 695 \$	448 314 \$	383 608 \$		
Risque total	305 368 \$	147 644 \$	95 768 \$	183 851 \$	54 015 \$	786 646 \$	778 722 \$	689 212 \$		

(1) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(3) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir la définition de ces termes.

(4) Au 30 avril 2011, nos prêts à l'Irlande et à l'Espagne s'élevaient à 175 millions de dollars et à 92 millions, respectivement (192 millions et 325 millions, respectivement, au 31 janvier 2011; néant et néant, respectivement, au 30 avril 2010). Nous n'étions exposés à aucun risque lié à des prêts concernant le Portugal, l'Italie et la Grèce pour les périodes dont il est fait mention ci-dessus.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le risque de crédit brut total a augmenté de 97 milliards de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse enregistrée relativement aux portefeuilles de prêts de détail et de gros.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 24 milliards de dollars, ou 8 %, à cause principalement de la mise en œuvre de paramètres de gestion du risque actualisés en ce qui concerne les engagements inutilisés, qui reflètent les résultats au chapitre du crédit au trimestre précédent, ainsi que de la solide croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété et de prêts aux particuliers au Canada. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés ont représenté 24 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, et les prêts aux particuliers garantis ont représenté 56 % du total des prêts aux particuliers en cours.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 73 milliards de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'augmentation des risques liés aux opérations de mise en pension de titres et des autres risques. Les opérations de mise en pension de titres ont augmenté de 48 milliards de dollars, essentiellement dans les secteurs Banques et Services financiers autres que ceux fournis par des banques, résultat qui reflète principalement l'accroissement de certaines activités sur le marché et des activités liées aux obligations de gouvernements européens. Les autres risques se sont accrus de 19 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement au secteur Banques et, dans une mesure moindre, au secteur États souverains et qui découle surtout de l'accroissement des risques liés aux garanties et aux sûretés. Le taux d'utilisation des prêts s'est établi à 41 %, soit un résultat en hausse de 3 % par rapport à l'exercice précédent, qui tient principalement à la diminution des montants de prêts autorisés.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le risque de crédit brut total a augmenté de 8 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail est demeuré dans l'ensemble inchangé, résultat qui tient au fait que la hausse de 4 milliards de dollars des risques liés aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts aux particuliers, qui tient à l'accroissement continu des activités aux fins d'accession à la propriété au Canada et des prêts aux particuliers, a été neutralisée par la baisse des risques liés aux prêts sur cartes de crédit tenant à la hausse des activités de titrisation au cours du trimestre et à une réduction des risques concernant principalement le portefeuille aux États-Unis, en raison de l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'augmentation des risques liés aux activités de négociation. Les opérations de mise en pension de titres ont augmenté de 9 milliards de dollars, essentiellement dans le secteur Banques, résultat qui reflète principalement l'accroissement continu des activités sur le marché. Les risques liés aux dérivés hors cote se sont accrus de 2 milliards de dollars, en raison de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change découlant de la dépréciation du dollar américain par rapport aux autres principales devises. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution de 2 milliards de dollars des autres risques, résultat qui a trait principalement à la vente et à l'arrivée à l'échéance de titres de créance de gouvernements, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des risques liés aux garanties et des autres risques concernant le secteur Banques. Les risques liés aux prêts et acceptations ont diminué de 1 milliard de dollars, résultat qui tient essentiellement à la vente de Liberty Life et au raffermissement du dollar canadien et qui a trait principalement au Secteur immobilier.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Services bancaires canadiens	247 \$	257 \$	302 \$	504 \$	620 \$
Services bancaires internationaux	118	131	185	249	360
Marchés des Capitaux	(5)	(27)	21	(32)	51
Services de soutien généraux (1)	(16)	(27)	(4)	(43)	(34)
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	– \$	5 \$	3 \$	5 \$	4 \$
Prêts aux particuliers	95	105	112	200	229
Créances sur cartes de crédit	99	94	112	193	214
Prêts aux petites entreprises	11	9	15	20	28
Prêts de détail	205	213	242	418	475
Prêts de gros	20	17	24	37	73
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	225	230	266	455	548
États-Unis (2)					
Prêts de détail	45 \$	50 \$	49 \$	95 \$	94 \$
Prêts de gros	65	51	122	116	249
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	110	101	171	211	343
Autres pays (2)					
Prêts de détail	5 \$	9 \$	6 \$	14 \$	15 \$
Prêts de gros	7	2	34	9	64
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	12	11	40	23	79
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	347	342	477	689	970
Dotation à la provision générale (1)	(3)	(8)	27	(11)	27
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	344 \$	334 \$	504 \$	678 \$	997 \$

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose principalement de la dotation à la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 344 millions de dollars, en baisse de 160 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la réduction de 130 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 55 millions de dollars, ou 18 %, en raison essentiellement de la baisse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit tenant au nombre moins élevé de faillites. Le recul est aussi attribuable à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers non garantis et de prêts aux entreprises, résultat qui reflète l'amélioration de la conjoncture économique.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 67 millions de dollars, ou 36 %. La baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et aux États-Unis, laquelle concerne principalement le Secteur immobilier, tient compte de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une dotation ayant trait à un client commercial précis dans les Antilles.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 5 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui concerne quelques prêts, comparativement à une dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 21 millions à l'exercice précédent.

La dotation à la provision générale a diminué de 3 millions de dollars ce trimestre, tandis qu'une dotation à la provision générale de 27 millions liée principalement à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis a été comptabilisée à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 5 millions, ainsi qu'une réduction de la provision générale de 3 millions, comparativement à une réduction de 8 millions au trimestre précédent.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a diminué de 10 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers garantis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a reculé de 13 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient essentiellement à la baisse des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis, principalement en ce qui concerne le secteur Produits financiers.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 5 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui concerne quelques prêts, comparativement à une reprise de 27 millions au trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 678 millions de dollars, en baisse de 319 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la réduction de 281 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 116 millions de dollars, ou 19 %, en raison essentiellement de la baisse des radiations liées au portefeuille de prêts sur cartes de crédit tenant au nombre moins élevé de faillites. Le recul est aussi attribuable à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers non garantis et de prêts aux entreprises.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 111 millions de dollars, ou 31 %, en raison essentiellement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et aux États-Unis et à nos activités de financement de constructeurs, laquelle reflète la stabilisation de la qualité du crédit.

Au cours de la période considérée, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 32 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui concerne plusieurs prêts, comparativement à une dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 51 millions à l'exercice précédent.

La dotation à la provision générale a diminué de 11 millions de dollars au cours de la période, une dotation à la provision générale de 27 millions liée principalement à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis ayant été comptabilisée à l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010
Services bancaires canadiens	1 388 \$	1 410 \$	1 315 \$
Services bancaires internationaux	2 356	2 913	2 959
Marchés des Capitaux	194	238	646
Services de soutien généraux et autres	71	131	144
Canada	835 \$	831 \$	737 \$
Prêts de détail	611	662	824
Prêts de gros			
États-Unis	205 \$	238 \$	215 \$
Prêts de détail	1 681	2 267	2 635
Prêts de gros			
Autres pays	250 \$	269 \$	229 \$
Prêts de détail	427	425	424
Prêts de gros			
Total du montant brut des prêts douteux	4 009 \$	4 692 \$	5 064 \$

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 1 055 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens s'est accru de 73 millions de dollars, ou 6 %, et il tient essentiellement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 603 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement de la vente de certains prêts douteux et de l'amélioration des conditions du marché. Les réductions continues au titre de nos activités de financement de constructeurs résidentiels tenant aux radiations et aux biens saisis ont également contribué à la diminution.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 452 millions de dollars, ou 70 %, résultat qui tient en grande partie au nombre moins élevé de prêts douteux liés au Secteur immobilier, au secteur Autres services et au secteur Technologie et médias, ce qui reflète les remboursements effectués et les ventes de prêts.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 683 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 22 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement des remboursements effectués et des radiations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 557 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de la vente de certains prêts douteux et de l'amélioration des conditions du marché. La hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis, qui concernent principalement le Secteur Immobilier, ont également contribué à la diminution.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 44 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui tient en grande partie aux réductions concernant des prêts dans le secteur Produits industriels.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada	361 \$	375 \$	420 \$
États-Unis	305	449	586
Autres pays	205	224	235
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	871	1 048	1 241
Provision générale			
Prêts de détail	1 164 \$	1 187 \$	1 122 \$
Prêts de gros	764	778	860
Total de la provision générale	1 928	1 965	1 982
Total de la provision pour pertes sur créances	2 799 \$	3 013 \$	3 223 \$

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 424 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la réduction de 370 millions des provisions spécifiques tenant à l'amélioration générale de la qualité du crédit et aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances. Ce résultat reflète également la diminution de 54 millions de dollars de la provision générale tenant essentiellement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 214 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la réduction de 177 millions des provisions spécifiques tenant aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances. Ce résultat reflète également la diminution de 37 millions de dollars de la provision générale tenant essentiellement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Risque de marché

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à nos activités de négociation calculée selon l'approche des modèles internes pour laquelle nous avons obtenu une approbation du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le capital réglementaire aux fins du risque de marché est attribué en fonction de la VAR uniquement dans le cas des activités pour lesquelles l'approche des modèles internes a été approuvée.

Le tableau illustre également l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

La VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte selon l'approche des modèles internes.

VAR par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	VAR liée à l'approche des modèles internes							
	30 avril 2011				31 janvier 2011		30 avril 2010	
	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le			Au 31 janvier	Pour le trimestre terminé le	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le
	Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne	
Actions	24 \$	21 \$	27 \$	15 \$	20 \$	17 \$	10 \$	13 \$
Change	2	2	4	1	1	2	7	5
Marchandises	3	3	4	-	4	2	2	4
Taux d'intérêt	25	27	40	21	31	33	60	42
Risque spécifique de crédit	22	22	23	19	20	20	21	15
Effet de diversification	(31)	(38)	(52)	(27)	(39)	(36)	(40)	(35)
VAR	45 \$	37 \$	46 \$	32 \$	37 \$	38 \$	60 \$	44 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2011				30 avril 2010	
	Au 30 avril	Pour le semestre terminé le			Au 30 avril	Pour le semestre terminé le
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	24 \$	19 \$	27 \$	9 \$	10 \$	15 \$
Change	2	2	8	1	7	5
Marchandises	3	2	4	-	2	3
Taux d'intérêt	25	30	41	21	60	44
Risque spécifique de crédit	22	21	23	18	21	16
Effet de diversification	(31)	(36)	(52)	(25)	(40)	(35)
VAR	45 \$	38 \$	46 \$	31 \$	60 \$	48 \$

Approche des modèles internes**Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010**

La moyenne de la VAR s'est établie à 37 millions de dollars, en baisse de 7 millions par rapport à l'exercice précédent. La baisse tient principalement au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008 et du début de 2009, situation qui a principalement entraîné une diminution de la VAR liée au taux d'intérêt. La diminution reflète également la réduction de certains risques survenue au deuxième semestre de 2010, l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises, et la hausse de l'effet de diversification, qui est passé de 44 % à 51 %. La diminution a été neutralisée en partie par l'augmentation de la VAR liée aux actions et de la VAR liée au risque spécifique de crédit, qui reflète la meilleure prise en compte des risques et l'accroissement des activités commerciales.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

La moyenne de la VAR est demeurée relativement inchangée par rapport au trimestre précédent. Elle s'est établie à 45 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, soit une hausse de 8 millions par rapport à la fin du trimestre précédent, résultat qui découle essentiellement de l'augmentation de la VAR liée aux actions et de la VAR liée au risque spécifique de crédit, laquelle reflète l'accroissement des activités commerciales.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR s'est établie à 38 millions de dollars, en baisse de 10 millions par rapport à l'exercice précédent. La baisse tient

principalement à la diminution de la VAR liée au taux d'intérêt, à la hausse de l'effet de diversification, qui est passé de 42 % à 49 %, et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises.

VAR liée à la gestion

De plus, aux fins de la gestion, nous calculons la VAR de chacune de nos positions de négociation, y compris celles auxquelles s'applique l'approche standardisée d'attribution du capital préconisée par le BSIF. Les produits auxquels s'applique cette approche et qui sont pris en compte dans la VAR liée à la gestion comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et ceux non garantis par une agence, les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, certaines positions sur les marchés des marchandises et certains dérivés sur actions structurés et dérivés de taux d'intérêt. La VAR relative à ces positions et l'effet de diversification du reste du portefeuille pourraient être assujettis à des limitations additionnelles et pourraient ne pas être calculés au moyen des mêmes techniques que celles appliquées aux positions établies selon l'approche des modèles internes. Par conséquent, la VAR liée à la gestion tient compte de toutes nos activités de négociation, peu importe le traitement du capital. Elle est présentée de manière à assurer la concordance de l'information financière et des mesures de gestion internes qui tiennent compte de toutes les activités de négociation.

Comme c'est le cas pour l'approche des modèles internes, la VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte dans la VAR liée à la gestion.

(en millions de dollars canadiens)	VAR liée à la gestion							
	30 avril 2011				31 janvier 2011		30 avril 2010	
	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le			Au 31 janvier	Pour le trimestre terminé le	Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le
	Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne	
Actions	11 \$	11 \$	19 \$	7 \$	11 \$	12 \$	10 \$	13 \$
Change	2	2	4	1	1	2	7	5
Marchandises	3	4	6	2	6	4	4	6
Taux d'intérêt	45	47	58	41	53	52	71	56
Risque spécifique de crédit	21	21	22	19	20	20	21	15
Effet de diversification	(28)	(30)	(40)	(25)	(31)	(30)	(42)	(40)
VAR	54 \$	55 \$	65 \$	47 \$	60 \$	60 \$	71 \$	55 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2011				30 avril 2010	
	Au 30 avril	Pour le semestre terminé			Au 30 avril	Pour le semestre terminé
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	11 \$	11 \$	19 \$	7 \$	10 \$	15 \$
Change	2	2	8	1	7	5
Marchandises	3	4	6	2	4	4
Taux d'intérêt	45	50	61	39	71	55
Risque spécifique de crédit	21	21	22	18	21	16
Effet de diversification	(28)	(31)	(40)	(20)	(42)	(40)
VAR	54 \$	57 \$	67 \$	47 \$	71 \$	55 \$

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

La moyenne de la VAR liée à la gestion est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent. La diminution de la VAR liée au taux d'intérêt a été neutralisée par la hausse de la VAR liée au risque spécifique de crédit et par la baisse de l'effet de diversification, qui est passé de 42 % à 35 %. La diminution de la VAR liée au taux d'intérêt s'explique par le fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008 et du début de 2009, ainsi que par l'amélioration du processus de modélisation de certains titres adossés à des créances hypothécaires. La diminution a été neutralisée en partie par la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Principaux événements de 2011, de la rubrique Rendement financier.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

La moyenne de la VAR liée à la gestion a diminué de 5 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison de la réduction de la VAR liée au taux d'intérêt.

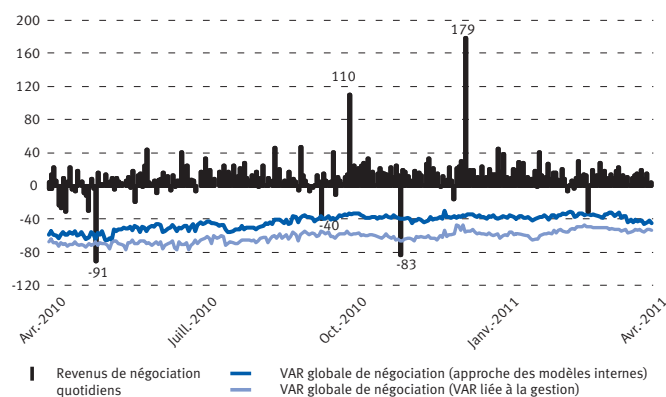
Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion a augmenté de 2 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la VAR liée au risque spécifique de crédit, laquelle reflète l'accroissement des activités commerciales et la meilleure prise en compte des risques, et de la baisse de l'effet de diversification, qui est passé de 42 % à 35 %. L'augmentation a été neutralisée en partie par la diminution de la VAR liée au taux d'intérêt tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par la réduction du risque lié aux actions, laquelle reflète la vente de positions résiduelles s'inscrivant dans le cadre des activités de prise ferme.

Évaluation du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

Revenus de négociation et VAR (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exception des revenus liés aux EDDV consolidées.

Au cours du trimestre, nous avons connu quatre séances marquées par des pertes de négociation nettes, et aucune perte subie n'a excédé la VAR. La perte la plus importante est survenue le 23 mars et elle totalisait 31 millions de dollars. Cette perte tient principalement aux ajustements de l'évaluation du crédit, lesquels découlent essentiellement des variations des écarts de taux, des taux d'intérêt et des taux de change.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2011						31 janvier 2011		30 avril 2010	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(278)\$	(12)\$	(290)\$	166 \$	38 \$	204 \$	(394)\$	122 \$	(202)\$	160 \$
diminution des taux de 100 p.b.	215	(4)	211	(186)	(17)	(203)	309	(147)	155	(140)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2010. Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos pratiques aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner pour composer avec les normes de liquidités proposées dans l'accord de Bâle III, dont la mise en œuvre devrait avoir lieu entre 2015 et 2018.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont diminué de 0,5 % depuis le 31 janvier 2011 et représentaient 61 % du total de nos dépôts, comparativement à 62 % au 31 janvier 2011.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles. Une révision à la baisse de nos cotes de crédit pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats.

Le 13 décembre 2010, Moody's Investors Service (Moody's) a modifié la cote attribuée à notre dette à long terme de premier rang, la faisant passer de Aaa à Aa1, et elle a fait passer la perspective de négative à stable. Nous considérons qu'il s'agit d'une révision mineure n'ayant eu aucune incidence importante sur nos liquidités, sur notre accès à du financement ou sur la composition de notre passif. À l'exception de ce qui précède, nos cotes de crédit et perspectives demeurent inchangées par rapport à celles du 2 décembre 2010.

Le tableau suivant présente nos principales cotes de crédit et perspectives au 26 mai 2011 :

	Au 26 mai 2011 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa1	Stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	Positive
Fitch Ratings	F1+	AA	Stable
Dominion Bond Rating Services	R-1 (élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion, et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs :

(en millions de dollars canadiens) (1), (2)	30 avril 2011					31 janvier 2011	30 avril 2010
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	20 173 \$	19 791 \$	12 678 \$	9 581 \$	62 223 \$	57 371 \$	47 663 \$
Obligations couvertes	105	2 889	3 113	3 165	9 272	7 942	7 980
Débitures subordonnées	130	–	249	7 354	7 733	8 119	5 906
	20 408 \$	22 680 \$	16 040 \$	20 100 \$	79 228 \$	73 432 \$	61 549 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

(2) Les obligations au titre des contrats de location sont présentées uniquement sur une base annuelle.

Gestion du capital

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Accord de Bâle II		
	Au		
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010
Capital			
Capital de première catégorie	34 551 \$	33 801 \$	33 427 \$
Capital total	39 824	39 064	35 863
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	188 683 \$	191 223 \$	189 001 \$
Risque de marché	24 382	25 542	22 555
Risque opérationnel	40 170	39 244	37 713
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	253 235 \$	256 009 \$	249 269 \$
Ratios de capital et coefficients			
Ratio du capital de première catégorie	13,6 %	13,2 %	13,4 %
Ratio du capital total	15,7 %	15,3 %	14,4 %
Coefficient actif-capital	16,2 X	16,3 X	16,0 X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (1)	10,3 %	9,9 %	9,7 %

(1) Le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie n'a pas de définition normalisée en vertu de PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.

Notre position de capital s'est améliorée ce trimestre, en raison des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices. Nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles en capital réglementaires établies par le BSIF.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Au 30 avril 2011, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,6 %, et notre ratio du capital total, de 15,7 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 20 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation de l'écart d'acquisition lié à l'acquisition de BlueBay, par le rachat d'instruments de capital innovateurs de première catégorie au troisième trimestre de 2010, et par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques.

Le ratio du capital total a augmenté de 130 points de base, résultat qui tient aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à l'émission nette de débentures subordonnées et à la réduction de la déduction au titre de l'assurance découlant de la vente de Liberty Life conclue au deuxième trimestre.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 3,9 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché et au risque opérationnel. La hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché tient à l'accroissement des risques liés aux actions et du risque spécifique lié à la dette qui ont été modélisés. La hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque opérationnel découle de l'accroissement des revenus bruts.

Au 30 avril 2011, notre coefficient actif-capital s'établissait à 16,2 fois, comparativement à 16,0 fois à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté, laquelle a été neutralisée en partie par la hausse du capital.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011
Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 40 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices et de la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques, facteurs neutralisés en partie par la hausse des pertes de change non réalisées.

Le ratio du capital total a augmenté de 40 points de base, résultat qui tient en grande partie aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi qu'à la réduction de la déduction au titre de l'assurance découlant de la vente de Liberty Life, facteur neutralisé en partie par le remboursement de débentures subordonnées au deuxième trimestre.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 2,8 milliards de dollars, ou 1 %, en raison de la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de crédit, laquelle tient essentiellement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises, et de la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché reflétant la réduction de certaines positions liées aux titres adossés à des créances hypothécaires et l'incidence de l'appréciation du dollar canadien, facteurs neutralisés en partie par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque opérationnel.

Notre coefficient actif-capital s'est établi à 16,2 fois, comparativement à 16,3 fois au dernier trimestre, résultat qui tient principalement à l'augmentation des capitaux, laquelle a été neutralisée en partie par la hausse du montant brut de l'actif ajusté.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		
	30 avril 2011			30 avril 2011		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie						
Actions ordinaires émises						
Régime de réinvestissement de dividendes (1)		927	52 \$	927	52 \$	
Options sur actions levées (2)		1 361	42	1 843	57	
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (3)		641	37	1 138	63	
Capital de deuxième catégorie						
Émission de débentures subordonnées échéant le 2 novembre 2020 (4)				1 ^{er} novembre 2010		1 500
Rachat de débentures subordonnées échéant le 12 avril 2016 (4)	12 avril 2011		400	12 avril 2011		400

- (1) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, nous avons financé notre régime de réinvestissement des dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, et au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011, nous l'avons financé au moyen d'actions autodétenues.
- (2) Le montant reflète les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions, la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions, et les attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (3) Actions autodétenues en vertu des régimes d'épargne et d'actionariat des employés. Pour plus de détails, se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés audités de 2010.
- (4) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 30 avril 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 428 830	13 550 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions autodétenues – actions privilégiées	(67)	(2)
Actions autodétenues – actions ordinaires	(230)	5
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc. (4)	6 750	324
Options sur actions		
En cours	15 584	
Pouvant être levées	9 783	
Dividendes		
Actions ordinaires		713
Actions privilégiées		64

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.
- (2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.
- (4) Le 2 mai 2011, nous avons exercé notre droit de rachat visant les actions échangeables de catégorie B de RBC PH&N Holdings Inc. et émis des actions ordinaires de RBC en échange.

Les opérations sur capitaux propres suivantes ont eu lieu après le 30 avril 2011 :

Le 2 mai 2011, conformément à la convention d'achat de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) conclue en 2008, nous avons exercé notre droit de rachat visant la totalité des actions échangeables de catégorie B en circulation de RBC PH&N Inc. (actions de catégorie B) et, en échange, nous avons émis 6,4 millions d'actions ordinaires de RBC aux porteurs d'actions de catégorie B. Étant donné que les actions de catégorie B étaient comprises dans notre capital de première catégorie à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, la transaction n'a eu aucune incidence sur le capital de première catégorie et sur le capital total. Avant l'échange, un dividende cumulé de 38,5 millions de dollars sur ces actions a été versé.

Le 3 mai 2011, nous avons annoncé que nous comptons racheter la totalité de nos titres de fiducie de capital, série 2011 (TruCS RBC – série 2011) en circulation d'un capital de 750 millions de dollars, pour le prix de rachat plus toute distribution annoncée. Le rachat devrait avoir lieu le 30 juin 2011 et, il sera financé à même les fonds propres de Fiducie de capital RBC.

Au 20 mai 2011, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 435 288 253 et à 15 505 151, respectivement. Au 20 mai 2011, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à (13 275) et à 25 185, respectivement.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010
Risque de crédit	11 300 \$	11 150 \$	10 100 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	4 350	4 000	2 800
Risque opérationnel	4 400	4 450	3 600
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 150	3 100	2 500
Risque d'assurance	600	550	450
Capital de risque	23 800 \$	23 250 \$	19 450 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	11 050	10 450	9 950
Capital économique	34 850 \$	33 700 \$	29 400 \$
Sous-attribution de capital	550	900	3 450
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35 400 \$	34 600 \$	32 850 \$

Nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique sur une base prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2011. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le capital économique a augmenté de 5,5 milliards de dollars, en raison principalement du changement de méthode aux fins de l'attribution du capital, en raison duquel une tranche de 3,7 milliards de ce montant a été attribuée à différents types de risques et secteurs d'activité. La tranche résiduelle de 1,8 milliard de dollars découle principalement de la hausse du risque de marché, laquelle reflète les nouvelles charges de capital modélisées liées aux ajustements de l'évaluation du crédit, ainsi que de l'augmentation du risque opérationnel et du risque d'assurance, laquelle reflète la baisse de l'effet de diversification découlant du changement de méthode. L'accroissement de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels tenant à l'acquisition de BlueBay a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du risque de crédit (compte non tenu du changement de méthode aux fins de l'attribution du capital), laquelle reflète la baisse du taux du capital lié aux prêts à intérêts non comptabilisés.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2011

Le capital économique a augmenté de 1,2 milliard de dollars, en raison principalement de la plus importante attribution de capital non attribué. L'augmentation tient aussi à l'incidence, pour le trimestre complet, de l'accroissement de l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de BlueBay. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du risque de crédit et du risque opérationnel. La diminution du risque de crédit (compte non tenu du changement de méthode aux fins de l'attribution du capital) tient essentiellement à l'incidence de la baisse du taux du capital lié aux prêts à intérêts non comptabilisés et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises. La diminution du risque opérationnel est attribuable principalement à la réduction des revenus bruts au cours de la période considérée.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représente 0,2 % du total de notre actif au 30 avril 2011, par rapport à 0,4 % à l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 422 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain était auparavant couverte au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. L'augmentation de 329 millions de dollars de l'exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la résiliation de ces swaps au premier trimestre de 2011, déduction faite des opérations de couverture. Relativement à ces risques potentiels, plus de 26 % de nos placements connexes présentaient au moins une cote A, comparativement à plus de 59 % à l'exercice précédent; la diminution était principalement attribuable à la résiliation des swaps dont il a été question ci-dessus. De façon similaire, au 30 avril 2011, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une cote AAA représentaient 5 % du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 25 % à l'exercice précédent, une diminution qui s'explique par les mêmes raisons que celles susmentionnées. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 223 millions de dollars au 30 avril 2011, soit 0,03 % du total de l'actif. Ce résultat en baisse de 201 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en partie aux remboursements de capital effectués et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 404 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 833 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de titres et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Moins de 66 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 734 millions de dollars au 30 avril 2011, ce qui représente 0,1 % du total de l'actif. Cette diminution de 400 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en grande partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien et à la vente de titres.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 19 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Nos TGC étaient auparavant couverts au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. Ces swaps ont été résiliés au premier trimestre de 2011. Le résultat enregistré constitue une diminution de 5 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture, se chiffrait à 2,2 milliards de dollars au 30 avril 2011, soit une hausse de 1,9 milliard par rapport à l'exercice précédent qui tient principalement à la résiliation, au premier trimestre de 2011, de la police d'assurance souscrite directement auprès de MBIA. Pour plus de détails sur la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA, se reporter à la section Principaux événements de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2011			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	422 \$	404 \$	19 \$	845 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	22 \$	25 \$	— \$	
AA	55	31	—	
A	36	25	—	
BBB	66	82	—	
Inférieure à BBB-	243	241	19	
Total	422 \$	404 \$	19 \$	845 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	30 \$	5 \$	— \$	
2004	89	24	—	
2005	229	110	18	
2006	28	67	1	
2007 et par la suite	46	198	—	
Total	422 \$	404 \$	19 \$	845 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	163 \$	650 \$	— \$	813 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	60 \$	84 \$	— \$	144 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	645 \$	1 138 \$	19 \$	1 802 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux du crédit	(13)\$	(8)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(7)	(10)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(22)	(31)
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	1	(6)

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 30 avril 2011, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 30 avril 2011, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 4 600 millions de dollars. En pourcentage du total de notre actif, il a augmenté légèrement par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 0,6 %.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 178 millions de dollars au 30 avril 2011.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 60 à 63 de notre rapport annuel 2010.

Modification des conventions comptables et estimations

PCGR du Canada

Nous n'avons adopté aucune nouvelle convention comptable importante au cours du trimestre.

PCGR des États-Unis

Modifications des directives en matière de consolidation et des normes de comptabilisation des transferts d'actifs financiers

Le 1^{er} novembre 2010, les mises à jour des directives en vertu du Topic 860 de l'Accounting Standards Codification (ASC), intitulé *Transfers and Servicing (FAS 166 – Accounting for Transfers of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140)* et en vertu du Topic 810-10-15 [FAS 167 – *Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)*] sont entrées en vigueur en ce qui nous concerne.

Les directives en vertu du Topic 860 de l'ASC, que nous avons appliquées sur une base prospective comme l'exige la norme, éliminent le concept de structure d'accueil admissible aux fins comptables et font en sorte que le Topic 810-10-15 de l'ASC s'applique à toutes les structures d'accueil. Ces directives imposent également des critères supplémentaires et clarifient certains principes liés aux exigences relatives à la comptabilisation comme une vente que les cédants doivent appliquer pour évaluer la cession d'actifs financiers. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu une incidence importante sur notre structure financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Le Topic 810-10-15 de l'ASC, qui est entré en vigueur sur une base rétrospective le 1^{er} novembre 2010 en ce qui nous concerne, remplace l'approche quantitative qui permet de désigner le principal bénéficiaire d'une entité à détenteurs de droits variables par une méthode axée sur l'identification de l'entité publiante qui a le pouvoir de diriger les activités d'une entité à détenteurs de droits variables ayant le plus d'incidence sur la performance économique de l'entité, et l'obligation d'absorber les pertes de l'entité éventuellement importantes pour l'entité à détenteurs de droits variables ou le droit de retirer les avantages de l'entité. Cette nouvelle directive s'applique aux entités qui étaient auparavant désignées comme des structures d'accueil admissibles. Nous consolidons maintenant une structure d'accueil admissible et certaines entités à détenteurs de droits variables qui n'étaient pas consolidées auparavant, et nous avons déconsolidé d'autres entités à détenteurs de droits variables. L'application de cette directive a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif d'environ 2,1 milliards de dollars, déduction faite de nos droits conservés dans les entités. Elle a également donné lieu à une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 294 millions de dollars, déduction faite des impôts, de manière à tenir compte de l'incidence de l'écart de conversion cumulé lié aux périodes précédentes, et à une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 29 millions, déduction faite des impôts.

Adoption future des Normes internationales d'information financière (IFRS)

Notre exercice de transition aux fins de la présentation de l'information financière en vertu des IFRS a débuté le 1^{er} novembre 2010. À la page 64 de notre rapport annuel 2010, nous fournissons un aperçu des principales étapes et des activités mises en œuvre depuis 2008 aux fins du passage aux IFRS. Nous avons en grande partie apporté les

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Aucun transfert d'instruments important dans les niveaux 1, 2 et 3 ni aucune sortie d'instruments importante de ces niveaux n'ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ». Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

modifications que nous jugeons nécessaires à nos politiques, processus et systèmes, afin de présenter nos résultats financiers en vertu des IFRS à compter de l'exercice 2012, ainsi que les chiffres correspondants de l'exercice 2011.

Nous continuons d'informer régulièrement le Comité de vérification et le Conseil d'administration des progrès accomplis, des répercussions possibles du passage aux IFRS et des répercussions permanentes prévues sur nos résultats financiers et nos activités. Nous les tenons également au courant des faits nouveaux concernant les IFRS et la réglementation connexe. Nous continuons d'offrir des séances de formation aux membres du personnel responsables du passage aux IFRS et à ceux qui sont responsables de la présentation de l'information financière; ces séances sont élaborées en fonction des besoins mis en évidence.

Incidence de l'adoption des Normes internationales d'information financière

L'adoption des IFRS le 1^{er} novembre 2011 entraînera des répercussions en ce qui concerne les décisions prises conformément à IFRS 1 et les choix de conventions comptables que nous effectuerons. IFRS 1 établit les procédures que nous devons suivre pour préparer nos états financiers consolidés pour la première fois en vertu des IFRS. Nous prévoyons prendre des décisions conformément à IFRS 1 en ce qui concerne les éléments suivants : le classement des instruments financiers, les avantages sociaux, les regroupements d'entreprises, les contrats d'assurance et l'écart de conversion cumulé. Des informations concernant ces décisions et nos choix préliminaires sont présentées à la page 64 de notre rapport annuel 2010.

Les décisions prises conformément à IFRS 1 portent sur des éléments clés sur lesquels la transition aura selon nous la plus grande incidence. Ces éléments sont les suivants : les avantages sociaux, l'écart de conversion cumulé, les opérations de titrisation et les entités à détenteurs de droits variables (décomptabilisation et consolidation) ainsi que l'écart d'acquisition. Nous présentons, aux pages 64 et 65 de notre rapport annuel 2010, une description des différences concernant ces éléments qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada, ainsi que les postes des états financiers qui seront touchés et, lorsque cela est possible, la nature des répercussions. Nous nous attendons également à ce que nos principales conventions comptables en vertu des IFRS soient les mêmes que celles que nous appliquons à l'heure actuelle en vertu des PCGR du Canada.

Nous continuerons de surveiller les modifications apportées aux IFRS au cours de l'exercice. Des faits nouveaux importants pourraient influencer sur les décisions préliminaires que nous prendrons conformément à IFRS 1, sur les éléments qui devraient selon nous être le plus grandement touchés par l'adoption des IFRS, sur nos conventions comptables et sur notre position de capital.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2011, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2011.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

États financiers consolidés intermédiaires (non audité)

Bilans consolidés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2011	31 janvier 2011	31 octobre 2010	30 avril 2010
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 949 \$	8 203 \$	9 330 \$	8 757 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 223	11 342	13 252	8 888
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction	171 584	170 452	149 555	150 696
Titres disponibles à la vente (note 3)	37 423	46 074	43 776	37 540
	209 007	216 526	193 331	188 236
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	79 830	79 258	72 698	52 804
Prêts (notes 4 et 5)				
Prêts de détail	225 002	223 241	221 828	213 241
Prêts de gros	73 163	73 610	73 375	72 940
	298 165	296 851	295 203	286 181
Provision pour pertes sur prêts	(2 696)	(2 911)	(2 997)	(3 112)
	295 469	293 940	292 206	283 069
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 203	7 499	7 371	7 669
Dérivés (note 6)	82 620	73 654	106 246	78 066
Locaux et matériel, montant net	2 657	2 583	2 503	2 366
Écart d'acquisition	8 936	9 198	8 064	8 021
Autres actifs incorporels	2 059	2 097	1 930	1 861
Autres actifs	18 964	16 810	19 275	15 399
	122 439	111 841	145 389	113 382
	728 917 \$	721 110 \$	726 206 \$	655 136 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	164 155 \$	161 634 \$	161 693 \$	156 173 \$
Entreprises et gouvernements	257 028	252 996	247 197	224 418
Banques	20 194	22 490	24 143	17 249
	441 377	437 120	433 033	397 840
Autres				
Acceptations	7 203	7 499	7 371	7 669
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	62 042	56 440	46 597	46 560
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	43 989	53 727	41 582	41 630
Dérivés (note 6)	85 763	77 358	108 910	77 859
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 307	10 466	10 750	9 450
Autres passifs	31 192	27 409	29 348	26 610
	236 496	232 899	244 558	209 778
Débiteures subordonnées (note 10)	7 603	8 041	6 681	5 813
Titres de fiducie de capital	742	735	727	1 398
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 264	2 250	2 256	2 243
Capitaux propres (note 10)				
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 428 829 650, 1 425 900 642, 1 424 921 817, et 1 423 423 740)	13 550	13 419	13 378	13 331
Surplus d'apport	219	221	236	228
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 67 484, 59 702, 86 400, et 42 700)	(2)	(2)	(2)	(1)
– ordinaires (détenues – 229 576, 1 304 867, 1 719 092, et 1 886 940)	5	(59)	(81)	(84)
Bénéfices non répartis	24 457	23 767	22 706	21 860
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 607)	(2 094)	(2 099)	(2 083)
	40 435	40 065	38 951	38 064
	728 917 \$	721 110 \$	726 206 \$	655 136 \$

États consolidés des résultats (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 341 \$	3 505 \$	3 250 \$	6 846 \$	6 594 \$
Valeurs mobilières	1 314	1 285	1 175	2 599	2 394
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	173	171	98	344	191
Dépôts à des banques	26	27	13	53	23
	4 854	4 988	4 536	9 842	9 202
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 349	1 436	1 216	2 785	2 433
Autres passifs	703	687	550	1 390	1 173
Débitures subordonnées	90	92	71	182	150
	2 142	2 215	1 837	4 357	3 756
Revenu net d'intérêt	2 712	2 773	2 699	5 485	5 446
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 304	924	1 325	2 228	2 708
Revenus de négociation	296	733	614	1 029	1 273
Commissions de gestion de placements et de services de garde	490	506	432	996	872
Revenus tirés des fonds communs de placement	511	441	376	952	773
Commissions de courtage en valeurs mobilières	345	347	315	692	653
Frais bancaires	350	356	358	706	718
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	352	495	250	847	561
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	173	169	141	342	273
Revenus sur cartes	157	164	128	321	262
Commissions de crédit	149	189	139	338	312
Revenus tirés de la titrisation (note 5)	139	185	147	324	344
Gain net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente (note 3)	82	(11)	(14)	71	63
Autres	72	118	57	190	43
Revenus autres que d'intérêt	4 420	4 616	4 268	9 036	8 855
Total des revenus	7 132	7 389	6 967	14 521	14 301
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 4)	344	334	504	678	997
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 021	629	1 096	1 650	2 226
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines (note 9)	2 347	2 583	2 198	4 930	4 575
Matériel	269	254	243	523	491
Frais d'occupation	277	263	256	540	511
Communications	197	173	214	370	401
Honoraires	178	173	144	351	268
Impartition de services de traitement	74	69	79	143	151
Amortissement des autres actifs incorporels	136	131	122	267	242
Autres	357	300	316	657	559
	3 835	3 946	3 572	7 781	7 198
Bénéfice avant impôts	1 932	2 480	1 795	4 412	3 880
Impôts sur les bénéfices (note 12)	399	612	443	1 011	1 008
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 533	1 868	1 352	3 401	2 872
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	27	29	23	56	46
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 329 \$	3 345 \$	2 826 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(65)	(65)	(129)	(129)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 442 \$	1 774 \$	1 264 \$	3 216 \$	2 697 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) (note 13)	1 426 504	1 424 094	1 420 375	1 425 279	1 419 242
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,01 \$	1,25 \$	0,89 \$	2,26 \$	1,90 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers) (note 13)	1 438 048	1 435 291	1 434 232	1 436 606	1 433 189
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,00 \$	1,24 \$	0,88 \$	2,24 \$	1,88 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,00 \$	1,00 \$

États consolidés du résultat étendu (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Résultat étendu					
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 329 \$	3 345 \$	2 826 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts (note 12)					
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	3	(93)	168	(90)	176
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(64)	18	(135)	(46)	(181)
Variation nette des (pertes) gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(61)	(75)	33	(136)	(5)
(Pertes) de change non réalisées	(1 472)	(520)	(1 601)	(1 992)	(2 062)
Reclassement aux résultats de (gains) de change	(1)	(6)	(2)	(7)	(2)
Gains nets de change liés aux activités de couverture	943	492	1 338	1 435	1 723
Écart de conversion	(530)	(34)	(265)	(564)	(341)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	13	45	42	58	(12)
Reclassement aux résultats de pertes (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	65	69	8	134	(9)
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie	78	114	50	192	(21)
Autres éléments du résultat étendu	(513)	5	(182)	(508)	(367)
Total du résultat étendu	993 \$	1 844 \$	1 147 \$	2 837 \$	2 459 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Actions privilégiées					
Solde au début et à la fin	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$
Actions ordinaires					
Solde au début	13 419	13 378	13 267	13 378	13 075
Émises	131	41	64	172	256
Solde à la fin	13 550	13 419	13 331	13 550	13 331
Surplus d'apport					
Solde au début	221	236	233	236	246
Attributions de rémunération à base d'actions	(2)	(14)	(3)	(16)	(10)
Autres	—	(1)	(2)	(1)	(8)
Solde à la fin	219	221	228	219	228
Actions autodétenues – actions privilégiées (note 1)					
Solde au début	(2)	(2)	(1)	(2)	(2)
Ventes	20	30	41	50	70
Achats	(20)	(30)	(41)	(50)	(69)
Solde à la fin	(2)	(2)	(1)	(2)	(1)
Actions autodétenues – actions ordinaires (note 1)					
Solde au début	(59)	(81)	(84)	(81)	(95)
Ventes	1 778	1 152	1 893	2 930	3 224
Achats	(1 714)	(1 130)	(1 893)	(2 844)	(3 213)
Solde à la fin	5	(59)	(84)	5	(84)
Bénéfices non répartis					
Solde au début	23 767	22 706	21 307	22 706	20 585
Bénéfice net	1 506	1 839	1 329	3 345	2 826
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(65)	(65)	(129)	(129)
Dividendes sur actions ordinaires	(713)	(713)	(711)	(1 426)	(1 421)
Frais d'émission et autres (note 7)	(39)	—	—	(39)	(1)
Solde à la fin	24 457	23 767	21 860	24 457	21 860
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – instruments financiers (1)	59	59	59	59	59
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(32)	29	(81)	(32)	(81)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(2 249)	(1 719)	(1 715)	(2 249)	(1 715)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(385)	(463)	(346)	(385)	(346)
Solde à la fin	(2 607)	(2 094)	(2 083)	(2 607)	(2 083)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	21 850	21 673	19 777	21 850	19 777
Capitaux propres à la fin	40 435 \$	40 065 \$	38 064 \$	40 435 \$	38 064 \$

(1) L'ajustement transitoire découle des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, lesquelles sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2008. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour plus de détails.

États consolidés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 329 \$	3 345 \$	2 826 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotations à la provision pour pertes sur créances	344	334	504	678	997
Amortissement	103	100	97	203	196
Impôts futurs	44	56	(99)	100	30
Amortissement des autres actifs incorporels	136	131	122	267	242
Perte à la vente de locaux et de matériel	26	26	27	52	41
Gain sur la titrisation de prêts	(39)	(59)	(16)	(98)	(49)
Gain sur les titres disponibles à la vente	(97)	(72)	(52)	(169)	(210)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	7	78	66	85	144
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(40)	(284)	153	(324)	528
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	191	(345)	383	(154)	20
Impôts exigibles	347	395	611	742	(1 266)
Actifs dérivés	(9 022)	32 592	7 762	23 570	14 107
Passifs dérivés	8 405	(31 550)	(3 387)	(23 145)	(6 531)
Titres de négociation	(3 639)	(19 748)	(3 415)	(23 387)	(7 430)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	760	404	(521)	1 164	(259)
Autres	1 118	243	573	1 361	(361)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	150	(15 860)	4 137	(15 710)	3 025
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(1 881)	1 910	(1 624)	29	35
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(6 023)	(7 030)	(4 864)	(13 053)	(9 005)
Produit de la titrisation de prêts	3 321	3 238	1 018	6 559	2 668
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	4 353	2 688	1 949	7 041	6 770
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	11 619	5 462	10 163	17 081	19 420
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(8 725)	(9 972)	(6 919)	(18 697)	(18 202)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(322)	(321)	(181)	(643)	(353)
Variation des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(572)	(6 560)	(3 219)	(7 132)	(11 224)
Encaisse liée aux cessions et aux acquisitions, montant net	440	(1 306)	—	(866)	(2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	2 210	(11 891)	(3 677)	(9 681)	(9 893)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement					
Variation des dépôts	4 257	4 087	3 145	8 344	(464)
Émission de débentures subordonnées	—	1 500	—	1 500	—
Remboursement de débentures subordonnées	(400)	(4)	—	(404)	(500)
Émission d'actions ordinaires	79	34	58	113	86
Actions autodétenues – ventes	1 798	1 182	1 934	2 980	3 294
Actions autodétenues – achats	(1 734)	(1 160)	(1 934)	(2 894)	(3 282)
Dividendes versés	(763)	(776)	(774)	(1 539)	(1 384)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	—	(46)	(46)	(46)	(46)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(9 738)	12 145	(941)	2 407	6 480
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	5 602	9 843	(2 273)	15 445	5 201
Variation des emprunts à court terme des filiales	(569)	(134)	(230)	(703)	(1 915)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(1 468)	26 671	(1 061)	25 203	7 470
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(146)	(47)	(177)	(193)	(198)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	746	(1 127)	(778)	(381)	404
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	8 203	9 330	9 535	9 330	8 353
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	8 949 \$	8 203 \$	8 757 \$	8 949 \$	8 757 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 740 \$	2 774 \$	1 601 \$	4 514 \$	3 980 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	551 \$	439 \$	1 040 \$	990 \$	3 557 \$

Notes complémentaires (non audité) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (états financiers consolidés annuels de 2010). En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2010 et les notes complémentaires figurant aux pages 83 à 152 du rapport annuel de 2010. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Modifications des principales conventions comptables**

Aucune modification des principales conventions comptables n'a pris effet en ce qui nous concerne ce trimestre.

Changement dans la présentation des états financiers

Au cours du trimestre, nous avons modifié la présentation de nos ventes et de nos achats d'actions autodétenues, qui se fera désormais sur une base brute plutôt que sur une base nette. Cette modification touche nos actions ordinaires et privilégiées. Les données de toutes les périodes présentées dans nos états consolidés de la variation des capitaux

propres ont été révisées afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Modifications comptables futures

L'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada qui s'appliquent aux sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les Normes internationales d'information financière (IFRS) sur une période de transition qui devrait s'étendre jusqu'en 2011. Nous commencerons à publier nos états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 30 avril 2011							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur			
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (1)	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	156 448 \$	15 136 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	171 584 \$	171 584 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	36 142	–	–	1 281	37 423	37 423
Total des valeurs mobilières	156 448 \$	15 136 \$	36 142 \$	– \$	– \$	1 281 \$	209 007 \$	209 007 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	54 524 \$	– \$	25 306 \$	25 306 \$	– \$	79 830 \$	79 830 \$
Prêts								
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	223 567 \$	220 930 \$	– \$	223 567 \$	220 930 \$
Prêts de gros	–	2 198	–	69 704	68 549	–	71 902	70 747
Total des prêts	– \$	2 198 \$	– \$	293 271 \$	289 479 \$	– \$	295 469 \$	291 677 \$
Autres								
Dérivés	82 620 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	82 620 \$	82 620 \$
Autres actifs	–	361	–	17 678	17 678	–	18 039	18 039
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	3 091 \$	– \$	161 064 \$	161 433 \$	– \$	164 155 \$	164 524 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	57 208	–	199 820	199 394	–	257 028	256 602
Banques (3)	–	7 364	–	12 830	12 830	–	20 194	20 194
Total des dépôts	– \$	67 663 \$	– \$	373 714 \$	373 657 \$	– \$	441 377 \$	441 320 \$
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	62 042 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	62 042 \$	62 042 \$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	24 431	–	19 558	19 558	–	43 989	43 989
Dérivés (4)	85 763	–	–	–	–	–	85 763	85 763
Autres passifs	(42)	60	–	29 624	29 707	–	29 642	29 725
Débitures subordonnées	–	105	–	7 498	7 455	–	7 603	7 560
Titres de fiducie de capital	–	–	–	742	748	–	742	748

(1) Comprend la valeur nominale de nos placements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

(4) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 171 millions de dollars et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant minime.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2010								Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur				
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (1)				
Actifs financiers										
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	131 211 \$	18 344 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	149 555 \$	149 555 \$		
Titres disponibles à la vente	—	—	42 467	—	—	1 309	43 776	43 776		
Total des valeurs mobilières	131 211 \$	18 344 \$	42 467 \$	— \$	— \$	1 309 \$	193 331 \$	193 331 \$		
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	— \$	51 713 \$	— \$	20 985 \$	20 985 \$	— \$	72 698 \$	72 698 \$		
Prêts										
Prêts de détail	— \$	— \$	— \$	220 321 \$	218 477 \$	— \$	220 321 \$	218 477 \$		
Prêts de gros	—	2 899	—	68 986	67 544	—	71 885	70 443		
Total des prêts	— \$	2 899 \$	— \$	289 307 \$	286 021 \$	— \$	292 206 \$	288 920 \$		
Autres										
Dérivés	106 246 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	106 246 \$	106 246 \$		
Autres actifs	—	296	—	19 585	19 585	—	19 881	19 881		
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	— \$	3 237 \$	— \$	158 456 \$	159 255 \$	— \$	161 693 \$	162 492 \$		
Entreprises et gouvernements (2)	—	62 654	—	184 543	183 892	—	247 197	246 546		
Banques (3)	—	9 479	—	14 664	14 664	—	24 143	24 143		
Total des dépôts	— \$	75 370 \$	— \$	357 663 \$	357 811 \$	— \$	433 033 \$	433 181 \$		
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 597 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	46 597 \$	46 597 \$		
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	—	26 242	—	15 340	15 340	—	41 582	41 582		
Dérivés (4)	108 910	—	—	—	—	—	108 910	108 910		
Autres passifs	(509)	127	—	30 598	30 833	—	30 216	30 451		
Débitures subordonnées	—	119	—	6 562	6 488	—	6 681	6 607		
Titres de fiducie de capital	—	—	—	727	753	—	727	753		

(1) Comprend la valeur nominale de nos placements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

(4) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 170 millions de dollars et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant de 2 millions.

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments

semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements sur la méthode d'évaluation des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit.

	Au 30 avril 2011						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2010 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2010	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 457 \$	6 457 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	54 524	54 524	—	—	—	—	—
Prêts de gros	2 198	2 198	(2)	(83)	305	2	10
Total	63 179 \$	63 179 \$	(2) \$	(83) \$	305 \$	2 \$	10 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 30 avril 2010							
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2009	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)	
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction								
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 056 \$	3 056 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	27 288	27 288	—	—	—	—	—	
Prêts de gros	2 433	2 428	—	(218)	346	(3)	(1)	
Total	32 777 \$	32 772 \$	— \$	(218)\$	346 \$	(3)\$	(1)\$	

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Se reporter à la note 2 de nos

états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements sur les méthodes d'évaluation de ces passifs et sur les variations de la juste valeur attribuables aux modifications de nos écarts de taux.

	Au 30 avril 2011				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2010 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 013 \$	3 091 \$	78 \$	1 \$	(18)\$
Entreprises et gouvernements (2)	57 270	57 208	(62)	(7)	(84)
Banques (3)	7 364	7 364	—	—	—
Total des dépôts à terme	67 647 \$	67 663 \$	16 \$	(6)\$	(102)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	24 433	24 431	(2)	—	—
Autres passifs	60	60	—	—	—
Débitures subordonnées	117	105	(12)	4	(12)
Total	92 257 \$	92 259 \$	2 \$	(2)\$	(114)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

	Au 30 avril 2010				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 261 \$	3 261 \$	— \$	(8)\$	(14)\$
Entreprises et gouvernements (2)	46 749	46 811	62	(26)	(83)
Banques (3)	5 961	5 961	—	—	(1)
Total des dépôts à terme	55 971 \$	56 033 \$	62 \$	(34)\$	(98)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	27 174	27 174	—	—	—
Autres passifs	160	160	—	—	—
Débitures subordonnées	108	100	(8)	(1)	(13)
Total	83 413 \$	83 467 \$	54 \$	(35)\$	(111)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Reclassement d'instruments financiers**

Le tableau suivant présente des données sur certains titres détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862 en 2008 et en 2009.

	Au		Pour le trimestre terminé le					
	30 avril 2011	31 octobre 2010	30 avril 2011		31 janvier 2011		30 avril 2010	
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/ gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/ gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/ gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers								
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	717 \$	1 126 \$	(4)\$	3 \$	(3)\$	5 \$	43 \$	(16)\$
Titres adossés à des créances hypothécaires	50	69	2	–	2	1	43	(13)
Titres adossés à des actifs	669	748	(18)	6	59	(49)	(1)	1
Titres de créance de sociétés et autres créances	372	408	(2)	3	(8)	1	(11)	3
	1 808 \$	2 351 \$	(22)\$	12 \$	50 \$	(42)\$	74 \$	(25)\$

(1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.

(2) Le montant total comprend un bénéfice net de néant relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011 (bénéfice net de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011; perte nette de 12 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010).

	Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/ gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/ gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers				
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	(7)\$	8 \$	60 \$	(12)\$
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	1	51	2
Titres adossés à des actifs	41	(43)	(1)	5
Titres de créance de sociétés et autres créances	(10)	4	(5)	5
	28 \$	(30)\$	105 \$	– \$

(1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.

(2) Le montant total comprend un bénéfice net de 3 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du semestre terminé le 30 avril 2011 (perte nette de 6 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2010).

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau suivant présente nos instruments financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie décrite à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

	Au																	
	30 avril 2011						31 octobre 2010						30 avril 2010					
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers																		
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	6 457 \$	- \$	6 457 \$	- \$	6 457 \$	- \$	6 193 \$	- \$	6 193 \$	- \$	6 193 \$	- \$	3 056 \$	- \$	3 056 \$	- \$	3 056 \$
Valeurs mobilières																		
Titres détenus à des fins de transaction																		
Créances du gouvernement canadien (3)																		
Gouvernement fédéral	12 732	18 358	-	31 090	31 090	-	29 337	14	29 351	-	29 351	-	27 916	9	27 925	-	27 925	
Provinces et municipalités	-	7 610	7	7 617	7 617	-	7 243	5	7 248	-	7 248	-	6 449	7	6 456	-	6 456	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	4 412	10 381	162	14 955	14 955	-	13 637	41	13 678	-	13 678	-	16 078	64	16 142	-	16 142	
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (4)	14 112	6 910	-	21 022	21 022	-	12 114	42	12 156	-	12 156	-	8 978	-	8 978	-	8 978	
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	-	783	88	871	871	-	10	975	985	-	985	-	11	878	889	-	889	
Titres adossés à des actifs TGC (5)	-	-	1 987	1 987	1 987	-	-	2 460	2 460	-	2 460	-	50	2 806	2 856	-	2 856	
Titres autres que des TGC	-	840	170	1 010	1 010	-	276	541	817	-	817	-	189	620	809	-	809	
Titres de créance de sociétés et autres créances	1 165	43 461	646	45 272	45 272	30	43 529	771	44 330	-	44 330	7	48 459	816	49 282	-	49 282	
Titres de participation	44 691	2 668	401	47 760	47 760	35 767	221	2 542	38 530	-	38 530	34 490	449	2 420	37 359	-	37 359	
	77 112 \$	91 011 \$	3 461 \$	171 584 \$	- \$	171 584 \$	35 797 \$	106 367 \$	7 391 \$	149 555 \$	- \$	149 555 \$	34 497 \$	108 579 \$	7 620 \$	150 696 \$	- \$	150 696 \$
Titres disponibles à la vente (6)																		
Créances du gouvernement canadien (3)																		
Gouvernement fédéral	326	7 833	-	8 159	8 159	-	14 685	-	14 685	-	14 685	-	12 186	-	12 186	-	12 186	
Provinces et municipalités	-	1 598	-	1 598	1 598	-	1 536	-	1 536	-	1 536	190	946	-	1 136	-	1 136	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	338	2 064	2 660	5 062	5 062	-	3 246	1 697	4 943	-	4 943	-	1 902	2 129	4 031	-	4 031	
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (4)	2 869	3 122	-	5 991	5 991	1 450	3 630	-	5 080	-	5 080	481	2 226	98	2 805	-	2 805	
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	-	676	110	786	786	-	-	1 027	1 027	-	1 027	-	9	1 433	1 442	-	1 442	
Titres adossés à des actifs TGC (5)	-	-	170	170	170	-	9	215	224	-	224	-	-	213	213	-	213	
Titres autres que des TGC	-	2 017	1 051	3 068	3 068	-	2 379	896	3 275	-	3 275	-	2 169	1 115	3 284	-	3 284	
Titres de créance de sociétés et autres créances	-	8 977	1 639	10 616	10 616	378	7 776	2 635	10 789	-	10 789	213	7 108	2 854	10 175	-	10 175	
Titres de participation	249	-	234	483	483	173	144	399	716	-	716	106	149	459	714	-	714	
Titres de substitut de prêt	209	-	-	209	209	-	192	-	192	-	192	-	191	-	191	-	191	
	3 991 \$	26 287 \$	5 864 \$	36 142 \$	- \$	36 142 \$	2 001 \$	33 597 \$	6 869 \$	42 467 \$	- \$	42 467 \$	990 \$	26 886 \$	8 301 \$	36 177 \$	- \$	36 177 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-	54 524	-	54 524	54 524	-	51 713	-	51 713	-	51 713	-	27 288	-	27 288	-	27 288	
Prêts	-	1 725	473	2 198	2 198	-	2 307	592	2 899	-	2 899	-	2 038	395	2 433	-	2 433	
Autres																		
Dérivés																		
Contrats de taux d'intérêt	10	46 145	703	46 858	46 858	3	66 803	780	67 586	-	67 586	-	45 774	675	46 449	-	46 449	
Contrats de change	-	36 487	81	36 568	36 568	-	29 619	101	29 720	-	29 720	-	23 403	123	23 526	-	23 526	
Dérivés de crédit	-	458	317	775	775	-	965	1 038	2 003	-	2 003	-	1 113	1 322	2 435	-	2 435	
Autres contrats	1 761	3 751	729	6 241	6 241	1 960	2 207	3 743	7 910	-	7 910	2 565	2 210	1 690	6 465	-	6 465	
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(31)	(221)	(369)	(621)	(621)	(1)	(228)	(490)	(719)	-	(719)	(2)	(221)	(371)	(594)	-	(594)	
Total des dérivés, montant brut	1 740	86 620	1 461	89 821	89 821	1 962	99 366	5 172	106 500	-	106 500	2 563	72 279	3 439	78 281	-	78 281	
Ajustements de compensation (2)	-	-	-	-	(7 201)	-	-	-	-	(254)	-	-	-	-	-	(215)	-	(215)
Total des dérivés	1 740	86 620	1 461	89 821	(7 201)	82 620	1 962	99 366	5 172	106 500	(254)	106 246	2 563	72 279	3 439	78 281	(215)	78 066
Autres actifs	361	-	-	361	361	286	10	-	296	-	296	301	-	-	301	-	301	
	83 204 \$	266 624 \$	11 259 \$	361 087 \$	(7 201) \$	353 886 \$	40 046 \$	299 553 \$	20 024 \$	359 623 \$	(254) \$	359 369 \$	38 351 \$	240 126 \$	19 755 \$	298 232 \$	(215) \$	298 017 \$
Passifs financiers																		
Dépôts																		
Particuliers	- \$	- \$	3 091 \$	3 091 \$	3 091 \$	- \$	- \$	3 237 \$	3 237 \$	- \$	3 237 \$	- \$	- \$	3 261 \$	3 261 \$	- \$	3 261 \$	
Entreprises et gouvernements	-	53 783	3 425	57 208	57 208	-	59 510	3 144	62 654	-	62 654	-	43 737	3 074	46 811	-	46 811	
Banques	-	7 364	-	7 364	7 364	-	9 479	-	9 479	-	9 479	-	5 961	-	5 961	-	5 961	
Autres																		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	45 311	16 731	-	62 042	62 042	14 780	31 577	240	46 597	-	46 597	14 221	32 262	77	46 560	-	46 560	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	24 431	-	24 431	24 431	-	26 242	-	26 242	-	26 242	-	27 174	-	27 174	-	27 174	
Dérivés																		
Contrats de taux d'intérêt	4	42 678	554	43 236	43 236	1	61 683	415	62 099	-	62 099	2	41 334	421	41 757	-	41 757	
Contrats de change	-	41 072	31	41 103	41 103	-	34 960	27	34 987	-	34 987	-	26 761	7	26 768	-	26 768	
Dérivés de crédit	-	454	364	818	818	-	1 112	606	1 718	-	1 718	-	1 253	811	2 064	-	2 064	
Autres contrats	1 043	5 094	1 588	7 725	7 725	1 203	3 742	5 415	10 360	-	10 360	1 148	3 230	3 107	7 485	-	7 485	
Total des dérivés, montant brut	1 047	89 298	2 537	92 882	92 882	1 204	101 497	6 463	109 164	-	109 164	1 150	72 578	4 346	78 074	-	78 074	
Ajustements de compensation (2)	-	-	-	-	(7 119)	-	-	-	-	(254)	-	-	-	-	-	(215)	-	(215)
Total des dérivés	1 047	89 298	2 537	92 882	(7 119)	85 763	1 204	101 497	6 463	109 164	(254)	108 910	1 150	72 578	4 346	78 074	(215)	77 859
Autres passifs	-	-	18	18	18	-	-	(382)	(382)	-	(382)	-	-	(111)	(111)	-	(111)	
Débitures subordonnées	-	-	105	105	105	-	-	119	119	-	119	-	119	-	100	100	-	100
	46 358 \$	191 607 \$	9 176 \$	247 141 \$	(7 119) \$	240 022 \$	15 984 \$	228 305 \$	12 821 \$	257 110 \$	(254) \$	256 856 \$	15 371 \$	181 712 \$	10 747 \$	207 830 \$	(215) \$	207 615 \$

- Les soldes de niveau 1 inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, les titres disponibles à la vente et les passifs liés aux engagements afférents à des titres vendus à découvert a augmenté, et les soldes de niveau 2 correspondants ont diminué en raison d'un ajustement lié aux titres de créance hautement liquides des pays du G7 (le Canada, les États-Unis, l'Italie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon) aux premier et deuxième trimestres de 2011, puisque leur juste valeur se fonde sur les prix cotés sur des marchés actifs. Au 30 avril et au 31 janvier 2011, les soldes des actifs de niveau 1 relatifs à ces obligations totalisaient 34,8 milliards de dollars et 25,5 milliards, respectivement, somme qui correspond au montant des transferts vers ce niveau et aux changements de positions aux premier et deuxième trimestres.
- Les ajustements de compensation représentent l'incidence de la compensation des risques de crédit liés aux dérivés lorsque nous détenons un accord de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et que nous avons l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément. En conséquence, certains des actifs et passifs liés aux dérivés sont comptabilisés sur la base du solde net.
- Au 30 avril 2011, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans les titres détenus à des fins de transaction s'élevaient à 11 875 millions de dollars et à 49 millions, respectivement (11 995 millions et 194 millions au 31 octobre 2010, respectivement; 13 117 millions et 157 millions au 30 avril 2010, respectivement), et ceux inclus dans les titres disponibles à la vente se chiffraient à 7 462 millions et à 109 millions, respectivement (8 720 millions et 152 millions au 31 octobre 2010, respectivement; 6 516 millions et 167 millions au 30 avril 2010, respectivement).
- OCDE signifie Organisation de coopération et de développement économiques.
- TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- Exclut des titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 1 281 millions de dollars (1 309 millions au 31 octobre 2010; 1 363 millions au 30 avril 2010) qui sont comptabilisés au coût.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Variations de l'évaluation à la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau suivant présente les variations de l'évaluation à la juste valeur des instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie définie au chapitre 3862, comme il est décrit à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 :

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2011							Variations des gains (pertes) non réalisés compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre terminé le 30 avril 2011
	Juste valeur au 1 ^{er} février 2011	Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats (1)	Total des gains (pertes) non réalisés compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/Émission de passifs	Ventes d'actifs/Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)	
Actifs								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction								
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	–	–	7	–	7
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	129	2	(7)	–	–	38	–	162
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	172	(6)	(6)	7	(79)	–	–	88
Titres adossés à des actifs TGC	2 149	(24)	(110)	1	(29)	–	–	1 987
Titres autres que des TGC	109	1	–	216	(201)	45	–	170
Titres de créance de sociétés et autres créances	559	(7)	(22)	65	(16)	102	(35)	646
Titres de participation	343	4	(19)	74	1	(2)	–	401
	3 461 \$	(30)\$	(164)\$	363 \$	(324)\$	190 \$	(35)\$	3 461 \$
Titres disponibles à la vente								
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 501 \$	3 \$	(164)\$	131 \$	1 189 \$	– \$	– \$	2 660 \$
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	113	–	–	–	(3)	–	–	110
Titres adossés à des actifs TGC	215	7	(41)	–	(11)	–	–	170
Titres autres que des TGC	1 031	–	(76)	–	96	–	–	1 051
Titres de créance de sociétés et autres créances	3 365	–	(74)	255	(1 908)	59	(58)	1 639
Titres de participation	258	–	(13)	11	(55)	33	–	234
	6 483 \$	10 \$	(368)\$	397 \$	(692)\$	92 \$	(58)\$	5 864 \$
Prêts de gros	500 \$	8 \$	(24)\$	21 \$	(30)\$	– \$	(2)\$	473 \$
Autres								
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés (4)	(1 540)	263	104	1	26	(295)	365	(1 076)
	8 904 \$	251 \$	(452)\$	782 \$	(1 020)\$	(13)\$	270 \$	8 722 \$
Passifs								
Dépôts								
Particuliers	(3 190)\$	(39)\$	104 \$	(749)\$	783 \$	– \$	– \$	(3 091)\$
Entreprises et gouvernements	(3 211)	(43)	122	(522)	171	–	58	(3 425)
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	77	(306)	(14)	–	225	–	–	(18)
Débiteures subordonnées	(116)	6	5	–	–	–	–	(105)
	(6 440)\$	(382)\$	217 \$	(1 271)\$	1 179 \$	– \$	58 \$	(6 639)\$

- (1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011, des dérivés sur actions (des actifs liés aux dérivés de 23 millions de dollars et des passifs liés aux dérivés de 338 millions) dont la valeur a été établie en fonction de la juste valeur des fonds de couverture ont été transférés du niveau 3 au niveau 2. Au cours de la même période, des swaps sur inflation de 295 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3 en raison du caractère non observable de l'index d'inflation sous-jacent.
- (2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente se sont établies à 21 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, exclusion faite des gains ou des pertes de change.
- (3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.
- (4) Le montant net des dérivés au 30 avril 2011 comprend des actifs dérivés de 1 461 millions de dollars et des passifs dérivés de 2 537 millions.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010									
	Juste valeur au 1 ^{er} février 2010	Total des gains (pertes) réalisés/ non réalisés compris dans les résultats (1)	Total des gains (pertes) non réalisés compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/ Émissions de passifs	Ventes d'actifs/ Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)	Juste valeur au 30 avril 2010	Variations des gains (pertes) non réalisés compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre terminé le 30 avril 2010
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances du gouvernement canadien									
Gouvernement fédéral	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 \$	– \$	9 \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	7	–	–	–	7	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	69	–	(3)	–	(2)	–	–	64	–
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	983	45	(47)	566	(669)	–	–	878	33
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 997	(21)	(148)	36	(58)	–	–	2 806	(21)
Titres autres que des TGC	374	12	(9)	1 286	(1 043)	–	–	620	105
Titres de créance de sociétés et autres créances	745	31	(40)	1 025	(943)	23	(25)	816	26
Titres de participation	2 301	47	(122)	286	(92)	–	–	2 420	49
	7 474 \$	114 \$	(369) \$	3 206 \$	(2 807) \$	27 \$	(25) \$	7 620 \$	192 \$
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 350 \$	(9) \$	(72) \$	159 \$	(299) \$	– \$	– \$	2 129 \$	– \$
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	4	–	–	–	–	98	(4)	98	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 514	(21)	25	–	(85)	–	–	1 433	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	220	–	(8)	–	1	–	–	213	–
Titres autres que des TGC	1 163	(4)	(58)	–	14	–	–	1 115	–
Titres de créance de sociétés et autres créances	3 038	(15)	(119)	214	(429)	170	(5)	2 854	–
Titres de participation	543	–	(26)	–	(60)	2	–	459	–
	8 832 \$	(49) \$	(258) \$	373 \$	(858) \$	270 \$	(9) \$	8 301 \$	– \$
Prêts de gros	371 \$	(16) \$	(14) \$	69 \$	(15) \$	– \$	– \$	395 \$	(11) \$
Autres									
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés (4)	(29)	(63)	41	(10)	(836)	(4)	(6)	(907)	(164)
	16 648 \$	(14) \$	(600) \$	3 638 \$	(4 516) \$	293 \$	(40) \$	15 409 \$	17 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 070) \$	(43) \$	135 \$	(963) \$	680 \$	– \$	– \$	(3 261) \$	(48) \$
Entreprises et gouvernements	(3 481)	75	176	(95)	251	–	–	(3 074)	24
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(113)	(2)	6	(318)	350	–	–	(77)	1
Autres passifs	(510)	(30)	8	–	643	–	–	111	30
Débitures subordonnées	(112)	2	10	–	–	–	–	(100)	(2)
	(7 286) \$	2 \$	335 \$	(1 376) \$	1 924 \$	– \$	– \$	(6 401) \$	5 \$

- (1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, il n'y a eu aucun transfert important d'instruments dans le niveau 3, ni aucune sortie importante d'instruments de ce niveau.
- (2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 151 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, exclusion faite des gains ou des pertes de change.
- (3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.
- (4) Le montant net des dérivés au 30 avril 2010 comprend des actifs dérivés de 3 439 millions de dollars et des passifs dérivés de 4 346 millions.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour le semestre terminé le 30 avril 2011								Variations des gains (pertes) non réalisés compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le semestre terminé le 30 avril 2011
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2010	Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats (1)	Total des gains (pertes) non réalisés compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/ Émission de passifs	Ventes d'actifs/ Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)	Juste valeur au 30 avril 2011	
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances du gouvernement canadien									
Gouvernement fédéral	14 \$	– \$	– \$	– \$	(10)\$	– \$	(4)\$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	5	–	–	–	–	7	(5)	7	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	41	2	(8)	–	(17)	144	–	162	1
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	42	–	–	–	–	–	(42)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	975	(37)	(27)	1 191	(621)	–	(1 393)	88	(5)
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 460	(53)	(154)	21	(287)	–	–	1 987	(53)
Titres autres que des TGC	541	(1)	(7)	1 295	(1 214)	45	(489)	170	–
Titres de créance de sociétés et autres créances	771	1	(32)	362	(319)	160	(297)	646	(3)
Titres de participation	2 542	64	(63)	592	(11)	(2)	(2 721)	401	10
	7 391 \$	(24)\$	(291)\$	3 461 \$	(2 479)\$	354 \$	(4 951)\$	3 461 \$	(50)\$
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 697 \$	6 \$	(199)\$	132 \$	1 038 \$	37 \$	(51)\$	2 660 \$	– \$
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 027	(2)	1	–	(112)	–	(804)	110	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	215	7	(39)	–	(13)	–	–	170	–
Titres autres que des TGC	896	(54)	(34)	9	76	158	–	1 051	–
Titres de créance de sociétés et autres créances	2 635	3	(138)	667	(1 529)	59	(58)	1 639	–
Titres de participation	399	–	(22)	11	(134)	33	(53)	234	–
	6 869 \$	(40)\$	(431)\$	819 \$	(674)\$	287 \$	(966)\$	5 864 \$	– \$
Prêts de gros	592 \$	4 \$	(34)\$	53 \$	(225)\$	85 \$	(2)\$	473 \$	(3)\$
Autres									
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés	(1 291)	308	143	(18)	(204)	(333)	319	(1 076)	458
	13 561 \$	248 \$	(613)\$	4 315 \$	(3 582)\$	393 \$	(5 600)\$	8 722 \$	405 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 237)\$	(150)\$	159 \$	(1 455)\$	1 592 \$	– \$	– \$	(3 091)\$	(42)\$
Entreprises et gouvernements	(3 144)	68	159	(1 237)	671	–	58	(3 425)	5
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(240)	(5)	1	–	58	–	186	–	–
Autres passifs	382	(100)	(15)	(2)	(283)	–	–	(18)	(156)
Débiteures subordonnées	(119)	5	10	–	(1)	–	–	(105)	5
	(6 358)\$	(182)\$	314 \$	(2 694)\$	2 037 \$	– \$	244 \$	(6 639)\$	(188)\$

- (1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2011, des actifs ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2 par suite de l'amélioration de la transparence concernant les cours et de l'activité sur le marché pour ce qui est de certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis de 2 197 millions de dollars, ainsi qu'en raison de notre capacité à racheter certains placements dans des fonds de couverture de 2 721 millions à leur valeur liquidative et les dérivés sur actions correspondants (des actifs liés aux dérivés de 23 millions et des passifs liés aux dérivés de 338 millions) dont la valeur a été établie en fonction de la juste valeur de ces fonds de couverture. Au cours de la même période, des swaps sur inflation de 295 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3 en raison du caractère non observable de l'index d'inflation sous-jacent.
- (2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 44 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2011, exclusion faite des gains ou des pertes de change.
- (3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010									
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2009	Total des gains (pertes) réalisés/ non réalisés compris dans les résultats (1)	Total des gains (pertes) non réalisés compris dans les autres éléments du résultat étendu (2)	Achats d'actifs/ Émissions de passifs	Ventes d'actifs/ Règlements de passifs et autres (3)	Transferts d'instruments dans le niveau 3 (1)	Sorties d'instruments du niveau 3 (1)	Juste valeur au 30 avril 2010	Variations des gains (pertes) non réalisés compris dans les résultats relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le semestre terminé le 30 avril 2010
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances du gouvernement canadien									
Gouvernement fédéral	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 \$	– \$	9 \$	– \$
Provinces et municipalités									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	54	(1)	–	7	1	–	(54)	7	–
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE									
Titres adossés à des créances hypothécaires	9	2	(3)	59	(2)	–	(1)	64	–
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	1 052	112	(58)	1 745	(1 940)	–	(33)	878	115
Titres autres que des TGC	3 074	(54)	(189)	36	(61)	–	–	2 806	(82)
Titres de créance de sociétés et autres créances	321	13	(9)	2 279	(1 984)	–	–	620	113
Titres de participation	303	(1)	(38)	2 487	(2 288)	402	(49)	816	(12)
	2 902	143	(152)	522	(990)	–	(5)	2 420	91
	7 720 \$	214 \$	(449)\$	7 135 \$	(7 264)\$	406 \$	(142)\$	7 620 \$	225 \$
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	2 358 \$	(9)\$	(82)\$	191 \$	(329)\$	– \$	– \$	2 129 \$	– \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	102	(4)	98	–
Titres adossés à des actifs TGC	1 848	41	14	8	(478)	–	–	1 433	–
Titres autres que des TGC	222	–	(8)	–	(1)	–	–	213	–
Titres de créance de sociétés et autres créances	1 155	(4)	(74)	60	(22)	–	–	1 115	–
Titres de participation	3 580	33	(163)	333	(624)	170	(475)	2 854	–
	560	–	(33)	10	(82)	4	–	459	–
	9 723 \$	61 \$	(346)\$	602 \$	(1 536)\$	276 \$	(479)\$	8 301 \$	– \$
Prêts de gros	377 \$	(32)\$	(16)\$	89 \$	(23)\$	– \$	– \$	395 \$	(23)\$
Autres									
Dérivés, déduction faite des passifs liés aux dérivés (4)	(177)	(327)	36	20	(329)	(98)	(32)	(907)	(146)
	17 643 \$	(84)\$	(775)\$	7 846 \$	(9 152)\$	584 \$	(653)\$	15 409 \$	56 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(2 605)\$	(476)\$	165 \$	(1 894)\$	1 549 \$	– \$	– \$	(3 261)\$	(197)\$
Entreprises et gouvernements	(4 341)	294	265	(499)	1 207	–	–	(3 074)	228
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(150)	92	2	(857)	836	–	–	(77)	–
Autres passifs	(240)	195	16	–	140	–	–	111	(195)
Débitures subordonnées	(110)	–	11	–	(1)	–	–	(100)	–
	(7 446)\$	105 \$	459 \$	(3 250)\$	3 731 \$	– \$	– \$	(6 401)\$	(164)\$

(1) Les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. En ce qui concerne les actifs ou les passifs qui ont été transférés dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne intitulée Total des gains (pertes) réalisés/non réalisés compris dans les résultats du tableau de rapprochement; pour ce qui est des sorties d'instruments du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est incluse dans cette colonne du tableau de rapprochement. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2010, il n'y a eu aucun transfert important d'instruments dans le niveau 3, ni aucune sortie importante d'instruments de ce niveau.

(2) Comprend les gains et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3 s'il y a lieu. Les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 191 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2010, exclusion faite des gains ou des pertes de change.

(3) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

Les instruments financiers de niveau 3 comprennent principalement certains titres de créance structurés (titres adossés à des actifs), y compris des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres garantis par des créances (TGC), des titres à enchères, des titres de créance de gouvernements de pays non membres de l'OCDE et des titres de créance de sociétés, des produits dérivés sur marchandises, certains

dérivés de taux d'intérêt, des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, des certificats de placement garanti sur le marché municipal ainsi que des billets de dépôt présentant des écarts non observables importants et un niveau d'activité sur le marché limité et des placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives.

Note 3 : Gains et pertes réalisés et non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

	Au							
	30 avril 2011				31 octobre 2010			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	7 950 \$	212 \$	(3) \$	8 159 \$	14 305 \$	381 \$	(1) \$	14 685 \$
Provinces et municipalités	1 575	24	(1)	1 598	1 493	43	–	1 536
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains (4)	5 102	34	(74)	5 062	4 934	65	(56)	4 943
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	5 998	12	(15)	5 995	5 068	24	(8)	5 084
Titres adossés à des créances hypothécaires	803	18	(35)	786	1 079	20	(72)	1 027
Titres adossés à des actifs								
TGC	198	5	(33)	170	220	12	(17)	215
Titres autres que des TGC	3 137	11	(80)	3 068	3 379	37	(132)	3 284
Titres de créance de sociétés et autres créances	10 871	231	(174)	10 928	10 985	273	(248)	11 010
Titres de participation	1 355	65	(8)	1 412	1 719	58	(13)	1 764
Titres de substitut de prêt	257	–	(12)	245	256	–	(28)	228
	37 246 \$	612 \$	(435) \$	37 423 \$	43 438 \$	913 \$	(575) \$	43 776 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance de 316 millions de dollars (225 millions au 31 octobre 2010).

(2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût après amortissement, les gains bruts non réalisés, les pertes brutes non réalisées et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 106 millions de dollars, à 3 millions, à néant et à 109 millions, respectivement, au 30 avril 2011 (148 millions, 4 millions, néant et 152 millions au 31 octobre 2010).

(3) Comprend des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des créances hypothécaires assurées que nous avons créées et que nous conservons.

(4) Comprend des titres émis par des agences ailleurs qu'aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode particulière et constante pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût après amortissement du titre. Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le titre est réduit à sa juste valeur, et la perte non réalisée est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour une description des conventions et méthodes comptables que nous utilisons pour évaluer les pertes de valeur durables des titres.

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 6,2 milliards de dollars au cours du semestre terminé le 30 avril 2011. Cette baisse est principalement attribuable à la vente et à l'arrivée à échéance de certains titres du gouvernement du Canada, à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires montées par RBC compris dans les créances du gouvernement fédéral canadien, ainsi qu'à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le recul du portefeuille de titres disponibles à la vente a été en partie compensé par l'augmentation nette des placements dans des titres de créance à court terme de gouvernements de pays membres de l'OCDE. Les gains bruts non réalisés ont diminué de 301 millions de dollars, ou 33 %, pour s'établir à 612 millions au cours du semestre terminé le 30 avril 2011. Cette baisse tient principalement à la diminution de la juste valeur des portefeuilles de titres de créance du gouvernement canadien et de titres de créance de sociétés, essentiellement attribuable à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt. Les pertes brutes non réalisées ont diminué de 140 millions de dollars, ou 24 %, pour s'établir à 435 millions au cours du semestre terminé le 30 avril 2011, en grande partie en raison des pertes constatées relativement à la dépréciation de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants sur le marché américain classés comme des titres adossés à des actifs et de la hausse des prix des titres de créance de sociétés et autres créances attribuable au rétrécissement des écarts.

Selon notre évaluation, la direction est d'avis que les pertes non réalisées au 30 avril 2011 sur les titres disponibles à la vente sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Nous avons également déterminé que nos placements détenus jusqu'à l'échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 30 avril 2011.

Gains nets/pertes nettes sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011, des gains nets de 90 millions de dollars sur les titres disponibles à la vente ont été constatés en résultat net (pertes nettes de 6 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011; pertes nettes de 14 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010). Ces gains tiennent compte de gains nets de 97 millions de dollars réalisés principalement à la vente de titres de participation cotés et de titres du gouvernement canadien, du rachat de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants aux États-Unis, ainsi que de la distribution de capitaux liés à certains placements privés. Les gains réalisés ont été contrebalancés en partie par des pertes de 7 millions de dollars comptabilisées en résultat net principalement en raison de la perte de valeur durable de certains placements privés. En comparaison, des pertes découlant de pertes de valeur durables de 78 millions de dollars et de 67 millions ont été constatées aux trimestres terminés le 31 janvier 2011 et le 30 avril 2010, respectivement, lesquelles ont été contrebalancées en partie par des gains réalisés à la vente de 72 millions et de 53 millions pour les trimestres terminés le 31 janvier 2011 et le 30 avril 2010, respectivement.

Les gains nets susmentionnés comprennent un montant de 8 millions de dollars découlant de la vente de titres disponibles à la vente liés à nos activités d'assurance, lequel a été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (gains nets de 5 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011; néant pour le trimestre terminé le 30 avril 2010).

Note 3 : Gains et pertes réalisés et non réalisés sur les titres disponibles à la vente (suite)

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, des gains nets de 84 millions de dollars sur les titres disponibles à la vente ont été constatés en résultat net (gains nets de 66 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2010). Ce résultat comprend des gains de 170 millions de dollars réalisés principalement à la vente et à la distribution de capitaux liés à des placements privés, ainsi que des gains à la vente de certains titres de créance du gouvernement canadien et de titres à enchères liés aux prêts aux étudiants sur le marché américain (gains de 211 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2010). Ces gains ont été en partie contrebalancés par les pertes de valeur des titres à enchères liés aux prêts aux étudiants, des obligations

de sociétés et des placements privés sur le marché américain (pertes de 145 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2010).

Les gains nets susmentionnés comprennent un montant de 13 millions de dollars lié à la vente de titres de participation cotés et d'obligations du gouvernement canadien par l'entremise de nos activités d'assurance, lequel a été contrebalancé par la perte de valeur durable de certains titres de créance de sociétés et a été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (gains de 3 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2010).

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	En date du et pour le trimestre terminé le						31 octobre 2010
	30 avril 2011						
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotations à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	84 \$	(14) \$	1 \$	13 \$	(2) \$	82 \$	77 \$
Prêts aux particuliers	192	(168)	23	130	(6)	171	182
Prêts sur cartes de crédit	–	(121)	19	101	1	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	17	(12)	1	11	1	18	18
	293 \$	(315) \$	44 \$	255 \$	(6) \$	271 \$	277 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	721 \$	(226) \$	12 \$	92 \$	(31) \$	568 \$	791 \$
Prêts aux banques (4)	34	–	–	–	(2)	32	34
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–	–	9
	755 \$	(226) \$	12 \$	92 \$	(33) \$	600 \$	834 \$
Provisions spécifiques	1 048 \$	(541) \$	56 \$	347 \$	(39) \$	871 \$	1 111 \$
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	89 \$	– \$	– \$	18 \$	1 \$	108 \$	77 \$
Prêts aux particuliers	654	–	–	(8)	(34)	612	709
Prêts sur cartes de crédit	384	–	–	–	–	384	384
Prêts aux petites entreprises (2)	60	–	–	–	–	60	60
	1 187 \$	– \$	– \$	10 \$	(33) \$	1 164 \$	1 230 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	676 \$	– \$	– \$	(15) \$	– \$	661 \$	656 \$
	676 \$	– \$	– \$	(15) \$	– \$	661 \$	656 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (6)	102 \$	– \$	– \$	2 \$	(1) \$	103 \$	99 \$
Provision générale (6)	1 965 \$	– \$	– \$	(3) \$	(34) \$	1 928 \$	1 985 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	3 013 \$	(541) \$	56 \$	344 \$	(73) \$	2 799 \$	3 096 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (7)	(102)	–	–	(2)	1	(103)	(99)
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 911 \$	(541) \$	56 \$	342 \$	(72) \$	2 696 \$	2 997 \$

(1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) Comprend un montant de 103 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (99 millions au 31 octobre 2010).

(7) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)**Prêts en souffrance mais non douteux**

	Au							
	30 avril 2011				31 octobre 2010			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail								
Prêts hypothécaires résidentiels	1 265 \$	547 \$	102 \$	1 914 \$	1 367 \$	688 \$	94 \$	2 149 \$
Prêts aux particuliers	877	336	14	1 227	929	382	12	1 323
Prêts sur cartes de crédit	313	147	80	540	314	151	78	543
Prêts aux petites entreprises	32	19	–	51	31	18	–	49
	2 487 \$	1 049 \$	196 \$	3 732 \$	2 641 \$	1 239 \$	184 \$	4 064 \$
Prêts de gros								
Prêts aux entreprises	927 \$	393 \$	29 \$	1 349 \$	1 206 \$	496 \$	18 \$	1 720 \$
	927 \$	393 \$	29 \$	1 349 \$	1 206 \$	496 \$	18 \$	1 720 \$
Total	3 414 \$	1 442 \$	225 \$	5 081 \$	3 847 \$	1 735 \$	202 \$	5 784 \$

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2011, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 50 millions de dollars et à 84 millions, respectivement (52 millions et 130 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre terminés le 31 octobre

2010). La réduction connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à 17 millions de dollars et à 27 millions (17 millions et 39 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre terminés le 31 octobre 2010).

Prêts douteux (1)

	Au				
	30 avril 2011				31 octobre 2010
	Solde de capital impayé (2)	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail					
Prêts hypothécaires résidentiels	897 \$	872 \$	(82) \$	790 \$	731 \$
Prêts aux particuliers	474	372	(171)	201	201
Prêts aux petites entreprises (3)	46	46	(18)	28	31
	1 417 \$	1 290 \$	(271) \$	1 019 \$	963 \$
Prêts de gros (4)					
Prêts aux entreprises (5)	3 687 \$	2 687 \$	(568) \$	2 119 \$	2 925 \$
Prêts aux banques (6)	32	32	(32)	–	–
	3 719 \$	2 719 \$	(600) \$	2 119 \$	2 925 \$
Total	5 136 \$	4 009 \$	(871) \$	3 138 \$	3 888 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le semestre terminé le 30 avril 2011 s'est élevé à 1 289 millions de dollars (1 151 millions au 31 octobre 2010) et à 3 277 millions (4 069 millions au 31 octobre 2010) pour les portefeuilles de prêts de gros et de détail. La majeure partie des prêts douteux sont en souffrance depuis plus de 90 jours.
- (2) L'écart entre le solde de capital impayé et le montant brut des prêts douteux représente les radiations partielles; les paiements d'intérêts reçus et appliqués à la valeur comptable, le montant net des commissions sur prêts reportées ou des coûts liés aux prêts reportés, ainsi que les primes ou les escomptes sur les prêts acquis (collectivement, les intérêts sur les prêts reportés). Les radiations partielles et les intérêts sur les prêts reportés liés au montant brut des prêts douteux de nos activités dans les Antilles, qui s'élève à environ 414 millions de dollars, sont exclus de ce tableau.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (4) Les prêts douteux pour lesquels une provision n'a pas été établie se chiffraient à 722 millions de dollars pour ce qui est des prêts aux entreprises.
- (5) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 52 millions de dollars (57 millions au 31 octobre 2010) et d'un montant net de 51 millions (55 millions au 31 octobre 2010) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Risque lié à l'endettement des États souverains

Au 30 avril 2011, les prêts que nous avons accordés aux États souverains de l'Irlande et de l'Espagne se chiffraient à 175 millions de dollars et à 92 millions, respectivement (17 millions et néant, respectivement, au 31 octobre 2010; néant et néant, respectivement,

au 30 avril 2010). Nous n'étions pas exposés au risque lié à l'endettement des États souverains du Portugal, de l'Italie et de la Grèce pour les périodes présentées.

Note 5 : Titrisations

Activités de titrisation pour le trimestre

	Pour le trimestre terminé le							
	30 avril 2011			31 janvier 2011 (1)		30 avril 2010 (1)		
	Créances sur cartes de crédit (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)	
Prêts titrisés et vendus (7)	1 257 \$	1 905 \$	181 \$	2 943 \$	335 \$	869 \$	164 \$	
Produit net en espèces reçu	1 200	1 882	182	2 897	341	852	166	
Titres adossés à des actifs acquis	57	–	–	–	–	–	–	
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	8	53	–	99	–	31	–	
Gain à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	8	27	1	49	6	14	2	

(1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.

(2) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 257 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 57 millions.

(3) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif pour nos droits de gestion relatifs à nos opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011 par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2011 s'établissaient à 1 675 millions de dollars (2 651 millions au 31 janvier 2011; 2 069 millions au 30 avril 2010). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.

(5) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (3) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(4) millions au 31 janvier 2011; néant au 30 avril 2010].

(6) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours de la période. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.

(7) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens et américains titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Activités de titrisation pour le semestre

	Pour le semestre terminé le				
	30 avril 2011			30 avril 2010 (1)	
	Créances sur cartes de crédit (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)
Prêts titrisés et vendus (7)	1 257 \$	4 848 \$	516 \$	2 403 \$	300 \$
Produit net en espèces reçu	1 200	4 779	523	2 367	301
Titres adossés à des actifs acquis	57	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	8	152	–	84	–
Gain à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	8	76	7	42	1

(1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de l'exercice.

(2) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du semestre terminé le 30 avril 2011, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 257 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 57 millions.

(3) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif pour nos droits de gestion relatifs à nos opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du semestre terminé le 30 avril 2011 par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2011 s'établissaient à 3 184 millions de dollars (3 833 millions au 30 avril 2010). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.

(5) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (7) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(6) millions au 30 avril 2010].

(6) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours de la période. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.

(7) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens et américains titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Note 5 : Titrisations (suite)

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date des activités de titrisation du trimestre terminé le 30 avril 2011.

Hypothèses clés (1), (2)

	Créances sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	0,25	3,36
Taux de remboursement	38,43 %	19,87 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	4,17 %	1,02 %
Taux d'actualisation	10,00 %	1,20 – 2,92 %
Pertes sur créances prévues	2,90 %	– %

- (1) Tous les taux sont annualisés à l'exception du taux de remboursement lié aux créances sur cartes de crédit, lequel est mensuel.
- (2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires résidentiels américains car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces opérations de titrisation.

Outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons vendu, au cours du trimestre, des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence d'une valeur comptable nette de 254 millions de dollars, pour un gain de 8 millions. Ces titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence, auparavant classés comme détenus à des fins de transaction, ont été reclassés dans les prêts en 2009 conformément aux modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Nous avons également vendu des prêts commerciaux de 24 millions de dollars à des tiers investisseurs au montant du capital au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011 (29 millions et néant au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2011 et le 30 avril 2010, respectivement), et des prêts de 53 millions au cours du semestre terminé le 30 avril 2011 (5 millions au cours du semestre terminé le 30 avril 2010). Les pertes à la vente pour chacune de ces périodes se sont établies à néant ou ont été minimes.

Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au							
	30 avril 2011 (1)				31 octobre 2010 (1)			
	Désignés comme des instruments de couverture				Désignés comme des instruments de couverture			
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture (2)	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture (2)
Actifs								
Instruments dérivés	307 \$	1 579 \$	117 \$	80 617 \$	505 \$	2 059 \$	307 \$	103 375 \$
Passifs								
Instruments dérivés	459 \$	119 \$	58 \$	85 127 \$	812 \$	60 \$	119 \$	107 919 \$
Instruments non dérivés	–	1 757	14 627	s.o.	–	1 002	8 732	s.o.

- (1) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et tous les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.
- (2) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 171 millions de dollars et des régimes 401(k) d'un montant minime (170 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2010).
- s.o. sans objet

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le								
	30 avril 2011			31 janvier 2011			30 avril 2010		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	(7)\$	s.o.	s.o.	(7)\$	s.o.	s.o.	(1)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	3	s.o.	s.o.	6	s.o.	s.o.	(11)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	11	s.o.	s.o.	45	s.o.	s.o.	42
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	(91)	s.o.	s.o.	(96)	s.o.	s.o.	(12)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	(1 472)	s.o.	s.o.	(520)	s.o.	s.o.	(1 601)
Gains (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	943	s.o.	s.o.	492	s.o.	s.o.	1 338
	(4)\$	(91)\$	(518)\$	(1)\$	(96)\$	17 \$	(12)\$	(12)\$	(221)\$

- (1) Des pertes après impôts de 66 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 (pertes de 69 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011; pertes de 8 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010).
- s.o. sans objet

Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)

	Pour le semestre terminé le					
	30 avril 2011			30 avril 2010		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	(14)\$	s.o.	s.o.	(4)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	9	s.o.	s.o.	(6)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	56	s.o.	s.o.	(12)
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	(187)	s.o.	s.o.	13	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	(1 992)	s.o.	s.o.	(2 062)
Gains (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	1 435	s.o.	s.o.	1 723
	(5)\$	(187)\$	(501)\$	(10)\$	13 \$	(351)\$

(1) Des pertes après impôts de 135 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le semestre terminé le 30 avril 2011 (gains de 9 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2010).

s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

	Au				
	30 avril 2011				31 octobre 2010
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Actifs dérivés (1)	20 748 \$	31 301 \$	30 571 \$	82 620 \$	106 246 \$
Passifs dérivés (2)	23 097	32 641	30 025	85 763	108 910

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis et collectivement.

(2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 171 millions de dollars et des régimes 401(k) d'un montant minime (170 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2010).

Note 7 : Acquisitions et cessions importantes**Acquisition**

Le 17 décembre 2010, nous avons conclu l'acquisition de BlueBay Asset Management plc (BlueBay), une société de gestion d'actifs ayant son siège social à Londres dont les actions sont négociées sur le marché, spécialisée dans les placements dans des titres à revenu fixe, dont les biens sous gestion se chiffrent à environ 39,1 milliards de dollars CA à la date d'acquisition. La répartition du coût de l'acquisition est provisoire et pourrait être révisée lorsque les estimations, les hypothèses et l'évaluation de l'actif et du passif seront finalisées. Il y a un décalage de un mois dans la présentation des résultats de BlueBay dans notre secteur Gestion de patrimoine.

	BlueBay Asset Management
Date d'acquisition	17 décembre 2010
Pourcentage des actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée dans la monnaie de l'opération	Paiement en espèces total de 924 millions de livres sterling
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 454 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis	262 \$
Juste valeur du passif pris en charge (1)	(171)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	91
Listes de clients et relations-clients (2)	175
Écart d'acquisition	1 188
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 454 \$

(1) Comprend un passif d'impôts reportés de 49 millions de dollars lié aux actifs incorporels acquis.

(2) Les listes de clients et les relations-clients sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de 5,45 ans.

Note 7 : Acquisitions et cessions importantes (suite)**Cession**

Le 29 avril 2011, nous avons conclu la vente de Liberty Life Insurance Company (Liberty Life), notre unité d'assurance vie aux États-Unis, à Athene Holding Ltd. Une perte estimative de 116 millions de dollars, avant et après impôts, y compris une radiation de l'écart d'acquisition de 7 millions, a été constatée au poste Revenus autres que d'intérêt – autres dans nos états financiers consolidés annuels de 2010. À la conclusion de la vente, nous avons révisé notre perte à la vente à 107 millions de dollars avant et après impôts. L'écart de 9 millions de dollars a été constaté au poste Autres des Revenus autres que d'intérêt du trimestre considéré.

Autres

Le 2 mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Philips, Hager & North Investment Management Ltd., dont les résultats ont été constatés dans ceux de notre secteur Gestion de patrimoine. La contrepartie versée comprenait des actions échangeables d'une de nos filiales. Le 29 avril 2011, en vertu des modalités de l'entente, la filiale a déclaré et versé aux détenteurs d'actions échangeables un dividende exceptionnel totalisant 38,5 millions de dollars, qui a été constaté au poste Frais d'émission et autres de notre état consolidé de la variation des capitaux propres. Le 2 mai 2011, date du troisième anniversaire de la conclusion de la vente, conformément aux modalités de l'entente, les actions échangeables émises par la filiale ont été remplacées par 6,4 millions d'actions ordinaires de RBC.

Note 8 : Entités à détenteurs de droits variables**Fonds de placement**

En contrepartie de commissions, au cours du premier trimestre de 2011, nous avons conclu un dérivé sur actions avec un fonds de placement, une entité à détenteurs de droits variables (EDDV). Ce dérivé offre aux investisseurs du fonds de placement le degré de risque souhaité lié à un autre fonds. Nous assurons une couverture économique de notre risque

lié à ce produit dérivé en investissant dans un autre fonds, que nous avons consolidé au premier trimestre car nous assumons la majorité des pertes prévues du fonds. Au 30 avril 2011, le total de l'actif de ce fonds, qui est inclus dans les titres détenus à des fins de transaction dans nos bilans consolidés, se chiffrait à 496 millions de dollars.

Note 9 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Charge au titre des prestations constituées	142 \$	151 \$	90 \$	293 \$	185 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	22	23	22	45	44

Note 10 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 1^{er} novembre 2010, RBC a émis des débetures subordonnées de 1,5 milliard de dollars portant intérêt à un taux fixe de 3,18 % par année (payé semestriellement) jusqu'au 2 novembre 2015 et au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,21 % par la suite jusqu'à leur échéance, le 2 novembre 2020 (payé trimestriellement). Le 12 avril 2011, RBC a remboursé la totalité des débetures subordonnées à 6,3 % échéant le 12 avril 2016 en circulation de 400 millions de dollars, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Actions ordinaires émises

	Pour le trimestre terminé le					
	30 avril 2011		31 janvier 2011		30 avril 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	927	52 \$	–	– \$	–	– \$
Options sur actions levées (2)	1 361	42	482	15	1 982	64
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (3)	641	37	497	26	–	–
	2 929	131 \$	979	41 \$	1 982	64 \$

	Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2011		30 avril 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	927	52 \$	2 862	161 \$
Options sur actions levées (2)	1 843	57	2 952	95
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (3)	1 138	63	–	–
	3 908	172 \$	5 814	256 \$

- (1) Notre régime de réinvestissement de dividendes est financé soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions autodétenues. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions autodétenues émises sans escompte par rapport au cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse qui précèdent le paiement de dividendes. Au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2011 et le 30 avril 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (3) Des actions autodétenues ont été émises. Se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour plus de détails à ce sujet.

Note 11 : Revenus liés aux activités de négociation et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 241 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 (augmentation de 614 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011; augmentation de 529 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010). Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 855 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction (augmentation de 1 001 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2010).

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010 (1)	30 avril 2011	30 avril 2010 (1)
Revenu net d'intérêt	313 \$	269 \$	344 \$	582 \$	734 \$
Revenus autres que d'intérêt	296	733	614	1 029	1 273
Total	609 \$	1 002 \$	958 \$	1 611 \$	2 007 \$

(1) Certains montants ont été modifiés par rapport aux résultats présentés auparavant.

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 56 millions de dollars (diminution de 246 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 ; augmentation de 50 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010). Au cours du semestre terminé le 30 avril 2011, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont diminué de 190 millions de dollars (augmentation de 163 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2010).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2011, ainsi qu'au cours des périodes correspondantes :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs autres que détenus à des fins de transaction	911 \$	954 \$	865 \$	1 865 \$	1 798 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie et autres activités connexes	1 676	1 778	1 318	3 454	2 832
Gains nets découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement	-	-	1	-	3
Total	2 587 \$	2 732 \$	2 184 \$	5 319 \$	4 633 \$

Note 12 : Impôts sur les bénéfices**Recouvrabilité de l'actif d'impôts reportés**

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôts reportés, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. L'actif d'impôts reportés représente les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation. Dans le cadre de notre examen de la capacité de réaliser notre actif d'impôts reportés au 30 avril 2011, nous avons évalué l'économie d'impôts liée à nos

services bancaires aux États-Unis, qui entraînent actuellement des résultats négatifs et contribuent aux éléments probants négatifs relevés. Cet examen nous a permis de conclure qu'il existe suffisamment d'éléments probants positifs indiquant que l'actif d'impôts reportés lié à nos services bancaires aux États-Unis est réalisable pour neutraliser les éléments probants négatifs. Dans l'ensemble, selon tous les éléments probants disponibles, nous sommes d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs se réaliseront grâce à une combinaison de résorptions futures d'écarts temporaires et d'un bénéfice imposable.

Impôts sur les bénéfices liés aux composantes des autres éléments du résultat étendu

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôts attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat étendu :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010 (1)
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	5 \$	(33) \$	50 \$	(28) \$	62 \$
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(19)	16	(6)	(3)	(36)
Gains nets de change liés aux activités de couverture	358	203	610	561	788
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	5	16	19	21	(5)
Reclassement aux résultats de gains (pertes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	26	27	3	53	(5)
Total de la charge d'impôt	375 \$	229 \$	676 \$	604 \$	804 \$

Note 13 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le		
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	1 506 \$	1 839 \$	1 329 \$	3 345 \$	2 826 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(65)	(65)	(129)	(129)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 442 \$	1 774 \$	1 264 \$	3 216 \$	2 697 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 426 504	1 424 094	1 420 375	1 425 279	1 419 242
Bénéfice de base par action	1,01 \$	1,25 \$	0,89 \$	2,26 \$	1,90 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 442 \$	1 774 \$	1 264 \$	3 216 \$	2 697 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 426 504	1 424 094	1 420 375	1 425 279	1 419 242
Options sur actions (1)	4 003	3 525	5 564	3 719	5 598
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 128	1 259	1 880	1 195	1 936
Actions échangeables (2)	6 413	6 413	6 413	6 413	6 413
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 438 048	1 435 291	1 434 232	1 436 606	1 433 189
Bénéfice dilué par action	1,00 \$	1,24 \$	0,88 \$	2,24 \$	1,88 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Lorsque le prix de levée des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action : pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, aucune option en cours; pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011, un nombre moyen de 4 075 235 options en cours ayant un prix de levée moyen de 55,05 \$; pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, aucune option en cours. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action pour le semestre : pour le semestre terminé le 30 avril 2011, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$; pour le semestre terminé le 30 avril 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$.
- (2) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. Se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 et à la note 7 des présents états financiers.

Note 14 : Garanties et éventualités

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	30 avril 2011		31 octobre 2010	
	Montant maximal potentiel des futurs paiements	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des futurs paiements	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options de vente position vendeur (1)	8 706 \$	219 \$	11 604 \$	365 \$
Facilités de garantie de liquidités (2), (3)	20 274	116	20 827	55
Produits à valeur stable (4)	18 049	171	19 683	172
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (3)	17 892	145	17 854	90
Rehaussements de crédit (3)	3 037	67	3 211	66
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	67	–	323	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) En 2008 et en 2009, certains conduits multicédants administrés par RBC offrant des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Aucun prélèvement de liquidités n'a été effectué au cours des semestres terminés les 30 avril 2010 et 2011. Nous continuons de recevoir des remboursements de capital, et ces montants en capital sont affectés à la réduction des soldes de prêts non remboursés. Au 30 avril 2011, ces prêts totalisaient 1,5 milliard de dollars US (1,4 milliard de dollars CA) (1,5 milliard de dollars US, 1,5 milliard de dollars CA au 31 octobre 2010), avant la provision pour pertes sur prêts de 2 millions de dollars US (2 millions de dollars CA) (2 millions de dollars US, 2 millions de dollars CA au 31 octobre 2010), et ils sont compris dans le poste Prêts – Prêts de gros de nos bilans consolidés.
- (3) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de

- 0,7 milliard de dollars (0,8 milliard au 31 octobre 2010) relativement aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères, lequel correspond au montant théorique du plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.
- (4) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 7,3 milliards de dollars (7,8 milliards au 31 octobre 2010) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 10,7 milliards (11,8 milliards au 31 octobre 2010) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une dotation à la provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre, nous avons constaté des pertes non réalisées de 16 millions de dollars (gain de 3 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011; gain de 28 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010).

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 30 avril 2011, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 58,5 milliards de dollars (52,1 milliards au 31 octobre 2010). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	30 avril 2011	31 octobre 2010
Encaisse et montants à recevoir de banques	660 \$	506 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 812	6 092
Prêts	13 243	12 822
Valeurs mobilières	59 901	45 034
Biens achetés en vertu de conventions de revente	48 422	42 847
Autres actifs	86	1 264
	128 124 \$	108 565 \$

Note 14 : Garanties et éventualités (suite)

	Au	
	30 avril 2011	31 octobre 2010
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 419 \$	2 332 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 751	2 154
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	33 787	31 359
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	63 005	47 786
Opérations sur produits dérivés	14 963	15 232
Obligations couvertes	9 953	8 557
Autres	1 246	1 145
	128 124 \$	108 565 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, les actifs donnés en garantie ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,3 milliards de dollars (3,4 milliards au 31 octobre 2010; 3,4 milliards au 30 avril 2010) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,2 milliards de dollars (4,0 milliards au 30 avril 2010) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'était en cours au 30 avril 2011, au 31 octobre 2010 ni au 30 avril 2010.

Biens affectés en garantie

Au 30 avril 2011, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 118,4 milliards de dollars (113,3 milliards au 31 octobre 2010). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 29,2 milliards de dollars (41,1 milliards au 31 octobre 2010) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre de poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. Bien que la direction soit d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites sans subir d'incidence financière importante, il s'agit de questions qui font largement appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon importante sur nos résultats d'exploitation pour toute période donnée.

Nous sommes défenderesse dans le cadre d'un recours collectif, lequel est assujéti à une enquête réglementaire relative au rôle que nous avons joué dans des opérations portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Nous coopérons pleinement à l'enquête réglementaire et nous nous défendons vigoureusement dans le contexte de cette poursuite. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. La direction estime toutefois que le règlement final de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

La direction revoit régulièrement l'état d'avancement des poursuites susmentionnées et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans ces litiges.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important à l'égard de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation consolidés.

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation

Résultats trimestriels

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T2/11	T1/11	T2/10	T2/11	T1/11	T2/10	T2/11	T1/11	T2/10
Revenu net d'intérêt	1 928 \$	1 976 \$	1 810 \$	89 \$	91 \$	72 \$	- \$	- \$	- \$
Revenus autres que d'intérêt	814	802	781	1 122	1 094	903	1 306	929	1 327
Total des revenus	2 742	2 778	2 591	1 211	1 185	975	1 306	929	1 327
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	247	257	302	-	-	-	-	-	-
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	1 021	629	1 096
Frais autres que d'intérêt	1 313	1 297	1 234	917	874	828	137	149	136
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 182	1 224	1 055	294	311	147	148	151	95
Charge (économie) d'impôts	331	342	319	74	90	57	2	6	(12)
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net (perte nette)	851 \$	882 \$	736 \$	220 \$	221 \$	90 \$	146 \$	145 \$	107 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	18	18	17	9	8	7	3	3	3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	833 \$	864 \$	719 \$	211 \$	213 \$	83 \$	143 \$	142 \$	104 \$
Total de l'actif (3)	293 900 \$	292 800 \$	278 900 \$	22 500 \$	22 600 \$	19 100 \$	9 800 \$	14 900 \$	13 900 \$

Résultats trimestriels

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (1)			Services de soutien généraux (1)		
	T2/11	T1/11	T2/10	T2/11	T1/11	T2/10	T2/11	T1/11	T2/10
Revenu net d'intérêt	331 \$	354 \$	351 \$	656 \$	623 \$	660 \$	(292) \$	(271) \$	(194) \$
Revenus autres que d'intérêt	229	258	252	860	1 405	940	89	128	65
Total des revenus	560	612	603	1 516	2 028	1 600	(203)	(143)	(129)
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	118	131	185	(5)	(27)	21	(16)	(27)	(4)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêt	507	489	510	936	1 126	862	25	11	2
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(65)	(8)	(92)	585	929	717	(212)	(127)	(127)
Charge (économie) d'impôts	(43)	(33)	(66)	175	311	216	(140)	(104)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	1	3	5	(1)	23	23	23
Bénéfice net (perte nette)	(23) \$	24 \$	(27) \$	407 \$	613 \$	502 \$	(95) \$	(46) \$	(79) \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	12	13	13	17	17	15	5	6	10
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(35) \$	11 \$	(40) \$	390 \$	596 \$	487 \$	(100) \$	(52) \$	(89) \$
Total de l'actif (3)	54 600 \$	55 500 \$	53 400 \$	362 400 \$	348 300 \$	302 100 \$	(14 300) \$	(13 000) \$	(12 300) \$

Résultats trimestriels

	Total		
	T2/11	T1/11	T2/10
Revenu net d'intérêt	2 712 \$	2 773 \$	2 699 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 420	4 616	4 268
Total des revenus	7 132	7 389	6 967
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	344	334	504
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 021	629	1 096
Frais autres que d'intérêt	3 835	3 946	3 572
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 932	2 480	1 795
Charge (économie) d'impôts	399	612	443
Part des actionnaires sans contrôle	27	29	23
Bénéfice net (perte nette)	1 506 \$	1 839 \$	1 329 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	64	65	65
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 442 \$	1 774 \$	1 264 \$
Total de l'actif (3)	728 900 \$	721 100 \$	655 100 \$

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats semestriels**

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Assurances	
	T2/11	T2/10	T2/11	T2/10	T2/11	T2/10
Revenu net d'intérêt	3 904 \$	3 689 \$	180 \$	150 \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	1 616	1 540	2 216	1 889	2 235	2 709
Total des revenus	5 520	5 229	2 396	2 039	2 235	2 709
Dotation à la provision pour pertes sur créances	504	620	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 650	2 226
Frais autres que d'intérêt	2 610	2 439	1 791	1 634	286	265
Bénéfice net avant charge d'impôts	2 406	2 170	605	405	299	218
Charge (économie) d'impôts	673	657	164	96	8	(7)
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	1 733 \$	1 513 \$	441 \$	309 \$	291 \$	225 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	36	32	17	15	6	6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 697 \$	1 481 \$	424 \$	294 \$	285 \$	219 \$
Total de l'actif (3)	293 900 \$	278 900 \$	22 500 \$	19 100 \$	9 800 \$	13 900 \$

Résultats semestriels

	Services bancaires internationaux		Marchés des Capitaux (1)		Services de soutien généraux (1)	
	T2/11	T2/10	T2/11	T2/10	T2/11	T2/10
Revenu net d'intérêt	685 \$	671 \$	1 279 \$	1 389 \$	(563) \$	(453) \$
Revenus autres que d'intérêt	487	480	2 265	2 051	217	186
Total des revenus	1 172	1 151	3 544	3 440	(346)	(267)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	249	360	(32)	51	(43)	(34)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	996	1 020	2 062	1 813	36	27
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(73)	(229)	1 514	1 576	(339)	(260)
Charge (économie) d'impôts	(76)	(146)	486	504	(244)	(96)
Part des actionnaires sans contrôle	2	1	8	(1)	46	46
Bénéfice net (perte nette)	1 \$	(84) \$	1 020 \$	1 073 \$	(141) \$	(210) \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	25	26	34	31	11	19
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(24) \$	(110) \$	986 \$	1 042 \$	(152) \$	(229) \$
Total de l'actif (3)	54 600 \$	53 400 \$	362 400 \$	302 100 \$	(14 300) \$	(12 300) \$

Résultats semestriels

	Total	
	T2/11	T2/10
Revenu net d'intérêt	5 485 \$	5 446 \$
Revenus autres que d'intérêt	9 036	8 855
Total des revenus	14 521	14 301
Dotation à la provision pour pertes sur créances	678	997
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 650	2 226
Frais autres que d'intérêt	7 781	7 198
Bénéfice net avant charge d'impôts	4 412	3 880
Charge d'impôts	1 011	1 008
Part des actionnaires sans contrôle	56	46
Bénéfice net	3 345 \$	2 826 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	129	129
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 216 \$	2 697 \$
Total de l'actif (3)	728 900 \$	655 100 \$

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Les ajustements liés au montant imposable équivalent font augmenter le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts.
- (2) Les dividendes sur actions privilégiées sont imputés aux secteurs en fonction du capital économique.
- (3) Comprend les soldes au comptant et les montants des prêts hypothécaires titrisés.

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme s'il exerçait ses activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements à l'égard de ce cadre. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2010, nous avons révisé nos méthodes d'attribution du capital économique de manière à refléter une attribution proportionnelle aux secteurs d'exploitation de capital non attribué précédemment. La méthode d'attribution révisée,

qui a été appliquée de façon prospective, assure une plus grande concordance de nos processus d'attribution du capital et des nouvelles exigences accrues de l'accord de Bâle III visant le capital. En outre, nous avons cessé d'attribuer certains coûts fonctionnels et liés à l'exploitation et à la technologie à notre secteur Services bancaires internationaux, puisqu'ils ne sont plus représentatifs des services fournis au nom de ce secteur. Cet ajustement, qui a été appliqué de manière prospective, a donné lieu à une diminution des coûts attribués aux Services bancaires internationaux.

Note 16 : Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital demeure inférieur au maximum prescrit par le BSIF.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

	Au	
	30 avril 2011	31 octobre 2010
Capital		
Capital de première catégorie	34 551 \$	33 972 \$
Capital total	39 824	37 625
Actif pondéré en fonction des risques		
Risque de crédit	188 683 \$	197 195 \$
Risque de marché	24 382	24 828
Risque opérationnel	40 170	38 433
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	253 235 \$	260 456 \$
Ratios de capital et coefficients		
Ratio du capital de première catégorie	13,6 %	13,0 %
Ratio du capital total	15,7 %	14,4 %
Ratio du capital-actions ordinaires de première catégorie	10,3 %	9,8 %
Coefficient actif-capital	16,2X	16,5X

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être préparés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus complète des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Bilans consolidés condensés

	Au								
	30 avril 2011 (1)			31 octobre 2010 (1), (2)			30 avril 2010		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 949 \$	(194)\$	8 755 \$	9 330 \$	(181) \$	9 149 \$	8 757 \$	(60) \$	8 697 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 223	(8 274)	4 949	13 252	(8 676)	4 576	8 888	(6 033)	2 855
Valeurs mobilières	209 007	(3 598)	205 409	193 331	(7 299)	186 032	188 236	(6 826)	181 410
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	79 830	(2 476)	77 354	72 698	(1 595)	71 103	52 804	(1 764)	51 040
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	295 469	498	295 967	292 206	(551)	291 655	283 069	(794)	282 275
Autres (3)	122 439	(42 562)	79 877	145 389	(63 366)	82 023	113 382	(39 436)	73 946
	728 917 \$	(56 606)\$	672 311 \$	726 206 \$	(81 668) \$	644 538 \$	655 136 \$	(54 913) \$	600 223 \$
Passif et capitaux propres									
Dépôts	441 377 \$	(16 580)\$	424 797 \$	433 033 \$	(20 071) \$	412 962 \$	397 840 \$	(15 396) \$	382 444 \$
Autres (4)	236 496	(38 890)	197 606	244 558	(61 156)	183 402	209 778	(39 151)	170 627
Débetures subordonnées	7 603	–	7 603	6 681	–	6 681	5 813	–	5 813
Titres de fiducie de capital	742	(742)	–	727	(727)	–	1 398	(1 398)	–
Total du passif	686 218	(56 212)	630 006	684 999	(81 954)	603 045	614 829	(55 945)	558 884
Capitaux propres de RBC (5)	40 435	(980)	39 455	38 951	(456)	38 495	38 064	(397)	37 667
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 264	586	2 850	2 256	742	2 998	2 243	1 429	3 672
Total des capitaux propres	42 699	(394)	42 305	41 207	286	41 493	40 307	1 032	41 339
	728 917 \$	(56 606)\$	672 311 \$	726 206 \$	(81 668) \$	644 538 \$	655 136 \$	(54 913) \$	600 223 \$

(1) Se reporter à la rubrique Opérations de titrisation et EDDV de la présente note pour plus de renseignements sur les actifs et les passifs financiers liés aux EDDV.

(2) En raison du retraitement de la perte estimative découlant de la vente de Liberty Life constatée au quatrième trimestre de 2010, nous avons retraité les données suivantes au 31 octobre 2010 : le montant constaté au poste Actifs – autres est passé de 81 825 millions de dollars à 82 023 millions, le total de l'actif est passé de 644 340 millions à 644 538 millions, les capitaux propres de RBC sont passés de 38 297 millions à 38 495 millions, le total des capitaux propres est passé de 41 295 millions à 41 493 millions et le montant constaté au poste Passif et capitaux propres est passé de 644 340 millions à 644 538 millions en vertu des PCGR des États-Unis.

(3) Comprend des ajustements de 64 296 millions de dollars au 30 avril 2011 (85 782 millions au 31 octobre 2010) liés aux dérivés, attribuables essentiellement aux montants compensatoires qui découlent des accords généraux de compensation conformément aux PCGR des États-Unis. Se reporter à la rubrique Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis – Droit de compensation, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

(4) Comprend des ajustements de 64 347 millions de dollars au 30 avril 2011 (84 378 millions au 31 octobre 2010) liés aux dérivés, attribuables essentiellement aux montants compensatoires qui découlent des accords généraux de compensation conformément aux PCGR des États-Unis. Se reporter à la rubrique Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis – Droit de compensation, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

(5) Au 30 avril 2011, notre bénéfice net consolidé comprenait un montant de 647 millions de dollars (583 millions au 31 octobre 2010) tiré des bénéfices non distribués de nos coentreprises et de placements comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation, conformément aux PCGR des États-Unis.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Éléments importants du rapprochement pour le bilan**

Le tableau suivant présente les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis.

PCGR du Canada	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Entités à débiteurs de droits variables	Classement et évaluation de certains instruments financiers	Sociétés en commandite	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Différences	PCGR des États-Unis
Au 30 avril 2011													
Actif													
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 949 \$	(129)	-	(65)	-	-	-	-	-	-	-	(194)	8 755 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 223	(3 958)	-	-	-	-	-	-	-	(4 316)	-	(8 274)	4 949
Valeurs mobilières	209 007	(4 690)	-	1 377	(265)	(297)	-	3 409	-	(3 136)	4	(3 598)	205 409
Biens achetés en vertu de conventions de vente et titres empruntés	79 830	(2 476)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 476)	77 354
Prêts	295 469	(805)	-	879	(318)	-	-	-	-	690	52	498	295 967
Autres actifs	122 439	224	2 627	(70)	675	311	-	249	8 184	(64 178)	124	(42 562)	79 877
Passif et capitaux propres													
Dépôts	441 377	(13 124)	-	3 976	25	-	-	-	-	(7 453)	(4)	(16 580)	424 797
Autres passifs	236 496	1 293	2 394	(1 422)	7	(18)	1 475	11 593	9 292	(63 487)	(17)	(38 890)	197 606
Entités à débiteurs de droits variables	7 603	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 603
Débiteures subordonnées	742	-	-	-	-	(742)	-	-	-	-	-	(742)	-
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 264	(3)	-	(171)	-	-	760	-	-	-	-	586	2 850
Capitaux propres	40 435	-	233	(262)	60	14	(1 226)	-	-	-	201	(980)	39 455

États consolidés condensés des résultats

	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 avril 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	1 506 \$	1 329 \$	3 345 \$	2 826 \$
Différences :				
Revenu net d'intérêt				
Coentreprises	(24)	(15)	(42)	(32)
Passif et capitaux propres	14	26	27	51
Entités à débiteurs de droits variables	43	-	91	-
Revenus autres que d'intérêt				
Comptabilisation des activités d'assurance	(187)	(304)	10	(700)
Produits dérivés et opérations de couverture	9	(8)	10	(13)
Reclassement de valeurs mobilières, perte de valeur de titres disponibles à la vente et application de l'option de la juste valeur	(32)	77	33	97
Entités à débiteurs de droits variables	4	-	18	-
Coentreprises	(171)	(165)	(342)	(333)
Autres (1)	8	-	8	-
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	183	321	(11)	704
Frais autres que d'intérêt				
Comptabilisation des activités d'assurance	10	14	23	28
Coentreprises	176	166	345	333
Entités à débiteurs de droits variables	2	-	2	-
Autres	(5)	29	(5)	68
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	21	(46)	(6)	(53)
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales				
Entités à débiteurs de droits variables	2	-	4	-
Passif et capitaux propres	(14)	(26)	(27)	(51)
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 545 \$	1 398 \$	3 483 \$	2 925 \$
Bénéfice de base par action (2)				
PCGR du Canada	1,01 \$	0,89 \$	2,26 \$	1,90 \$
PCGR des États-Unis	1,04 \$	0,94 \$	2,35 \$	1,97 \$
Bénéfice dilué par action (2)				
PCGR du Canada	1,00 \$	0,88 \$	2,24 \$	1,88 \$
PCGR des États-Unis	1,03 \$	0,93 \$	2,33 \$	1,95 \$

(1) Montant ayant trait à la perte découlant de la vente de Liberty Life. Se reporter à la rubrique intitulée « Cession de Liberty Life » présentée plus loin dans cette note.

(2) L'incidence du calcul du bénéfice par action selon la méthode des deux catégories a réduit le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice (la perte) dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour tous les exercices présentés.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

États consolidés condensés des flux de trésorerie

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR du Canada	150 \$	4 137 \$	(15 710)\$	3 025 \$
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net	39	69	138	99
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(1 835)	3 867	(1 189)	2 046
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis	(1 646)	8 073	(16 761)	5 170
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR du Canada	2 210	(3 677)	(9 681)	(9 893)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	346	(1 538)	(702)	(1 921)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis	2 556	(5 215)	(10 383)	(11 814)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada	(1 468)	(1 061)	25 203	7 470
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	1 440	(2 390)	1 740	(165)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis	(28)	(3 451)	26 943	7 305
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(146)	(177)	(193)	(198)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	736	(770)	(394)	463
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	8 019	9 467	9 149	8 234
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis	8 755 \$	8 697 \$	8 755 \$	8 697 \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices

	Au				
	30 avril 2011			31 octobre 2010	30 avril 2010
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis		
Ajustement transitoire (1)	59 \$	(80)\$	(21)\$	(21)\$	(21)\$
(Pertes) gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente :					
Ajustement transitoire et gains (pertes) non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable (2), (3)	–	159	159	83	(12)
(Pertes) gains non réalisés sur les autres titres, montant net	(32)	281	249	808	365
(Pertes) de change non réalisées, déduction faite des opérations de couverture	(2 249)	29	(2 220)	(1 648)	(1 671)
(Pertes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(385)	(56)	(441)	(633)	(402)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	(1 209)	(1 209)	(1 209)	(956)
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2 607)\$	(876)\$	(3 483)\$	(2 620)\$	(2 697)\$

- (1) Les différences liées aux ajustements transitoires comprennent principalement : i) un montant de (104) millions de dollars lié au reclassement, au 1^{er} novembre 2008, de certains titres disponibles à la vente dans les prêts, conformément aux modifications apportées par l'ICCA au chapitre 3855 (se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009); ii) un montant de (18) millions de dollars lié à l'adoption de la norme sur l'option de la juste valeur contenue dans l'Accounting Standards Codification (ASC) Topic 825-10 (FAS 159); se reporter à la rubrique Application de l'option de la juste valeur, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010; iii) un montant de (3) millions de dollars lié à la mise en œuvre des exigences en matière de date d'évaluation contenues dans l'ASC Topic 715 (FAS 158); se reporter à la rubrique Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.
- (2) En ce qui a trait aux titres de créance que nous n'avons pas l'intention de vendre ou qu'il est plus probable qu'improbable que nous n'aurons pas à les vendre avant le recouvrement des coûts après amortissement, la tranche liée au crédit de la perte non réalisée a été constatée dans les résultats et la tranche non liée au crédit a été constatée dans les autres éléments du résultat étendu, conformément aux PCGR des États-Unis.
- (3) L'ajustement de transition à l'adoption du Topic 320 de l'ASC (FSP FAS 115-2 et FAS 124-2) au 1^{er} mai 2009 s'est traduit par une perte nette non réalisée de 225 millions de dollars après impôts. Se reporter à la rubrique Perte de valeur durable d'un titre, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés du résultat étendu**

	Pour le trimestre terminé le			30 avril 2010
	30 avril 2011			
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	1 506 \$	39 \$	1 545 \$	1 398 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des ajustements de reclassement :				
Gains non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable ⁽¹⁾	–	26	26	9
Pertes non réalisées sur les autres titres, montant net	(61)	(61)	(122)	(21)
(Pertes) de change non réalisées	(1 472)	(4)	(1 476)	(1 603)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(1)	1	–	–
Gains nets de change liés aux opérations de couverture	943	–	943	1 338
Gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	13	–	13	42
Reclassement aux résultats de pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	65	–	65	8
Total du résultat étendu	993 \$	1 \$	994 \$	1 171 \$
Charge d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(14)\$	(41)\$	(55)\$	16 \$
Gains nets de change liés aux opérations de couverture	358	–	358	610
Gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	5	–	5	19
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	26	–	26	3
Total de la charge d'impôts	375 \$	(41)\$	334 \$	648 \$

(1) Représente les gains et pertes non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable depuis le 1^{er} mai 2009, soit la date de l'adoption du Topic 320 de l'ASC (FSP FAS 115-2 et FAS 124-21); se reporter à la rubrique Perte de valeur durable d'un titre, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

États consolidés du résultat étendu

	Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2011			30 avril 2010
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	3 345 \$	138 \$	3 483 \$	2 925 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts (Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des ajustements de reclassement :				
Gains non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable (1)	–	76	76	27
(Pertes) gains non réalisés sur les autres titres, montant net	(136)	(423)	(559)	9
(Pertes) de change non réalisés	(1 992)	(15)	(2 007)	(2 065)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(7)	7	–	–
Gains nets de change liés aux opérations de couverture	1 435	–	1 435	1 723
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	58	–	58	(12)
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les dérivés désignées comme couverture des flux de trésorerie	134	–	134	(9)
Total du résultat étendu	2 837 \$	(217)\$	2 620 \$	2 598 \$
Charge d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(31)\$	(185)\$	(216)\$	21 \$
Gains nets de change liés aux opérations de couverture	561	–	561	788
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	21	–	21	(5)
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les dérivés désignées comme couverture des flux de trésorerie	53	–	53	(5)
Total de la charge d'impôts	604 \$	(185)\$	419 \$	799 \$

(1) Représente les gains et pertes non réalisés sur les titres de créance ayant subi une perte de valeur durable depuis le 1^{er} mai 2009, soit la date de l'adoption du Topic 320 de l'ASC (FSP FAS 115-2 et FAS 124-21); se reporter à la rubrique Perte de valeur durable d'un titre, à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Cession de Liberty Life

Comme en fait état la note 7, la vente de Liberty Life à Athene Holding Ltd. a été conclue le 29 avril 2011. Au cours du processus de finalisation de la vente, nous avons établi que la perte estimative que nous avons constatée au quatrième trimestre de 2010 ne tient pas compte de l'incidence des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente. Par conséquent, nous avons retraité la perte estimative, qui a été constatée au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres revenus au quatrième trimestre de 2010; le montant de la perte est ainsi passé de 414 millions de dollars à 216 millions avant et après impôts. Cette erreur n'a pas eu d'incidence sur les périodes antérieures au quatrième trimestre de 2010.

Au moment de la conclusion de la vente, nous avons déterminé que la perte se chiffre à 199 millions de dollars avant et après impôts. L'écart entre le montant de 216 millions de dollars constaté au quatrième trimestre de 2010 et ce montant a été constaté au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres revenus. Les tableaux suivants présentent l'information financière retraitée, y compris la perte à la vente :

	Pour l'exercice terminé le	
	31 octobre 2010	
	Montant présenté antérieurement	Montant retraité
Information financière de Liberty Life		
Revenus autres que d'intérêt	35 \$	233 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance et charges actuarielles	(371)	(371)
Intérêts débiteurs nets	(62)	(62)
Perte nette avant impôts	(398)	(200)
Perte nette	(400)	(202)
États consolidés condensés des résultats de RBC		
Revenus autres que d'intérêt – Autres	(298)\$	(100)\$
Bénéfice net, PCGR des États-Unis	4 966 \$	5 164 \$
Bénéfice de base par action – PCGR des États-Unis (1)	3,41 \$	3,45 \$
Bénéfice dilué par action – PCGR des États-Unis (1)	3,38 \$	3,42 \$

(1) Dans les résultats présentés précédemment pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été surestimés, par inadvertance, de 10 cents chacun. Les montants réels s'établissent à 3,31 \$ et à 3,28 \$, respectivement.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Valeurs mobilières**

Le tableau suivant illustre la durée des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance. Se reporter à la note 3 pour connaître les raisons pour lesquelles ces titres sont considérés comme ayant subi une perte de valeur temporaire au 30 avril 2011. Le montant brut des pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente en vertu des PCGR des États-Unis est plus élevé

que celui calculé en vertu des PCGR du Canada et est présenté à la note 3, la différence tenant principalement au fait que certains de ces titres ont été désignés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés selon l'option de la juste valeur et également au reclassement de certains titres disponibles à la vente dans les prêts en vertu des PCGR du Canada.

Juste valeur et pertes non réalisées liées aux titres disponibles à la vente

	Au 30 avril 2011					
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total	
	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées
Créances – Gouvernement canadien						
Gouvernement fédéral	93 \$	3 \$	– \$	– \$	93 \$	3 \$
Provinces et municipalités	221	9	13	1	234	10
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	23	110	18	2 016	41
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	790	4	109	2	899	6
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	73	3	692	66	765	69
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	–	162	33	162	33
Titres autres que des TGC	483	1	728	18	1 211	19
Titres de créance de sociétés et autres créances	2 690	18	559	179	3 249	197
Titres de participation	13	–	38	3	51	3
Titres de substitut de prêt	–	–	209	12	209	12
	6 269 \$	61 \$	2 620 \$	332 \$	8 889 \$	393 \$

(1) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. La juste valeur et les pertes non réalisées liées aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de moins de 12 mois s'établissent à néant et à néant, respectivement, et pour les créances de 12 mois ou plus, elles s'établissent à néant et à néant, respectivement.

	Au 31 octobre 2010					
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total	
	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées
Créances – Gouvernement canadien						
Gouvernement fédéral	510 \$	1 \$	– \$	– \$	510 \$	1 \$
Provinces et municipalités	17	1	10	–	27	1
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	748	3	42	1	790	4
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	774	3	16	1	790	4
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	119	7	1 390	186	1 509	193
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	–	198	17	198	17
Titres autres que des TGC	1 099	6	508	29	1 607	35
Titres de créance de sociétés et autres créances	2 486	87	774	182	3 260	269
Titres de participation	26	6	45	5	71	11
Titres de substitut de prêt	–	–	192	28	192	28
	5 779 \$	114 \$	3 175 \$	449 \$	8 954 \$	563 \$

(1) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. La juste valeur et les pertes non réalisées liées aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de moins de 12 mois s'établissent à néant et à néant, respectivement, et pour les créances de 12 mois ou plus, elles s'établissent à 58 millions et à 2 millions, respectivement.

Perte de valeur durable d'un titre

Le Topic 320 de l'Accounting Standards Codification (ASC), intitulé *Investments – Debt and Equity Securities*, fournit des directives en matière d'évaluation d'une perte de valeur et les principes de constatation de la perte de valeur durable pour les titres de créance et accroît les exigences de présentation et d'informations à fournir pour les titres de créance et de capitaux propres. En vertu de ces lignes directrices, la perte non réalisée sur un titre de créance disponible à la vente est durable lorsque : i) l'entité a l'intention de vendre le titre; ii) il est plus probable qu'improbable que l'entité devra vendre le titre avant

que le coût après amortissement ne puisse être recouvré ou iii) l'entité ne prévoit pas recouvrer la totalité du coût après amortissement du titre (perte liée au crédit) même si elle ne vendra pas le titre. Si l'une des deux premières conditions est respectée, le montant total de la perte non réalisée comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu devrait être constaté dans les résultats. Si ces deux conditions ne sont pas respectées, mais que l'entité a subi une perte liée au crédit sur le titre, la perte liée au crédit et la perte non liée au crédit sont constatées dans les résultats et dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Pertes de valeur durables des titres de créance disponibles à la vente**

	Pour le trimestre terminé le	
	30 avril 2011	30 avril 2010
Pertes sur créances liées aux titres que nous n'avons pas l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous ne devons pas les vendre	2 \$	10 \$
Total des pertes liées aux titres que nous avons l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous devons les vendre	—	17
Total des réductions de valeur des titres de créance constatées aux résultats	2 \$	27 \$
Ajouter : pertes non liées au crédit sur les titres de créance constatées dans les autres éléments du résultat étendu (avant impôts sur les bénéfices) (1)	31	18
Total des pertes de valeur durables réalisées et non réalisées	33 \$	45 \$

(1) Le solde présenté exclut un montant de 50 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 (59 millions au 30 avril 2010) au titre des gains bruts non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu relativement aux titres dont la juste valeur a été recouvrée depuis la dernière période.

	Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	30 avril 2010
Pertes sur créances liées aux titres que nous n'avons pas l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous ne devons pas les vendre	20 \$	49 \$
Total des pertes liées aux titres que nous avons l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous devons les vendre	—	29
Total des réductions de valeur des titres de créance constatées aux résultats	20 \$	78 \$
Ajouter : pertes non liées au crédit sur les titres de créance constatées dans les autres éléments du résultat étendu (avant impôts sur les bénéfices) (1)	21	23
Total des pertes de valeur durables réalisées et non réalisées	41 \$	101 \$

(1) Le solde présenté exclut un montant de 96 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2011 (80 millions au 30 avril 2010) au titre des gains bruts non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu relativement aux titres dont la juste valeur a été recouvrée depuis la dernière période.

Cumul des pertes de valeur durables sur créances comptabilisées relativement aux titres de créance disponibles à la vente

	Au	
	30 avril 2011	31 octobre 2010
Solde au début	389 \$	401 \$
Pertes sur créances comptabilisées dans les résultats relativement aux titres de créance qui n'avaient pas fait l'objet d'une perte de valeur auparavant	16	38
Pertes sur créances comptabilisées dans les résultats relativement aux titres de créance qui avaient fait l'objet d'une perte de valeur auparavant	4	61
Réductions liées aux titres que nous avons l'intention de vendre ou pour lesquels il est plus probable qu'improbable que nous serons tenus de les vendre avant le recouvrement des coûts après amortissement	—	(6)
Réductions liées aux titres vendus ou échus au cours de la période	(155)	(105)
Solde à la fin	254 \$	389 \$

Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir la méthode et les principales données utilisées pour déterminer les pertes sur créances.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Le tableau suivant présente les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance que nous détenions à la fin de la période, évalués à la valeur comptable :

	Durée jusqu'à l'échéance (2)						Au 30 avril 2011 Total	Au 31 octobre 2010 Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise		
Titres disponibles à la vente (1)								
Créances – Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral								
Coût après amortissement	195	526	8 857	86	80	–	9 744	16 478
Juste valeur	196	530	9 114	90	80	–	10 010	16 950
Provinces et municipalités								
Coût après amortissement	–	298	670	56	1 848	–	2 872	3 046
Juste valeur	–	302	688	57	2 013	–	3 060	3 407
Créances d'États, de municipalités et d'organisme américains								
Coût après amortissement	606	473	268	14	3 149	–	4 510	4 841
Juste valeur	606	473	267	15	3 125	–	4 486	4 986
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE								
Coût après amortissement	2 688	56	389	165	34	–	3 332	2 122
Juste valeur	2 690	57	392	164	36	–	3 339	2 145
Titres adossés à des créances hypothécaires								
Coût après amortissement	1	4	96	68	929	–	1 098	2 328
Juste valeur	1	4	99	70	875	–	1 049	2 177
Titres adossés à des actifs								
Coût après amortissement	–	157	415	1 003	1 130	–	2 705	3 148
Juste valeur	–	159	415	971	1 134	–	2 679	3 142
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances								
Coût après amortissement	2 920	1 959	4 091	662	2 203	38	11 873	14 195
Juste valeur	2 925	1 959	4 256	673	2 193	15	12 021	14 601
Titres de participation								
Coût	–	–	–	–	–	313	313	424
Juste valeur	–	–	–	–	–	376	376	465
Titres de substitut de prêt								
Coût	–	–	–	–	–	221	221	221
Juste valeur	–	–	–	–	–	209	209	192
Coût après amortissement	6 410	3 473	14 786	2 054	9 373	572	36 668	46 803
Juste valeur	6 418	3 484	15 231	2 040	9 456	600	37 229	48 065
Titres détenus jusqu'à l'échéance (1)								
Coût après amortissement	110	88	66	51	1	–	316	225
Juste valeur	110	88	66	51	1	–	316	225
Total de la valeur comptable des titres (1)	6 528 \$	3 572 \$	15 297 \$	2 091 \$	9 457 \$	600 \$	37 545 \$	48 290 \$

(1) Les titres disponibles à la vente, y compris les titres de substitut de prêt, sont comptabilisés à la juste valeur, et les titres détenus jusqu'à l'échéance sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.

Cadre d'évaluation de la juste valeur*Hiérarchie de la juste valeur*

Le Topic 820 de l'ASC, intitulé *Fair Value Measurements and Disclosures*, (Topic 820) établit un cadre d'évaluation de la juste valeur et prescrit, aux fins de la présentation d'informations, une hiérarchie de la juste valeur à trois niveaux, selon la transparence des données prises en compte dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs. Se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir des détails sur les lignes directrices, ainsi qu'à la note 2 des présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir la hiérarchie de la juste valeur et le rapprochement des instruments financiers de niveau 3 en vertu des PCGR du Canada. Les soldes des instruments financiers selon la hiérarchie de la juste

valeur en vertu des PCGR des États-Unis diffèrent de ceux établis en vertu des PCGR du Canada, principalement en raison de la consolidation de certaines EDDV, des garanties autres qu'en espèces, de la comptabilisation à la date de la transaction, du choix de l'option de la juste valeur en vertu des PCGR du Canada pour les placements soutenant les obligations liées aux indemnités au titre des contrats d'assurances vie et maladie comparativement au classement dans les titres disponibles à la vente en vertu des PCGR des États-Unis, de la comptabilisation des coentreprises et des sociétés en commandite, ainsi que du droit de compensation lié aux produits dérivés et aux garanties en espèces connexes. Pour obtenir les montants de ces écarts de rapprochement, se reporter au tableau des éléments importants du rapprochement pour le bilan présenté précédemment dans cette note.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)*Modèles d'évaluation et données prises en compte*

La juste valeur de certains instruments classés dans le niveau 2 ou 3, selon la hiérarchie de la juste valeur présentée à la note 2, est établie au moyen de modèles d'évaluation. Les principaux instruments financiers ci-après sont évalués au moyen de la méthode par les résultats, et leurs données importantes sont essentiellement des courbes de rendement des taux d'intérêt, des corrélations, des points de majoration appliqués au cours du change, des taux de dividendes et des taux de volatilité à l'égard de leur monnaie et de leur durée à l'échéance respectives. Certaines des données du modèle à court et à long terme que nous avons utilisées sont présentées ci-après :

- Les données sur les taux d'intérêt liés au papier commercial, aux certificats de dépôt, aux acceptations bancaires, aux dépôts bancaires, aux billets de banque et aux billets se présentent comme suit : a) en ce qui concerne les dépôts bancaires, de 0,09 % à 2,84 % pour les instruments américains d'une durée allant de une semaine à cinq ans, et de 1,10 % à 1,20 % pour les instruments canadiens d'une durée allant de une semaine à trois mois, b) de 1,01 % à 1,55 % pour les acceptations bancaires canadiennes d'une durée allant de moins de un mois à plus de six mois, c) de 0,15 % à 0,24 % (dollar US) pour les certificats de dépôt d'une durée allant de un mois à six mois et de 1,20 % (euro) pour les certificats de dépôt d'une durée de un mois, d) de 0,21 % à 0,28 % pour le papier commercial aux États-Unis d'une durée allant de une semaine à trois mois, e) de 1,02 % à 1,26 % pour le papier commercial au Canada d'une durée allant de une semaine à trois mois et f) de 0,95 % à 1,20 % pour les billets de banque et les billets d'une durée allant de moins de un mois à plus de trois mois.
- Les taux d'intérêt à un jour des biens achetés en vertu de convention de revente et des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat (livre sterling, euro, dollar canadien, dollar américain et dollar australien) varient entre 0,14 % et 3,00 %, tandis que les taux à moyen terme (une semaine) et à long terme (un mois) varient entre 0,19 % et 4,78 % et entre 0,21 % et 4,80 %, respectivement.
- Les données sur les taux d'intérêt liés aux swaps de taux d'intérêt se présentent comme suit : a) de 1,91 % à 4,19 % pour les swaps libellés en dollars canadiens d'une durée allant de 2 à 20 ans, b) de 0,78 % à 4,03 % pour les swaps libellés en dollars américains d'une durée allant de 2 à 20 ans, c) de 0,22 % à 1,03 % pour les swaps libellés en yens japonais d'une durée allant de 2 à 10 ans, d) de 1,42 % à 3,93 % pour les swaps libellés en livres sterling d'une durée allant de 2 à 30 ans, e) de 2,20 % à 3,75 % pour les swaps libellés en euros d'une durée allant de 2 à 30 ans, f) de 1,02 % à 1,58 % pour les swaps libellés en francs suisses d'une durée allant de 1 an à 5 ans et g) de 5,22 % à 5,91 % pour les swaps libellés en dollars australiens d'une durée allant de 2 à 10 ans.
- Les données à l'égard de la volatilité pour les options sur taux d'intérêt non classiques se présentent comme suit : a) de 29,63 % à 12,18 % pour les options libellées en dollars canadiens d'une durée allant de un mois à 20 ans, b) de 62,67 % à 13,58 % pour les options libellées en dollars américains d'une durée allant de un mois à 20 ans, c) de 31,19 % à 22,96 % pour les options libellées en yens japonais d'une durée de un mois à 20 ans et d) de 56,24 % à 11,31 % pour les options libellées en livres sterling d'une durée allant de un mois à 20 ans.
- Les données à l'égard de la volatilité pour les options sur taux d'intérêt classiques se présentent comme suit : a) de 29,61 % à

18,02 % pour les options libellées en euros d'une durée allant de un mois à 20 ans et b) de 77,72 % à 14,46 % pour les options libellées en dollars américains d'une durée allant de un mois à 25 ans.

- Les données à l'égard de la volatilité pour les options sur swap libellées en dollars canadiens d'une durée allant de un mois à 20 ans varient entre 17,24 % et 16,88 %.
- Les données à l'égard de la volatilité pour les options de change sur les dérivés hors cote sont les suivantes : a) de 9,55 % à 10,32 % pour les options libellées en dollars canadiens d'une durée allant de six mois à cinq ans, b) de 13,15 % à 20,18 % pour les options libellées en yens japonais d'une durée allant de un an à 20 ans, c) de 9,65 % à 11,82 % pour les options libellées en livres sterling d'une durée allant de six mois à cinq ans et d) de 12,35 % à 12,05 % pour les options libellées en euros d'une durée allant de six mois à cinq ans.
- Le nombre de points de base ajoutés au cours du change au comptant en vue de calculer le cours du change canadien à terme du contrat de change à terme varie entre 0,21 point pour le cours à un jour et 109 points pour le cours sur un an.
- Les taux de dividendes canadiens sur les contrats à terme de gré à gré et les swaps sur actions se situent entre 0 % et 6,7 % pour les contrats d'une durée de 1,5 an et entre 1,33 % et 6,01 % pour les contrats d'une durée de 3,5 ans.
- Les taux de corrélation des TGC libellés en dollars canadiens et américains d'une durée allant de 1,1 an à 5,7 ans se situent entre 38,90 % et 57,50 % et entre 60,00 % et 53,50 %, respectivement.

Placements dans certaines entités qui calculent une valeur liquidative par action

Nos placements non traditionnels comprennent essentiellement les fonds de couverture détenus à des fins de couverture du risque lié aux opérations sur dérivés sur actions conclues avec des tiers en contrepartie de commissions. La juste valeur de ces placements est fondée sur la valeur liquidative des fonds de couverture. Au 30 avril 2011, la juste valeur de nos placements dans des fonds de couverture établis aux États-Unis et à l'étranger se chiffrait à 1 080 millions de dollars (553 millions au 31 octobre 2010) et à 1 848 millions (2 021 millions au 31 octobre 2010), respectivement, et il n'y avait aucun engagement non capitalisé lié à ces fonds. Ces fonds de couverture établis aux États-Unis et à l'étranger ont recours à une vaste gamme de stratégies de placement qui visent l'utilisation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'autres instruments financiers. En général, les dispositions de rachat de ces fonds de couverture a) exigent des périodes de préavis allant de 5 jours à plus de 180 jours, b) permettent des rachats hebdomadaires, mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels, c) peuvent inclure des dispositions de blocage qui limitent la capacité de rachat pour une période de 3 à 36 mois à compter de la date de placement et d) sont souvent assorties de mécanismes pour bloquer ou autrement limiter les rachats nonobstant les éléments a) à c) ci-dessus.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur

En vertu du Topic 825-10 de l'ASC, intitulé *Financial Instruments*, une entité peut comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et le Topic établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Notre méthode de comptabilisation relative à l'option de la juste valeur est décrite à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 et à la rubrique Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis figurant à la note 31 de ces états annuels. Le tableau suivant présente les catégories d'actifs et de passifs financiers qui étaient évalués selon l'option de la juste valeur conformément aux lignes directrices en vertu du Topic 815-15-25 de l'ASC, intitulé *Derivatives and Hedging – Embedded Derivatives*, et du Topic 825-10 de l'ASC, ainsi que l'écart entre la juste valeur totale et la valeur totale à l'échéance contractuelle des prêts et des emprunts à long terme qui ont été évalués à la juste valeur en vertu de ces normes :

	Au					
	30 avril 2011			31 octobre 2010		
	Juste valeur totale – valeur comptable	Valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur totale – valeur comptable	Valeur à l'échéance contractuelle	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur à l'échéance contractuelle
Actifs financiers						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 457 \$	6 457 \$	– \$	6 193 \$	6 193 \$	– \$
Valeurs mobilières – titres détenus à des fins de transaction	8 210	s.o.	s.o.	6 258	s.o.	s.o.
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	54 524	54 563	(39)	51 713	51 747	(34)
Prêts – Prêts de détail	65	64	1	179	176	3
Prêts – Prêts de gros	2 198	2 221	(23)	2 899	3 000	(101)
Prêts productifs	2 198	2 221	(23)	2 899	3 000	(101)
En souffrance de 90 jours ou plus mais non compris dans les prêts douteux	–	–	–	–	–	–
Passifs financiers						
Dépôts						
Particuliers	3 091 \$	3 013 \$	78 \$	3 237 \$	3 300 \$	(63)\$
Entreprises et gouvernements	57 208	57 270	(62)	62 654	62 597	57
Banques	7 364	7 364	–	9 479	9 479	–
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	24 431	24 433	(2)	26 242	26 243	(1)
Autres passifs	60	60	–	127	127	–
Débitures subordonnées	105	117	(12)	119	127	(8)

Les gains non réalisés sur ces actifs et sur ces passifs comptabilisés en résultat pour le semestre terminé le 30 avril 2011 se sont établis à 108 millions de dollars. Le montant des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit lié aux prêts et aux créances et aux modifications de nos écarts de taux liés à nos instruments financiers, ainsi que la méthode de détermination de ce montant sont présentés à la note 2. Les variations de la juste valeur depuis le 1^{er} novembre 2010 attribuables aux modifications du risque de crédit à l'égard des prêts de gros et aux modifications de nos écarts de taux sur nos passifs liés aux dépôts à terme et nos débiteures subordonnées, ne sont pas importantes.

Les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs de ces titres d'emprunt et de ces prêts sont évalués en fonction de leur taux d'intérêt et comptabilisés dans le revenu net d'intérêt.

Produits dérivés et opérations de couverture

Le Topic 815 de l'ASC, intitulé *Derivatives and Hedging*, exige qu'une entité explique comment et pourquoi elle utilise les dérivés, comment elle comptabilise ceux-ci et tout élément couvert connexe et quelle est l'incidence des dérivés et des éléments couverts sur sa situation financière, son rendement et ses flux de trésorerie. Se reporter aux notes 1 et 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour plus de renseignements sur notre utilisation des instruments dérivés et des activités de couverture.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Juste valeur des dérivés selon les principaux types de produits**

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au							
	30 avril 2011				31 octobre 2010			
	Désignés comme des instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme des instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture (1)
Actifs								
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	307 \$	1 579 \$	– \$	44 973 \$	505 \$	2 059 \$	– \$	65 030 \$
Contrats de change	–	–	117	36 303	–	–	307	29 448
Dérivés de crédit	–	–	–	792	–	–	–	2 023
Autres contrats	–	–	–	5 646	–	–	–	3 757
Total	307 \$	1 579 \$	117 \$	87 714 \$	505 \$	2 059 \$	307 \$	100 258 \$
Passifs								
Instruments financiers dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	459 \$	119 \$	– \$	42 650 \$	812 \$	60 \$	– \$	61 226 \$
Contrats de change	–	–	58	40 876	–	–	119	34 873
Dérivés de crédit	–	–	–	817	–	–	–	1 718
Autres contrats	–	–	–	7 733	–	–	–	5 346
Total	459 \$	119 \$	58 \$	92 076 \$	812 \$	60 \$	119 \$	103 163 \$
Instruments financiers non dérivés	– \$	– \$	14 627 \$	s.o.	– \$	– \$	8 732 \$	s.o.

(1) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 171 millions de dollars (170 millions au 31 octobre 2010) et des régimes 401(k) d'un montant minime (2 millions au 31 octobre 2010).

s.o. sans objet.

Activités de couverture selon les principaux types de produits

		Pour le trimestre terminé le					
		30 avril 2011			30 avril 2010		
		Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur	Tranche inefficace						
	Contrats de taux d'intérêt	(5)\$	s.o.	s.o.	(1)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie	Tranche inefficace						
	Contrats de taux d'intérêt	3	s.o.	s.o.	(11)	s.o.	s.o.
	Tranche efficace						
	Contrats de taux d'intérêt	s.o.	s.o.	13	s.o.	s.o.	48
	Autres contrats	s.o.	s.o.	(2)	s.o.	s.o.	(6)
	Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)						
	Contrats de taux d'intérêt	s.o.	(101)	s.o.	s.o.	(12)	s.o.
	Autres contrats	s.o.	10	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Couvertures de l'investissement net	Pertes de change	s.o.	s.o.	(1 476)	s.o.	s.o.	(1 603)
	Gains liés aux couvertures						
	Contrats de change	s.o.	s.o.	400	s.o.	s.o.	1 155
	Instruments financiers non dérivés	s.o.	s.o.	543	s.o.	s.o.	183
	Total	(2)\$	(91)\$	(522)\$	(12)\$	(12)\$	(223)\$

(1) Des pertes après impôts de 66 millions de dollars (pertes de 8 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010) ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 30 avril 2011.

s.o. sans objet.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

		Pour le semestre terminé le					
		30 avril 2011			30 avril 2010		
		Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur	Tranche inefficace Contrats de taux d'intérêt	3 \$	s.o.	s.o.	(5)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie	Tranche inefficace Contrats de taux d'intérêt	8	s.o.	s.o.	(5)	s.o.	s.o.
	Tranche efficace Contrats de taux d'intérêt	s.o.	s.o.	52	s.o.	s.o.	(2)
	Autres contrats Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	s.o.	4	s.o.	s.o.	(10)
	Contrats de taux d'intérêt	s.o.	(197)	s.o.	s.o.	19	s.o.
	Autres contrats	s.o.	10	s.o.	s.o.	(6)	s.o.
Couvertures de l'investissement net	Pertes de change	s.o.	s.o.	(2 007)	s.o.	s.o.	(2 065)
	Gains liés aux couvertures Contrats de change	s.o.	s.o.	776	s.o.	s.o.	1 497
	Instruments financiers non dérivés	s.o.	s.o.	659	s.o.	s.o.	226
		11 \$	(187)\$	(516)\$	(10)\$	13 \$	(354)\$

(1) Des pertes après impôts de 135 millions de dollars (gains de 9 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2010) ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le semestre terminé le 30 avril 2011.

s.o. sans objet.

Revenus liés aux activités de négociation et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Revenus autres que d'intérêt				
Taux d'intérêt et crédit	289 \$	507 \$	875 \$	1 095 \$
Capitaux propres	(44)	(19)	43	(27)
Opérations de change et opérations sur marchandises (1)	79	139	180	232
Total	324 \$	627 \$	1 098 \$	1 300 \$

(1) Incluant des métaux précieux.

Caractéristiques liées à des situations incertaines

Certains de nos instruments dérivés sont assortis de dispositions qui lient les exigences en matière de garantie aux cotes de crédit qui nous sont attribuées par les principales agences de notation. Si nos cotes de crédit diminuaient, certaines contreparties aux instruments dérivés pourraient demander le paiement immédiat du passif dérivé net ou une garantie à un jour immédiate et continue à l'égard de ce passif. La juste valeur nette totale de l'ensemble des instruments dérivés assortis d'exigences en matière de garantie qui étaient en position de passif net au 30 avril 2011 s'établit à 16,3 milliards de dollars (18,3 milliards au 31 octobre 2010), montant au titre duquel nous avons donné une garantie de 13,1 milliards (14,9 milliards au 31 octobre 2010) dans le cours normal des activités. Si nos cotes de crédit avaient baissé à BBB au 30 avril 2011, nous aurions été tenus de donner un montant additionnel de 2,9 milliards de dollars en garantie (2,7 milliards au

31 octobre 2010) aux contreparties de ces contrats. Dans l'éventualité où nos cotes de crédit baisseraient en deçà de BBB, nous ne nous attendons pas à ce que le montant supplémentaire qui devrait être donné en garantie soit important.

Dérivés de crédit et garanties

En vertu du Topic 815 de l'ASC, des informations supplémentaires sur les répercussions défavorables possibles des variations du risque de crédit sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie des entités qui vendent des dérivés de crédit, y compris ceux qui sont incorporés à des instruments hybrides, doivent être présentées. Les lignes directrices modifient également le Topic 460 de l'ASC, intitulé *Garanties*, en ce sens qu'elles exigent la présentation d'informations supplémentaires sur l'état actuel du risque lié au paiement ou à l'exécution d'une garantie. Se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir des détails sur la nature de ces contrats.

Le tableau ci-dessous illustre les dérivés de crédit pour lesquels nous vendons une protection de crédit. Ces dérivés ont été classés comme des titres jouissant d'une cote de première qualité ou d'une cote de qualité inférieure, en fonction de la qualité du crédit de l'actif référencé sous-jacent lié au dérivé de crédit. La valeur nominale de la plupart des dérivés de crédit représente le montant maximal que nous sommes tenus de payer. Cependant, nous ne surveillons pas uniquement le risque lié aux dérivés de crédit auquel nous sommes exposés en nous basant sur la valeur nominale, car cette mesure ne tient pas compte de la probabilité de réalisation. Par conséquent, la valeur nominale ne constitue pas un indicateur fiable du risque lié à ces contrats auquel nous sommes exposés.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Dérivés de crédit – protection vendue selon la cote/l'échéance

	Au											
	30 avril 2011						31 octobre 2010					
	Paiement maximal/valeur nominale				Juste valeur		Paiement maximal/valeur nominale				Juste valeur	
	Moins de un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Positive	Négative	Moins de un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Positive	Négative
Swaps sur défaillance (1)												
Cote de première qualité (2)	458 \$	1 691 \$	1 107 \$	3 256 \$	47 \$	189 \$	1 718 \$	5 759 \$	1 351 \$	8 828 \$	85 \$	79 \$
Cote de qualité inférieure (2)	284	738	315	1 337	33	60	1 906	8 708	2 639	13 253	200	646
Aucune cote	1 576	7 167	1 998	10 741	87	46	213	8 071	3 120	11 404	74	90
	2 318 \$	9 596 \$	3 420 \$	15 334 \$	167 \$	295 \$	3 837 \$	22 538 \$	7 110 \$	33 485 \$	359 \$	815 \$
Options panier sur défaillance												
Aucune cote (3)	108 \$	3 967 \$	2 169 \$	6 244 \$	– \$	296 \$	66 \$	4 320 \$	2 216 \$	6 602 \$	– \$	493 \$
Total (4)	2 426 \$	13 563 \$	5 589 \$	21 578 \$	167 \$	591 \$	3 903 \$	26 858 \$	9 326 \$	40 087 \$	359 \$	1 308 \$

- (1) Les swaps sur défaillance comprennent les swaps sur rendement total qui représentent une tranche nominale de l'ensemble du portefeuille.
- (2) Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure. Ces cotes de crédit reflètent essentiellement les cotes attribuées par des agences de notation externes et elles représentent le risque lié au paiement ou à l'exécution du titre sous-jacent ou de l'actif référencé. Dans les cas où aucune cote externe n'était disponible, nous avons utilisé nos cotes internes.
- (3) Les options panier sur défaillance sont semblables aux swaps sur défaillance, sauf que l'instrument financier référencé sous-jacent est un groupe d'actifs plutôt qu'un actif unique. Par conséquent, aucune cote n'a été attribuée, car aucune cote ne peut être raisonnablement attribuée aux actifs sous-jacents.
- (4) Au 30 avril 2011, la valeur nominale et la valeur comptable nette de la protection de crédit vendue relativement à laquelle nous détenons une protection achetée assortie d'actifs sous-jacents identiques se chiffraient à 12,9 milliards de dollars et à 0,2 milliard, respectivement (30,5 milliards et 0,7 milliard, respectivement, au 31 octobre 2010).

Garanties

Le tableau suivant illustre les principales garanties que nous avons fournies à des tiers, selon la cote de première qualité ou de qualité inférieure.

	Au									
	30 avril 2011					31 octobre 2010				
	Montant maximal possible des paiements futurs					Montant maximal possible des paiements futurs				
	Cote de première qualité (1)	Cote de qualité inférieure (1)	Aucune cote	Total	Valeur comptable	Cote de première qualité (1)	Cote de qualité inférieure (1)	Aucune cote	Total	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options de vente position vendeur (2)	999 \$	302 \$	7 405 \$	8 706 \$	219 \$	1 450 \$	2 306 \$	7 848 \$	11 604 \$	365 \$
Facilités de garantie de liquidités	19 257	1 017	–	20 274	116	20 184	643	–	20 827	55
Produits à valeur stable	18 049	–	–	18 049	171	19 683	–	–	19 683	172
Lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin (3)	11 514	5 583	80	17 177	144	12 505	5 271	78	17 854	90
Rehaussements de crédit	3 037	–	–	3 037	67	3 211	–	–	3 211	66
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	–	67	–	67	–	–	323	–	323	–

- (1) Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure. Ces cotes de crédit reflètent essentiellement les cotes attribuées par des agences de notation externes et elles représentent le risque lié au paiement ou à l'exécution du titre sous-jacent ou de l'actif référencé. Dans les cas où aucune cote externe n'était disponible, nous avons utilisé nos cotes internes.
- (2) Aucune cote de crédit ne pouvait être attribuée à des dérivés de crédit d'un montant de 2,6 milliards de dollars (2,9 milliards au 31 octobre 2010) et à des options de vente position vendeur d'un montant de 4,8 milliards (4,9 milliards au 31 octobre 2010).
- (3) Aucune cote de crédit ne pouvait être attribuée à des lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin pour lesquelles le montant maximal possible des paiements futurs s'élève à 80 millions de dollars, car aucune cote n'est actuellement disponible en ce qui concerne l'entité sous-jacente liée à ces garanties.

Opérations de titrisation et EDDV

Le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié des directives relatives à la décomptabilisation des actifs financiers et à la consolidation des EDDV en vertu du Topic 860 de l'ASC, intitulé *Transfers and Servicing*, [FAS 166, *Accounting for Transfers of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140*, (FAS 166)], et du Topic 810-10-15 de l'ASC [FAS 167, *Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)*, (FAS 167)], respectivement. En ce qui nous concerne, ces directives ont pris effet le 1^{er} novembre 2010.

Le Topic 860 de l'ASC (FAS 166), qui était applicable sur une base prospective, élimine le concept de structure d'accueil admissible aux fins comptables; par conséquent, toutes les structures d'accueil admissibles entrent désormais dans le champ d'application du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167). Ces directives fournissent également des critères et des éclaircissements supplémentaires relatifs à certains principes liés aux exigences de comptabilisation à titre de vente du FASB Statement No. 140, intitulé *Accounting for Transfer and Servicing of Financial Assets and Extinguishment of Liabilities* (FAS 140), et elles exigent qu'une entité établisse d'abord si une structure d'accueil peut être consolidée, puisque cette entité détermine si le transfert des actifs financiers répond aux critères de comptabilisation à titre de vente. De plus, cette nouvelle norme stipule que le transfert d'une partie des actifs financiers pourrait être comptabilisé à titre de

vente seulement si ces actifs correspondent à la définition d'une participation. Une participation représente une participation proportionnelle dans un actif financier intégral dont les flux de trésorerie sont divisés de façon proportionnelle, sont de rang égal pour ce qui est des paiements et ne sont pas subordonnés; de même, le droit de donner en garantie ou d'échanger l'intégralité de l'actif financier est assujéti à l'approbation de tous les détenteurs de participations concernés. Autrement, le transfert est comptabilisé à titre d'emprunt garanti. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Le Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167) exige une application rétrospective. Avant le 1^{er} novembre 2010, nous consolidions une EDDV si nous assumions la majeure partie des pertes prévues, si nous recevions la majeure partie des rendements résiduels prévus, ou les deux. Cette mise à jour remplace l'approche quantitative qui permet de déterminer le principal bénéficiaire d'une EDDV par une méthode axée sur l'identification de l'entité publiaute qui a le pouvoir de diriger les activités d'une EDDV ayant le plus d'incidence sur la performance économique de l'entité, et l'obligation d'absorber les pertes de l'entité éventuellement importantes pour l'EDDV ou le droit de retirer les avantages de l'entité éventuellement importants pour l'EDDV. Des renseignements supplémentaires sont aussi exigés en ce qui concerne la participation à des EDDV.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Selon nos évaluations, nous consolidons désormais une entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit (auparavant une structure d'accueil admissible), une fiducie constituée à des fins de placement et certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des titres à enchères, et nous avons déconsolidé certains fonds de placement gérés par des tiers et certaines EDDV de titres à enchères américains. Nous avons consolidé les EDDV à la valeur comptable de leurs actifs et de leurs passifs au 1^{er} novembre 2010. L'adoption de cette norme a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif d'environ 2,1 milliards de dollars, déduction faite de nos droits conservés dans les entités. Elle a également donné lieu à une réduction de notre solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 294 millions de dollars, déduction faite des impôts, de manière à tenir compte de l'incidence de l'écart de conversion cumulé lié aux périodes précédentes, et à une diminution des autres éléments du résultat étendu de 29 millions, déduction faite des impôts.

Le FASB a également publié l'ASU 2010-10, intitulée *Consolidation: Amendments for Certain Investment Funds*. Cette mise à jour reporte l'application du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167) pour ce qui est de la participation d'une entité publiante dans des fonds communs de placement, des fonds communs du marché monétaire, des fonds de couverture, des fonds de placements privés et des fonds de capital-risque si certaines conditions sont réunies. Par conséquent, nous continuons d'évaluer nos fonds communs de placement et organismes de placement collectif, certains fonds de placements privés et fonds de placement que nous gérons en vertu des exigences de l'ASC 810-10 [FIN 46(R)].

Dans le cours normal de nos activités, les EDDV servent aux activités de titrisation, de placement et de financement, et à d'autres fins. Se reporter aux notes 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir des renseignements sur les EDDV ainsi que sur la nature de nos liens avec celles-ci. Les paragraphes suivants décrivent nos évaluations relatives à la consolidation en vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167) par type d'EDDV.

Conduits multicédants et conduits de tiers

Par le passé, nous administrions six programmes de papier commercial adossé à des actifs offerts par des conduits multicédants (conduits multicédants), trois au Canada et trois aux États-Unis. Au cours du premier trimestre de 2011, l'un des trois conduits multicédants canadiens a transféré tous ses actifs aux deux autres conduits canadiens. Nous administrons actuellement les cinq conduits restants. Ces conduits acquièrent principalement des actifs financiers auprès des clients et financent ces acquisitions au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des actifs (PCAA).

Au nombre des activités qui ont l'incidence la plus importante sur le rendement économique d'un conduit figurent la sélection initiale et l'approbation des engagements en matière d'achat d'actifs et des facilités de liquidités, le renouvellement annuel de ces opérations et facilités, la vente ou le transfert d'actifs, le suivi constant du rendement des actifs, l'atténuation des pertes sur créances et l'émission du PCAA. Un tiers non lié (l'investisseur assumant les pertes prévues) détient le pouvoir substantiel de diriger toutes ces activités, exception faite de l'émission du PCAA; il a aussi l'obligation, envers les détenteurs de PCAA et nous, de prendre en charge les pertes sur créances jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal qui pourrait être significatif pour les conduits multicédants. En vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), nous ne consolidons pas ces conduits multicédants, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger les activités importantes des conduits, mais nous continuons de détenir des droits variables significatifs dans ces conduits en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis et de notre droit à des honoraires résiduels. Se reporter à la note 14 pour la présentation des facilités de liquidités et de rehaussements de crédit. Avant le 1^{er} novembre 2010, nous ne consolidions pas non plus les conduits multicédants, conformément au Topic 810-10 de l'ASC (auparavant le FASB Interpretation No. 46[R], *Consolidation of Variable Interest Entities [revised December 2003]* [FIN 46(R)]).

Les activités importantes des conduits de tiers composés de titres adossés à des actifs comprennent l'achat de placements et l'émission

de titres de créance. Nous n'avons pas le pouvoir de diriger ces activités, mais nous détenons des droits variables dans ces conduits grâce à la prestation de facilités de liquidités ou de rehaussements de crédit.

EDDV de financement structuré

Nous réalisons des investissements dans des titres à enchères américains auprès d'EDDV qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets subordonnés à court terme. Les activités importantes des EDDV de titres à enchères américains comprennent l'achat de prêts aux étudiants et l'émission de billets. En vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), au 1^{er} novembre 2010, nous avons déconsolidé certaines EDDV de titres à enchères américains, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger les activités importantes de ces EDDV. Nous détenons des droits variables significatifs dans les EDDV non consolidées par l'intermédiaire des billets que nous détenons.

Nous procurons des facilités de liquidités et des lettres de crédit aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères qui investissent dans des titres à enchères financés au moyen de l'émission de certificats à taux variable et d'un certificat résiduel. En vertu du Topic 810-10 de l'ASC [FIN 46(R)], nous n'avons consolidé que les programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères pour lesquels nous étions exposés à la majeure partie des pertes prévues. En vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), nous avons consolidé les autres programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères au 1^{er} novembre 2010, principalement en raison de nos droits d'approbation de l'achat d'actifs et de la liquidation des programmes, ainsi que de notre obligation de prendre en charge les pertes qui pourraient potentiellement être importantes pour les programmes par l'entremise des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit que nous avons fournies. La structure des autres programmes d'obligations encaissables par anticipation non liés à des titres à enchères est semblable à celle des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères. Nous continuons de les consolider en vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167).

Nous consolidons également une fiducie qui a fait l'acquisition de billets liés à des effets de crédit. La fiducie a financé l'achat des billets au moyen de prêts que nous lui avons consentis, et elle a aussi acheté une protection de crédit auprès de contreparties des dérivés non liées afin de prendre en charge les pertes avant nous. À compter du 1^{er} novembre 2010, nous avons consolidé la fiducie en vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), puisque nous avons la capacité de liquider ses actifs et que nous avons l'obligation de prendre en charge les pertes qui pourraient être importantes pour la fiducie.

Une EDDV non affiliée investit dans des titres à enchères au moyen d'un prêt que nous lui avons consenti et elle conclut des opérations sur produits dérivés pour lesquels nous pourrions agir à titre de garant des obligations de l'EDDV. En vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), cette EDDV n'est toujours pas consolidée, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger ses activités d'investissement.

Entités de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de portions de nos créances sur cartes de crédit et de nos prêts hypothécaires résidentiels, et nous participons à des opérations de titrisation d'obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Se reporter aux notes 5 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour une description de nos activités de titrisation par principal type de produit.

Avant le 1^{er} novembre 2010, notre fiducie de titrisation de prêts sur cartes de crédit correspondait à la définition d'une structure d'accueil admissible et était par conséquent exemptée de l'exigence de consolidation. Les créances sur cartes de crédit qui ont été transférées à la fiducie ont été comptabilisées à titre de vente et ont été radiées de notre bilan consolidé, le gain ou la perte étant constaté dans notre état consolidé des résultats. À compter du 1^{er} novembre 2010, la fiducie

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

n'est plus exemptée de l'exigence de consolidation et elle entre dans le champ d'application du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167). Selon la nouvelle norme en matière de consolidation, nous sommes tenus de consolider cette fiducie de titrisation des prêts sur cartes de crédit, en raison de notre pouvoir de diriger les activités d'acquisition, de cession et de gestion des créances, et de notre obligation de prendre en charge une partie des pertes ou de notre droit de retirer les avantages de l'entité inhérents à la propriété des billets subordonnés et aux marges excédentaires.

Nous ne détenons pas de droits variables dans d'autres entités de titrisation et, par conséquent, ne les consolidons pas.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque souhaité lié aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces dérivés en investissant dans ces fonds visés gérés par des tiers. Avant le 1^{er} novembre 2010, nous consolidions les fonds visés lorsque nous assumions la majorité des pertes prévues de ces fonds. En vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), nous avons déconsolidé ces fonds visés administrés par des tiers, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger leurs activités d'investissement.

En vertu de l'ASU 2010-10, l'adoption du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167) est reportée pour plusieurs des fonds d'investissement que nous administrons. Par conséquent, nous continuons de consolider ou de déconsolider ces fonds en vertu du Topic 810-10 de l'ASC [FIN 46 (R)], selon le montant que nous y avons investi.

EDDV de création de produits de crédit

Nous utilisons des EDDV pour transformer habituellement des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, répartir le risque de crédit et créer des produits de crédit sur mesure qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. En vertu du Topic 810-10-15

de l'ASC (FAS 167), nous ne consolidons pas les EDDV de création de produits de crédit, puisque nous ne détenons pas de droits variables dans ces entités.

Autres structures importantes

Nous avons créé certains fonds pour transférer à des tiers les crédits d'impôt obtenus à l'égard de projets immobiliers d'habitations à loyer modéré ou de restauration historique (fonds liés aux crédits d'impôt). Nous sommes les promoteurs des fonds liés aux crédits d'impôt ainsi que de nos fonds communs de placement et organismes de placement collectif. Nous ne consolidons pas les fonds liés aux crédits d'impôt, puisque les investisseurs de ces fonds ont le droit de choisir les placements sous-jacents qui constituent les fonds.

En vertu de l'ASU 2010-10, l'adoption du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167) est reportée pour les fonds communs de placement et organismes de placement collectif que nous administrons. Par conséquent, nous continuons de consolider ou de déconsolider ces fonds en vertu du Topic 810-10 de l'ASC [FIN 46 (R)], selon le montant que nous y avons investi.

Nous effectuons des analyses qualitatives afin de déterminer si nous sommes le principal bénéficiaire d'une EDDV et nous nous basons pour ce faire sur les faits et circonstances ainsi que sur nos droits dans l'EDDV. Le tableau suivant présente les actifs et les passifs découlant de nos opérations avec des EDDV non consolidées et de notre participation à ces dernières, dans le contexte desquelles i) nous pouvons détenir des droits variables significatifs; ii) nous avons transféré des actifs à une EDDV et nous continuons de fournir des services considérés comme un droit variable; et iii) nous sommes le promoteur de l'EDDV, ou cette EDDV correspondait à la définition de structure d'accueil admissible dans laquelle nous détenons un droit variable, même si ce droit n'est pas important. Pour déterminer si nous sommes le promoteur d'une EDDV, nous tenons compte à la fois de facteurs qualitatifs et de facteurs quantitatifs, y compris l'objet et la nature de l'EDDV, notre participation continue dans l'EDDV et le fait de savoir si nous détenons des droits subordonnés dans l'EDDV.

	30 avril 2011 (1), (2)						Au						
	Conduits multicédants (3)	EDDV de financement structuré	EDDV de création de produits de crédit (4)	Fonds d'investissement	Autres (6)	Total	Conduits multicédants (3)	EDDV de financement structuré	EDDV de création de produits de crédit (4)	Fonds d'investissement	Entité de titrisation de créances sur cartes de crédit (5)	Autres (6)	Total
Total de l'actif des EDDV non consolidées	21 007 \$	4 622 \$	783 \$	1 388 \$	335 407 \$	363 207 \$	21 847 \$	5 380 \$	1 372 \$	273 \$	4 000 \$	317 346 \$	350 218 \$
Actif figurant au bilan													
Titres – détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	18 \$	– \$	– \$	1 130 \$	1 137 \$	2 285 \$	4 \$	834 \$	20 \$	61 \$	436 \$	1 227 \$	2 582 \$
Prêts – de détail et de gros (7)	1 373	393	–	–	–	1 766	1 517	1 491	–	–	9	–	3 017
Dérivés	–	17	20	–	113	150	–	20	79	–	19	617	735
Autres actifs	–	1 171	–	–	298	1 469	–	–	–	23	–	240	263
Total	1 391 \$	1 581 \$	20 \$	1 130 \$	1 548 \$	5 670 \$	1 521 \$	2 345 \$	99 \$	84 \$	464 \$	2 084 \$	6 597 \$
Passif figurant au bilan													
Dérivés	– \$	– \$	– \$	– \$	563 \$	563 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 407 \$	1 407 \$
Autres passifs	141	–	66	–	150	357	62	–	186	–	–	99	347
Total	141 \$	– \$	66 \$	– \$	713 \$	920 \$	62 \$	– \$	186 \$	– \$	– \$	1 506 \$	1 754 \$
Risque de perte maximal (8)	21 294 \$	1 564 \$	18 \$	1 166 \$	723 \$	24 765 \$	22 139 \$	3 095 \$	19 \$	65 \$	464 \$	481 \$	26 263 \$

- (1) Avant le 1^{er} novembre 2010, les EDDV étaient évaluées en fonction des exigences du Topic 810-10 de l'ASC [FIN 46(R)]. Après cette date, elles sont évaluées en fonction du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), à moins qu'elles soient admissibles au report de l'adoption de cette nouvelle norme en vertu de l'ASU 2010-10. Par conséquent, les EDDV qui n'étaient pas consolidées pourraient désormais l'être, et vice versa, à compter du 1^{er} novembre 2010. Ainsi, l'information financière qui les concerne pourrait être présentée dans ce tableau ou en être exclue au 30 avril 2011. Se reporter aux évaluations relatives à la consolidation susmentionnées, conformes au Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167).
- (2) Pour cette période, nous n'avons pas fourni de soutien financier explicite ou implicite aux EDDV, à l'exception du soutien que nous étions tenus de fournir en vertu d'ententes contractuelles.
- (3) Le total de l'actif représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les conduits en vertu d'engagements d'acquisition en vigueur au 30 avril 2011. L'actif réel détenu par ces conduits au 30 avril 2011 se chiffrait à 14,4 milliards de dollars (14,0 milliards au 31 octobre 2010).
- (4) Part exclus de ce tableau des titres détenus à des fins de transaction que nous avons transférés à ces EDDV à titre de garantie des effets capitalisés émis par les EDDV au 30 avril 2011. Les transferts ne satisfont pas aux critères de comptabilisation d'une vente en vertu du Topic 860 de l'ASC; par conséquent, ces actifs demeurent inscrits à nos bilans consolidés et ils sont comptabilisés à titre d'emprunts garantis.
- (5) Avant le 1^{er} novembre 2010, notre entité de titrisation de créances sur cartes de crédit correspondait à la définition de structure d'accueil admissible et elle était exemptée de l'exigence de consolidation. Par suite de l'adoption du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2010, les actifs et les passifs de cette ancienne structure d'accueil admissible sont désormais présentés dans le tableau intitulé EDDV consolidées, ci-dessous, pour la période terminée le 30 avril 2011.
- (6) Comprend les fonds liés aux crédits d'impôt et les fonds communs de placement et les organismes de placement collectif dont nous sommes le promoteur, ainsi que les actifs et les passifs découlant de nos opérations avec des entités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux.
- (7) Le montant figurant au poste Prêts – de détail et de gros a été révisé, passant de 426 millions de dollars à 1 491 millions au 31 octobre 2010.
- (8) Le risque de perte maximal découlant de nos droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, à la juste valeur des dérivés, ainsi qu'aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit. Le risque de perte maximal lié aux conduits multicédants est plus élevé que l'actif au bilan, la différence correspondant essentiellement à la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit. Se reporter à la note 14 pour connaître les montants des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit et à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour les modalités de l'entente.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Le tableau suivant illustre les actifs et les passifs des EDDV consolidées que nous inscrivons à nos bilans consolidés.

	Au									
	30 avril 2011 (1), (2)					31 octobre 2010 (1)				
	Entité de titrisation de créances sur cartes de crédit	EDDV de financement structuré	Fonds d'investissement	Autres (3)	Total	EDDV de financement structuré	Fonds d'investissement	Autres (3)	Total	
Actif consolidé (4), (5)										
Trésorerie	– \$	38 \$	3 \$	2 \$	43 \$	29 \$	47 \$	– \$	76 \$	
Titres – détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	–	3 195	311	26	3 532	1 615	911	–	2 526	
Prêts – de détail et de gros	–	203	–	13 959	14 162	1 346	–	15 738	17 084	
Autres actifs	11	135	–	68	214	8	55	26	89	
	11 \$	3 571 \$	314 \$	14 055 \$	17 951 \$	2 998 \$	1 013 \$	15 764 \$	19 775 \$	
Passif consolidé										
Dépôts	3 304 \$	1 049 \$	– \$	– \$	4 353 \$	403 \$	– \$	– \$	403 \$	
Autres passifs (6)	19	1 353	–	189	1 561	2 586	17	42	2 645	
	3 323 \$	2 402 \$	– \$	189 \$	5 914 \$	2 989 \$	17 \$	42 \$	3 048 \$	

(1) Avant le 1^{er} novembre 2010, les EDDV étaient évaluées en fonction des exigences du Topic 810-10 de l'ASC [FIN 46(R)]. Après cette date, elles sont évaluées en fonction du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), à moins qu'elles soient admissibles au report de l'adoption de cette nouvelle norme en vertu de l'ASU 2010-10. Par conséquent, les EDDV qui étaient consolidées pourraient désormais ne plus l'être, et vice versa, à compter du 1^{er} novembre 2010. Ainsi, l'information financière qui les concerne pourrait être présentée dans ce tableau ou en être exclue au 30 avril 2011. Se reporter aux évaluations relatives à la consolidation susmentionnées, conformes au Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167).

(2) Pour cette période, nous n'avons pas fourni de soutien financier explicite ou implicite aux EDDV, à l'exception du soutien que nous étions tenus de fournir en vertu d'ententes contractuelles.

(3) Comprend principalement les actifs de la société en commandite RBC Covered Bond Guarantor Limited Partnership (Guarantor LP), une filiale en propriété exclusive.

(4) Au 30 avril 2011, nos structures de rémunération détenaient 33 millions de dollars (53 millions au 31 octobre 2010) de nos actions ordinaires, montant qui est comptabilisé à titre d'actions autodétenues et qui représente le total de l'actif de ces structures. L'obligation de fournir nos actions ordinaires aux employés est inscrite à titre d'augmentation du surplus d'apport lorsque la charge de rémunération à base d'actions connexe est constatée.

(5) Les garanties dont disposent les créanciers ou les détenteurs de droits de bénéficiaire grèvent uniquement les actifs des EDDV consolidées connexes et non l'ensemble de nos actifs, à moins que nous ne manquions à nos obligations contractuelles à l'égard de ces EDDV, que nous n'offrions des garanties, des facilités de liquidités ou de rehaussements de crédit aux EDDV ou que nous ne concluons des opérations sur produits dérivés avec ces dernières. Se reporter à la note 14 pour connaître les montants des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit et à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour les modalités de l'entente. Dans le cours normal des activités, les actifs de chaque EDDV consolidée ne peuvent, de façon générale, que servir à régler les obligations de l'EDDV. Si certains événements de crédit surviennent, les actifs de Guarantor LP, qui sont des prêts hypothécaires, seront utilisés pour régler les obligations couvertes émises par RBC, jusqu'à concurrence de leur valeur nominale. Au moment de la consolidation, nous éliminons les prêts que nous fournissons à Guarantor LP pour l'achat des prêts hypothécaires.

(6) Les autres passifs représentent généralement les effets émis par les EDDV.

Modifications des principales conventions comptables

En plus du Topic 860 de l'ASC (FAS 166) et du Topic 810-10-15 de l'ASC (FAS 167), qui ont déjà été décrits dans cette note, les modifications suivantes ont pris effet pour nous au cours du trimestre.

Informations à fournir sur la qualité de crédit des créances de financement et la provision pour pertes sur créances

Le FASB a publié la mise à jour ASU 2010-20, intitulée *Disclosure about the Credit Quality of Financing Receivables and the Allowance for Credit Losses*, qui, en ce qui nous concerne, a pris effet le 1^{er} novembre 2010 et doit être appliquée de manière prospective. Cette mise à jour exige d'une entité qu'elle fournisse des informations supplémentaires sur les prêts et les provisions pour pertes sur créances connexes ventilées au moyen de la méthode de dépréciation. L'information sur les prêts qui font l'objet de tests de dépréciation sur une base collective et individuelle est également requise, de même que l'information qualitative et quantitative sur la qualité de crédit des créances de financement.

Notre portefeuille de prêts de gros donne lieu à des risques liés aux entreprises, aux États souverains et aux banques, y compris les prêts aux entreprises de moyenne et grande taille et certains prêts aux petites entreprises pour lesquels le risque de crédit est évalué principalement de façon individuelle. Notre portefeuille de prêts de détail se compose des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises gérés et évalués collectivement. La majeure partie des provisions pour pertes sur créances évaluées sur une base individuelle font partie du portefeuille de gros. Ce montant correspond approximativement aux provisions spécifiques liées aux prêts de gros, puisque le calcul des provisions spécifiques se fonde sur les pertes estimatives sur des prêts qui ont été désignés comme douteux. À l'opposé, les provisions évaluées sur une base collective comprennent les pertes estimatives sur les prêts de détail désignés comme douteux, ainsi que les pertes estimatives sur les prêts de détail et sur les prêts de gros qui n'ont pas encore été désignés spécifiquement comme douteux. Se reporter au tableau intitulé Prêts douteux, à la note 4, pour plus de détails.

Évaluation de la qualité du crédit

Au moment de déterminer la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts, nous quantifions le risque de crédit afin d'estimer les pertes sur

créances prévues en cas de défaut. Nous attribuons des cotes d'évaluation des risques en fonction des risques de pertes liés à l'incapacité ou à la réticence d'un débiteur à respecter son obligation contractuelle. Deux approches peuvent principalement être utilisées pour l'évaluation du risque de crédit en vertu du cadre de l'accord de Bâle II : l'approche des notations internes avancées et l'approche standardisée. Pour une description qualitative du processus d'évaluation du risque de crédit, se reporter à la rubrique Gestion du risque du rapport de gestion, qui se trouve aux pages 39 à 47 de notre rapport annuel de 2010.

Les tableaux suivants présentent l'exposition au risque de nos portefeuilles de prêts de détail et de gros en vertu de l'approche des notations internes avancées et de l'approche standardisée. L'information présentée dans les tableaux suivants a été établie en fonction des PCGR du Canada, puisqu'il s'agit des normes que nous utilisons pour gérer notre exposition au risque. Les différences entre les soldes totaux des prêts établis en fonction des PCGR du Canada et des PCGR des États-Unis sont illustrées dans le tableau des éléments importants du rapprochement pour le bilan présenté précédemment dans cette note.

Exposition du portefeuille de prêts de détail au risque de crédit

	Au 30 avril 2011				Total
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts aux petites entreprises	
Faible risque (0,00 % – 1,00 %)	108 605 \$	132 017 \$	33 759 \$	3 504 \$	277 885 \$
Risque moyen (1,10 % – 6,40 %)	17 083	17 728	5 146	1 972	41 929
Risque élevé (6,5 % – 99,99 %)	3 813	-3 256	768	1 010	8 847
Prêts douteux (100 %)	872	372	–	46	1 290
Risque total (1)	130 373 \$	153 373 \$	39 673 \$	6 532 \$	329 951 \$

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le montant qui sera probablement dû par le débiteur en cas de défaillance. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, comme les garanties.

Note 17 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**Exposition du portefeuille de prêts de gros au risque de crédit**

	Au 30 avril 2011			Total
	Prêts aux entreprises	Prêts aux États souverains	Prêts aux banques	
De première qualité	47 254 \$	8 101 \$	2 227 \$	57 582 \$
De qualité inférieure	62 415	345	129	62 889
Prêt douteux/défaillance	2 687	–	32	2 719
Risque total (1)	112 356 \$	8 446 \$	2 388 \$	123 190 \$

(1) Le risque total tient compte des prêts et acceptations en cours et des engagements inutilisés et représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le montant qui sera probablement dû par le débiteur en cas de défaillance. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, comme les garanties.

Modifications comptables futures

Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption des nouvelles normes comptables décrites ci-dessous sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Comptabilisation des coûts liés à l'acquisition ou au renouvellement de contrats d'assurance

En octobre 2010, le FASB a publié la mise à jour ASU 2010-26, intitulée *Financial Services-Insurance (Topic 944): Accounting for Costs Associated with Acquiring or Renewing Insurance Contracts (a consensus of the FASB Emerging Issues Task Force)*, qui traite des diverses pratiques actuellement utilisées pour la capitalisation des coûts d'acquisition pouvant être reportés dans le cadre de l'acquisition ou du renouvellement de contrats d'assurance. Cette mise à jour précise que les coûts directs différentiels découlant de l'acquisition du contrat, de même que certains coûts liés aux activités de tarification, frais d'émission et de traitement de la police, frais médicaux et d'inspection et coûts liés aux activités de vente de contrat du personnel de vente, doivent être capitalisés à titre de coûts d'acquisition reportés. Tous les autres coûts doivent être traités comme des coûts non incorporables et passés en charges. En ce qui nous concerne, cette mise à jour prendra effet le 1^{er} novembre 2012 et sera appliquée de manière prospective.

Circonstances où il convient de procéder à l'étape 2 du test de dépréciation de l'écart d'acquisition pour les unités d'exploitation dont la valeur comptable est nulle ou négative

En décembre 2010, le FASB a publié la mise à jour ASU 2010-28, intitulée *Intangibles—Goodwill and Other (Topic 350): When to Perform Step 2 of the Goodwill Impairment Test for Reporting Units with Zero or Negative Carrying Amounts (a consensus of the FASB Emerging Issues Task Force)*. Cette mise à jour modifie la première étape du test de dépréciation de l'écart d'acquisition pour les unités d'exploitation dont la valeur comptable est nulle ou négative. En vertu du Topic 350 portant sur l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels, le test de dépréciation de l'écart d'acquisition comporte deux étapes. Pour les unités dont la valeur comptable est nulle ou négative, la mise à jour précise qu'une entité ne doit procéder à la deuxième étape du test de dépréciation de l'écart d'acquisition que s'il est plus probable qu'improbable qu'une dépréciation de l'écart d'acquisition est survenue. En ce qui nous concerne, cette mise à jour prendra effet de manière prospective le 1^{er} novembre 2012.

Note 18 : Événements postérieurs à la date du bilan

Le 3 mai 2011, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité de nos titres de fiducie de capital de série 2011 émis et en circulation, d'un montant de 750 millions de dollars, pour une

Autres modifications

Les lignes directrices suivantes publiées par le FASB sont entrées en vigueur, en ce qui nous concerne, le 1^{er} novembre 2010 : l'ASU 2009-13, intitulée *Revenue Recognition: Multiple-Deliverable Arrangements*, l'ASU 2010-15, intitulée *Financial services – Insurance – How Investments Held through Separate Accounts Affect an Insurer's Consolidation Analysis of Those Investments*, et l'ASU 2010-13, intitulée *Compensation – Stock Compensation – Effect of denominating the Exercise Price of a Share-Based Payment Award in the Currency of the Market in Which the Underlying Equity Security Trades*. L'adoption de ces prises de position n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Présentation d'information pro forma supplémentaire pour tenir compte d'un regroupement d'entreprises

En décembre 2010, le FASB a publié la directive ASU 2010-29, intitulée *Business Combinations (Topic 805): Disclosure of Supplementary Pro Forma Information for Business Combinations (a consensus of the FASB Emerging Issues Task Force)*. Cette modification précise quelle date d'acquisition devrait être utilisée aux fins de la présentation d'information financière pro forma supplémentaire en vertu du Topic 805 lorsque des états financiers comparatifs sont présentés et requièrent la présentation d'information quantitative supplémentaire à propos des ajustements pro forma. En ce qui nous concerne, cette mise à jour prendra effet de manière prospective le 1^{er} novembre 2012.

Critères servant à un créancier à déterminer si une restructuration représente une restructuration de dettes de débiteurs en difficulté

En avril 2011, le FASB a publié la mise à jour ASU 2011-02, intitulée *Receivables (Topic 310): A Creditor's Determination of Whether a Restructuring Is a Troubled Debt Restructuring*. Cette mise à jour précise que les deux critères utilisés afin de déterminer si une restructuration constitue une restructuration de dettes de débiteurs en difficulté consistent à établir : 1) si la restructuration est une concession et 2) si le débiteur connaît des difficultés financières. De plus, la mise à jour indique qu'un créancier ne peut pas utiliser le test du taux d'intérêt réel au moment de déterminer si une restructuration représente une restructuration de dettes de débiteurs en difficulté. Cette mise à jour doit prendre effet de manière rétrospective au début de la période annuelle d'adoption. Nous adopterons cette norme à compter du 1^{er} août 2011.

Convention de rachat

En avril 2011, le FASB a publié la mise à jour ASU 2011-03, intitulée *Transfers and Servicing (Topic 860): Reconsideration of Effective Control for Repurchase Agreements*. L'ASU 2011-03 précise que la comptabilisation d'une convention de rachat repose en partie sur le maintien, ou non, par le cédant, d'un contrôle effectif sur les actifs financiers transférés. Si le cédant conserve un contrôle effectif, il doit comptabiliser la convention de rachat à titre d'emprunt garanti, plutôt que comme une vente. Le FASB conclut que l'évaluation du contrôle effectif dépend des droits et obligations contractuels du cédant en ce qui concerne les actifs financiers transférés. Elle ne dépend pas de la capacité du cédant d'exercer ces droits ou de respecter ces obligations au moyen de conventions d'entretien accessoires. En ce qui nous concerne, cette mise à jour prendra effet de manière prospective le 1^{er} février 2012.

contrepartie en espèces, à un prix de rachat de 1 000 \$ la part plus la distribution indiquée. Le rachat sera effectué le 30 juin 2011.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :

Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2011

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	24 janvier 21 avril 22 juillet 24 octobre	26 janvier 26 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2011

Premier trimestre 3 mars
Deuxième trimestre 27 mai
Troisième trimestre 26 août
Quatrième trimestre 2 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia IS utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.